

(1)

[N° 66]

SENAT DE BELGIQUE

BELGISCHE SENAAT

SESSION DE 1948-1949

SEANCE DU 22 DECEMBRE 1948

RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'INSTRUCTION
PUBLIQUE CHARGEÉE D'EXAMINER LE PROJET
DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE POUR L'EXERCICE 1949.

ZITTING 1948-1949

VERGADERING VAN 22 DECEMBER 1948

VERSLAG UIT NAAM VAN DE COMMISSIE VAN
OPENBAAR ONDERWIJS BELAST MET HET
ONDERZOEK VAN HET WETSONTWERP HOUDEnde
DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE
VAN OPENBAAR ONDERWIJS VOOR HET
DIENSTJAAR 1949.

Présents : M. LIBOIS, président; MM. BAUR, BERTRANG, BOUWERAERTS, CATTEAU, CRAEYBECKX, CRAPS, CROMMEN, DE BRUYNE Edgard, DELPORT, HANQUET, JESPERS, LEYSEN, MAZEREEL, MICHOT, MISSIAEN, NEEFS, VAN IN, VAN KERKHOVEN, et MATAGNE, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

M. le Secrétaire général Kuypers, du Département de l'Instruction publique, a consacré un temps précieux à assister à toutes les séances de la Commission. Il a droit aux remerciements de la Commission. Qu'il veuille bien en trouver ici l'expression.

M. le Secrétaire général Kuypers a prouvé, par la spontanéité et la clarté de ses réponses aux questions, qu'il connaît à fond les rouages de son département. Cette constatation a son poids. La Commission lui en fait compliment.

De h. Kuypers, secretaris-generaal van het Departement van Openbaar Onderwijs, heeft een kostbare tijd besteed om al de vergaderingen van de Commissie bij te wonen. Hij heeft recht op de erkentelijkheid van de Commissie. Hij gelieve er hier de uitdrukking van te vinden.

De h. secretaris-generaal Kuypers heeft, door de spontaanheid en de helderheid van zijn antwoorden, bewezen dat hij het raderwerk van zijn Departement grondig kent. Deze vaststelling is van gewicht. De Commissie wenst er hem geluk om.

Voir :

Document du Sénat :

5 - XXII (Session de 1948-1949) : Projet de loi.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

5 - XXII (Zitting 1948-1949) : Wetsontwerp.



(3)

[Nº 66]

Section I

Administration générale

Sectie I

Algemeen bestuur

SECTION I

**ADMINISTRATION GENERALE OU CENTRALE
DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE**

A l'heure où, le 27 octobre 1948, la Commission de l'Instruction publique entamait l'examen du budget du Ministère de l'Instruction publique, le Sénat était saisi de 12 budgets, la Chambre de 15. Cette constatation est de nature à donner satisfaction aux nombreux sénateurs qui considéraient que le dépôt de tous les budgets à la Chambre d'abord était une erreur grave. Le Ministre du Budget mérite des encouragements.

Quant à la présentation du budget, elle est infiniment meilleure. Elle a une clarté qu'il convient de reconnaître. On s'y retrouve aisément, cette fois. C'est bien.

Importance du budget.

En 1945, le budget de l'Instruction publique était de 2.741.758.100 fr.

En 1946, il s'élevait à 4.182.815.187 fr.

En 1947, à 4.238.856.870 fr.

En 1948, à 4.372.330.274 fr.

Et, en 1949, il monte à 4.839.985.000 fr., occupant ainsi, si l'on ose dire, le rang de 6^e parmi les divers budgets classés par ordre d'importance.

Répartition des crédits.

Et comment se répartissent les crédits? De la manière suivante et en tenant compte de ce que les pourcentages sont très approximatifs :

Ministère de l'Instruction publique proprement dit	132.388.000	soit environ	3 %	de l'ensemble
<i>Eigenlijk Ministerie van Openbaar Onderwijs</i>	d.i. ongev.			<i>van h. geheel</i>
Enseignement primaire — <i>Lager onderwijs</i>	2.269.301.700	»	47 %	»
Enseignement normal — <i>Normaal onderwijs</i>	124.714.000	»	2,6 %	»
Enseignement moyen — <i>Middelbaar onderwijs</i>	924.030.000	»	19,5 %	»
Ens. supérieur et sciences — <i>Hoger onderw. en wetensch.</i>	527.000.000	»	11 %	»
Enseignement technique — <i>Technisch onderwijs</i>	597.325.000	»	12,3 %	»
Enseignement artistique — <i>Kunstonderwijs</i>	71.523.000	»	1,5 %	»
Beaux-Arts — <i>Schone Kunsten</i>	104.565.500	»	2,16 %	»
Education populaire — <i>Volksopleiding</i>	24.804.000	»	0,5 %	»
Récapitulation — <i>Te zamen</i>	4.839.985.000	»	99,56 %	»

Ainsi qu'on peut le constater, c'est l'enseignement primaire qui absorbe près de la moitié des crédits. L'enseignement moyen vient ensuite, dont tout le personnel est de carrière, comme celui de l'enseignement primaire. Puis c'est l'enseignement technique. Le service de l'enseignement supérieur et des sciences suit l'enseignement technique de peu, c'est-à-dire de 70 millions de fr. environ.

Effectif permanent.

Peut-être trouvera-t-on agréable de trouver ci-après le tableau des effectifs du personnel permanent des diverses sections du budget, abstraction faite cependant du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service qu'il ne faut pas confondre, en effet, — malgré l'importance de son rôle — avec le personnel enseignant.

Men bemerkt dat bijna de helft der kredieten naar het lager onderwijs gaat. Daarna komt het middelbaar onderwijs, waarvan al de leden beroeps personeel zijn, zoals in het lager onderwijs. Vervolgens komt het technisch onderwijs. De dienst van het hoger onderwijs en de wetenschappen volgt het technisch onderwijs van dichtbij, nl. ongeveer 70 miljoen minder.

Vast personeel.

Misschien zal men met genoegen hierna de tabel vinden van de getalsterkte van het vast personeel der verschillende secties van de begroting, na aftrek evenwel van het meesters-, vak- en dienstpersoneel dat immers — ondanks het belang van zijn rol — niet met het onderwijzend personeel mag verward worden.

	Effectif du personnel permanent	Inspecteurs
	Getalsterkte van het vast personeel	Inspecteurs
Administration centrale — <i>Hoofdbestuur</i>	277	
Enseignement primaire — <i>Lager onderwijs</i>	43.000	245
Enseignement normal — <i>Normaal onderwijs</i>	632	14
Enseignement moyen Etat — <i>Rijksmiddelbaar onderwijs</i>	6.023	20
	+ 1.451 { à recruter aan te werven	
Enseignement universitaire — <i>Hoger onderwijs</i>	1.095	—
Enseignement technique — <i>Technisch onderwijs</i>	18.346	39
Enseignement artistique — <i>Kunstonderwijs</i>	Estat - Staat 321 Brux-Anvers 93 Brussel-Antw.	—
Beaux-Arts — <i>Schone Kunsten</i>	120	—
Totaux — Totalen	71.358	318
	71.676	

Donc, voilà près de 72 mille personnes qui ont pour mission l'instruction et l'éducation de la Jeunesse de notre pays et dont les services sont payés par l'Etat.

Le rapporteur répète qu'il n'a tenu compte que du personnel permanent, des agents permanents, laissant de côté les agents de maîtrise, les gens de métier et de service dont le nombre est cependant loin d'être négligeable, puisqu'on en compte 606 en service permanent, 968 temporaires et 10 en disponibilité, soit 1.584 au total.

Les agents temporaires d'une autre catégorie sont au nombre de 748, ce qui est peu pour les divers enseignements; les agents en disponibilité ne sont que 85, tout cela sauf erreur ou omission.

Dat maakt dus bijna 72.000 personen die het onderwijs en de opvoeding van onze jeugd tot opdracht hebben en wier diensten door de Staat betaald worden.

De verslaggever herhaalt dat hij slechts rekening heeft gehouden met het vast personeel, met de vaste ambtenaren, en dat hij het meesters-, vak- en dienstpersoneel terzijde heeft gelaten, hoewel het aantal ervan verre van onbelangrijk is, vermits er 606 in vaste dienst zijn, 968 tijdelijken en 10 ter beschikking, die d.i. 1584 saanen. De tijdelijke ambtenaren van een andere categorie zijn ten getale van 748, hetgeen weinig is voor de verschillende takken van het onderwijs; de beschikbaar gestelde zijn slechts ten getale van 85, zulks behoudens vergissing of verzuim.

Dépenses du Ministère de l'Instruction Publique proprement dit : 132.388.000 fr.

Nous entendons par là l'administration centrale.

Comme on le voit, ces dépenses s'élèvent, à peu de chose près, à 132 millions de fr., dont 96,5 % sont des dépenses ordinaires, notamment 66 % sont des dépenses d'administration générale.

Evidemment, les chiffres pour 1949 surmontent ceux de 1948 d'un peu plus de 6 millions; et de 42 millions environ, ceux de 1947.

Mais ces accroissements sont justifiés aux pages 66 et 67 du projet de budget et même après chaque article.

Il convient, peut-être, de noter, au passage, que :

- a) les allocations et dépenses de service social, en faveur du personnel, seront de 4 millions de fr., ce qui fait un accroissement égal au 1/3 du crédit alloué l'an passé;
- b) comme en 1948, une subvention de 5 millions est consacrée aux divers Fonds des Mieux-Doués;
- c) 7 millions de fr., telle sera la contribution annuelle de la Belgique à l'UNESCO (organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture). C'est le même crédit que pour 1948. Si nous croyons utile de le signaler, c'est parce qu'il est souvent question de l'UNESCO;
- d) 6.500.000 fr. sont dévolus aux relations culturelles avec l'étranger;
- e) les subventions en espèces ou en nature aux offices d'Orientation professionnelle reconnus par l'Etat se montent à 3.300.000 fr. A l'heure présente, 78 offices d'orientation professionnelle sont répartis de la manière suivante : 20 ont été créés par les Pouvoirs publics dont 17 dans la région d'expression française, 3 dans la région flamande; 58 ont été créés par l'initiative privée, surtout par la J.O.C. (Jeunesse ouvrière chrétienne) dont 18 en région d'expression française, 40 dans la région d'expression flamande;
- f) 6 millions sont consacrés aux œuvres de Jeunesse.

Le rapporteur doit-il s'excuser — il ne le croit pas — de faire ainsi, au seuil de chaque section du budget un résumé de ce que la section contient ?

Son intention est de faciliter la tâche de ses collègues et de donner une idée claire de tout le contenu des 232 pages du budget de l'instruction publique. Le rapporteur croit devoir attirer l'attention de la Commission sur les pages

Uitgaven van het eigenlijk Ministerie van Openbaar Onderwijs: 132.388.000 fr.

Daaronder verstaan wij het hoofdbestuur.

Zoals men ziet, bedragen de uitgaven ongeveer 132 mil. licen fr., waarvan 96,5 % gewone uitgaven, en namelijk 66 % uitgaven van algemeen bestuur.

Vanzelfsprekend overschrijden de cijfers voor 1949 die van 1948 met een weinig meer dan 6 miljoen, die van 1947 met ongeveer 42 miljoen.

Maar deze verhogingen zijn verantwoord op blz. 66 en 67 van het begrotingsontwerp, en zelfs na elk artikel.

Misschien past het in het voorbijgaan er op te wijzen dat :

- a) de toelagen en uitgaven van maatschappelijk dienstbetoon ten bate van het personeel 4 miljoen frank zullen bedragen, of een verhoging met één derde van het verleden jaar toegekende krediet ;
- b) zoals in 1948, een toelage van 5 miljoen bestemd is voor de verschillende Fondsen der Meestbegaafden ;
- c) 7 miljoen frank de jaarlijkse bijdrage zal zijn van België tot de UNESCO (Organisatie der Verenigde Naties voor de Opvoeding, de Wetenschap en de Cultuur). Het is hetzelfde krediet als voor 1948. Wij oordelen het nuttig hierop te wijzen, omdat er dikwijls sprake is van de UNESCO ;
- d) 6.500.000 fr. worden besteed aan de culturele betrekkingen met het buitenland ;
- e) de toelagen in speciën of in natura aan de door de Staat erkende diensten van voorlichting bij beroepskeuze 3.300.000 frank belopen. Thans bestaan er 78 diensten van voorlichting bij beroepskeuze, ingedeeld als volgt: 20 werden opgericht door de openbare besturen waarvan 17 in de Franstalige, 3 in de Vlaamstalige streek ; 58 werden opgericht door het privaat initiatief, vooral door de K.A.J. (Katholieke Arbeidersjeugd), waarvan 18 in de Franse taalstreek, 40 in de Vlaamse taalstreek ;
- f) 6 miljoen aan de jeugdwerken besteed worden.

Moet de verslaggever zich verontschuldigen — hij gelooft van niet — aldus, bij de aanvang van elke sectie van de begroting, een samenvatting te geven van hetgeen de sectie omvat ?

Zijn bedoeling is, de taak zijner collega's te vergemakkelijken en een duidelijke voorstelling te geven van wat er voorkomt in de 232 blz. van de begroting van Openbaar Onderwijs.

64 et 65 du projet de budget, car elles donnent, sous une forme abrégée, l'évolution de la politique générale du Département.

Il y est question :

- 1) de réformes de structure (mise en application du nouveau plan d'études dans l'enseignement primaire et dans les sections préparatoires des écoles moyennes et des écoles normales, application du plan de réforme de l'enseignement moyen, suppression du Conseil supérieur de l'enseignement technique auquel on a substitué une Commission dite de Coordination);
- 2) de l'extension de l'enseignement général et de l'enseignement technique de l'Etat;
- 3) d'activités diverses, comme la conclusion d'accords culturels avec l'étranger et la participation à l'UNESCO.

On y parle aussi de la reconstruction du service du cinéma éducatif et de l'extension donnée au développement de l'orientation professionnelle;

- 4) Enfin, on souligne la politique plus généreuse dans le domaine des beaux-arts, grâce à laquelle l'activité littéraire et artistique de notre pays tient une place de choix dans le monde international.

OBSERVATIONS DE LA COMMISSION

Les membres de la Commission ont fait de nombreuses observations et posé un nombre de questions plus grand qu'à l'accoutumée. Cela se conçoit quand on entend les bruits dont l'atmosphère politique est remplie à propos de la Question scolaire.

Les questions étaient relatives :

- 1) au **Fonds des mieux doués**, dont on trouvait insuffisante la dotation et à propos de quoi, pour la deuxième fois, le vœu est formulé par un Commissaire, soutenu par toute la Commission, de voir les Comités tenus de s'informer du destin des situations acquises ou conquises par les bénéficiaires des prêts;
- 2) au **Cinéma éducatif**, poste pour lequel il n'est prévu que 50.000 fr. pour les frais divers des expositions nationales et internationales, alors que le crédit dévolu au cinéma éducatif s'élève à 5.800.000 fr.;
- 3) au **matériel de Camping** dont a besoin le **Service national de la Jeunesse**, matériel dont certains se demandent qui le peut employer et où il va;

De verslaggever meent de aandacht van de Commissie te moeten vestigen op de blz. 64 en 65 van het begrotingsontwerp, want zij geven beknopt de ontwikkelingsgang van de algemene politiek van het departement weer.

Er is daarin sprake :

- 1° van structuurhervormingen (toepassing van het nieuw leerplan in het lager onderwijs en in de voorbereidende afdelingen van de middelbare scholen en de normalscholen, toepassing van het plan tot hervorming van het middelbaar onderwijs, afschaffing van de Hoge Raad voor Technisch onderwijs, die zal vervangen worden door een zogenaamde Coördinatiecommissie);
- 2° van de uitbreiding van het algemeen onderwijs en van het technisch onderwijs van de Staat;
- 3° van verschillende werkzaamheden, o.a. het sluiten van culturele overeenkomsten met het buitenland en de deelname aan de Unesco.

Er is daarin ook sprake van het wederinrichten van de dienst voor de onderwijsfilm, van de uitbreiding gegeven aan de diensten voor voorlichting bij beroepskeuze ;

- 4° Ten slotte wijst men er op dat er een ruimer politiek wordt gevoerd op het gebied van de schone kunsten, dank waaraan de letterkundige en artistieke bedrijvigheid van ons land een vooraanstaande plaats in de internationale wereld inneemt.

OPMERKINGEN VAN DE COMMISSIE

De Commissieleden hebben talrijke opmerkingen gemaakt en een groter aantal vragen gesteld dan gewoonlijk. Zulks is te begrijpen door de geruchten die in de politieke kringen over de schoolkwestie rondgaan.

De vragen hadden betrekking op :

- 1° het **Fonds der meestbegaafden**, waarvan de dotaties ontoereikend werden geacht en waaromtrent een lid, gesteund door gans de Commissie, andermaal de wens uitspreekt dat de comité's inlichtingen moeten inwinnen over het lot en de positie welke de leninggenietenden hebben verworven;
- 2° de **opvoedingsfilms**, onder welke post slechts 50.000 fr. is voorzien voor allerhande kosten van de nationale en internationale tentoonstellingen, terwijl het krediet voor de schoolfilmen 5.800.000 fr. bedraagt;
- 3° het **kampeermaterieel** ten behoeve van de **nationale dienst voor de Jeugd**, waaromtrent sommigen zich afvragen wie het kan gebruiken en waar het heengaat;

4) à la page 71, article 7/d, on lit : **Maison Nationale de la Jeunesse**. On désire des explications, des clarétés sur ce point, de même que sur les **Voyages et Colonies Scolaires**, en cause à l'art. 22-3 pour une somme de 3 millions;

5) malgré l'augmentation du crédit en faveur de l'orientation professionnelle, on trouve que ce crédit est insuffisant;

6) d'autre part, on trouve, page 8, parmi les subventions facultatives, ceci : **Relations culturelles** avec les pays liés ou non à la Belgique par un accord culturel : 6.500.000 fr.

Plus bas, au chapitre des « Autres dépenses », à l'art. 22/5 visant les « relations extérieures » figure un crédit de 3.100.000 fr. Ceci amène un membre de la Commission, non encore pleinement satisfait de la clarté du budget, à se demander quel lien existe entre ces divers postes, étant donnée la similitude des libellés;

7) le même membre voudrait, en outre, avoir des éclaircissements à propos de l'article 19/4 où il est question de subventions en espèces et de subventions en nature à des Œuvres de Jeunesse.

Voici les réponses faites à diverses questions posées :

« a) **Fonds des mieux-doués.** — Si le département n'a pu augmenter les crédits prévus pour le Fonds des mieux-doués, il fait observer cependant qu'au niveau de l'E.T. un million a été prévu pour l'octroi de bourses aux études des écoles techniques supérieures. Ce million vient s'ajouter aux 7 1/2 millions prévus pour les étudiants universitaires proprement dits.

» Au surplus, le département enquête en ce moment au sujet des modifications à apporter éventuellement à la loi dont le fonctionnement fait l'objet de maintes critiques. Il n'est donc pas exclu qu'un projet de loi soit déposé dans le courant de l'année 1949.

» D'autre part, il n'y a jamais eu qu'une seule enquête relative à la carrière ultérieure des jeunes gens ayant obtenu du Fonds des mieux doués une aide financière au cours de leurs études. Les résultats de cette enquête assez imparfaite, ont été repris par M. Bauwens, directeur-général, pour en faire l'introduction de sa brochure sur l'organisation du Fonds des mieux doués.

» Avant la guerre, la possibilité avait été examinée de faire une enquête approfondie au sujet de la réussite ou de la non-réussite de ces jeunes gens, plus tard, dans la vie; on envisageait, par là, toutefois, en ordre subsidiaire, le remboursement des sommes prêtées.

4° op blz. 71, art. 7d, staat te lezen « **National Jeugdtehuis** ». Er worden ophelderingen over dit punt gevraagd, alsmede over de **schoolreizen en schoolkoloniën** vermeld onder art. 22/3 voor een som van 3 miljoen;

5° spijt een verhoging van het krediet voor de voorlichting bij beroepskeuze, wordt het nog ontoereikend geacht;

6° voorts leest men op blz. 9, onder de niet-verplichte subsidiën : « **culturele betrekkingen** met de landen die al dan niet een cultureel akkoord met België gesloten hebben : 6.500.000 fr.

Verder, onder het hoofdstuk « **Andere uitgaven** », art. 22/5 betreffende de « **buitenlandse betrekkingen** » staat een krediet van 3.100.000 fr. Hieromtrent vraagt een commissielid, die nog geen algehele voldoening heeft over de duidelijkheid van de begroting, zich af welk verband er tussen die verschillende posten bestaat, gelet op de gelijkaardige redactie;

7° hetzelfde lid zou voorts ophelderingen willen over art. 19/4, waarin sprake is van toelagen in specien en in natura aan jeugdbewegingen.

Ziehier welke antwoorden op die verschillende vragen werden gegeven :

« a) **Fonds der meestbegaafden.** — Heeft het Departement de kredieten voor het Fonds der meestbegaafden niet kunnen verhogen, nochtans dient opgemerkt dat inzake technisch onderwijs 1 miljoen werd voorzien voor het toekennen van studiebeurten aan de studenten van hogere technische scholen. Dat miljoen wordt gevoegd bij de 7,5 miljoen voor de eigenlijke universiteitsstudenten.

» Bovendien houdt het Departement thans een onderzoek omtrent de wijzigingen, welke eventueel dienen gebracht in de wet die thans menige kritiek ondergaat. Het is dus niet uitgesloten dat in de loop van 1949 een wetsontwerp wordt ingediend.

» Overigens is er ooit maar één enkel onderzoek geweest omtrent de latere loopbaan van jongelieden die tijdens hun studiën de geldelijke steun van het Fonds der meestbegaafden hebben genoten. De uitkomsten van dat nogal en volmaakt onderzoek werden door de heer Bauwens, directeur-generaal, in de inleiding van zijn brochure over de inrichting van het Fonds der meestbegaafden opgenomen.

» Vóór de oorlog werd de mogelijkheid onderzocht om een grondig onderzoek naar het welslagen of mislukken van die jongelieden in het latere leven te houden; daarbij had men evenwel in bijkomende orde de terugbetaling der geleende sommen op het oog.

» Les commissions qui s'occupent de la sélection ont déclaré qu'elles étaient dans l'impossibilité de mener cette enquête et les administrations provinciales ont fait état de la nécessité, en cas d'enquête, de recruter du personnel spécial. Ce recrutement semble particulièrement nécessaire pour des Fonds d'arrondissement patronnant environ un millier de protégés.

» Le ministère de l'Intérieur a refusé aux administrations provinciales l'autorisation de recruter du personnel en vue de ces enquêtes. La circulaire distribuée par les services de l'Instruction publique a plutôt la forme d'une lettre personnelle adressée à un certain nombre de délégués du gouvernement auprès des Fonds et concerne leur fonctionnement. Un grand nombre de réponses sont déjà parvenues.

» Nous avons demandé, d'autre part, au service de l'orientation professionnelle si les rapports des différents Fonds contenaient des éléments pouvant être de quelque intérêt pour la solution de ce problème. La réponse est celle-ci :

» Nous ne possédons, à ce sujet, aucun renseignement. Je ne pense pas que la centralisation des Fonds des mieux doués nous permettra de faire une enquête plus complète au sujet des résultats obtenus par les protégés. Il y a, d'ailleurs, lieu de remarquer que le plus ou moins de succès, plus tard dans la vie, de ces protégés, ne prouve pas que les commissions de sélection se sont trompées.

» La réussite dans la vie ne dépend pas seulement de l'intelligence, des dons et des dispositions, mais aussi de facteurs psychiques, tels que la volonté, le caractère, et d'autres facteurs, notamment les contingences sociales, etc.

» Il est certain que nous pouvons perfectionner les examens et l'application des tests intellectuels. Il est également souhaitable que, par plus de collaboration entre les Centres d'examen médical et psychologique des Fonds des mieux doués, la sélection soit améliorée. »

Cette réponse ne satisfait pas le commissaire qui a soulevé la question et qui insiste pour que soit fait un réel effort pour la constitution des statistiques qu'il souhaite et aussi la création d'une fiche d'Orientation professionnelle.

b) **Cinéma scolaire.** — Le département a hérité des installations de l'INBEL. Ceci a permis d'installer les services dans un bâtiment fort bien outillé, 7, quai du Commerce, à Bruxelles, et d'organiser enfin un service de prêt de films aux écoles (et ultérieurement aux œuvres d'éducation populaire).

Le département dispose également de deux autos spécialement outillées, l'une pour la prise de vues, l'autre pour des tournées et livraisons dans les écoles. Le service de prêt n'en est encore qu'à ses débuts, mais, d'ici peu de

» De Commissies die zich met de shifting bezighouden, hebben verklaard dat het hun onmogelijk was dat onderzoek te doen en de provinciebesturen hebben aangevoerd dat het voor zulk onderzoek nodig zou zijn bijzonder personeel aan te werven. Die aanwerving schijnt vooral nodig voor de arrondissemensfondsen, die ongeveer een duizendtal begunstigden tellen.

» Het Ministerie van Binnenlandse Zaken heeft aan de provinciebesturen de toelating geweigerd om personeel aan te werven met het oog op zulksdanig onderzoek. De rondzendbrief uitgaande van de diensten van Openbaar Onderwijs heeft eerder de vorm van een persoonlijke brief, gericht tot een zeker aantal regeringsafgevaardigden bij de Fondsen en heeft betrekking op hun werking. Er zijn reeds een groot aantal antwoorden binnengekomen.

» Wij hebben anderzijds aan de dienst voor beroepskeuze gevraagd of de verslagen van de verschillende Fondsen gegevens inhielden, die voor de oplossing van dat vraagstuk van enig nut kunnen zijn. Er werd als volgt geantwoord :

» Wij bezitten dienaangaande geen enkele inlichting. Ik denk niet dat de centralisatie van de Fondsen der meest-begaafden een vollediger onderzoek nopens de uitslagen van de beschermelingen zal mogelijk maken. Er dient trouwens opgemerkt dat het al of niet slagen van die beschermelingen in het latere leven niet bewijst dat de shiftingcommissies zich vergist hebben.

» Succès in het leven hangt niet alleen af van verstand, talent en begaafheid, maar ook van zielsfactoren zoals de wil, het karakter, of van andere invloeden zoals de sociale omstandigheden, enz.

» Gewis kunnen de examens en de verstandstests verbeterd worden. Het is ook te wensen dat de shifting beter wordt, door een nauwere samenwerking tussen de Centra voor geneeskundig en psychologisch onderzoek der Fondsen voor meestbegaafden. »

Dat antwoord bevredigt het commissielid niet, dat de vraag had gesteld en aandringt opdat een werkelijke inspanning voor het opmaken van de door hem gewenste statistieken en voor het aanleggen van beroepskeuzefiches worde gedaan.

b) **Schoolfilm.** — Het Departement heeft de INBEL-installaties overgenomen. Hierdoor konden de diensten in een zeer goed uitgerust gebouw op de Handelskaai, 7, te Brussel, worden ondergebracht en kon eindelijk een dienst voor het uitleen van filmen aan de scholen (en nadien aan instellingen voor volksopvoeding) worden ingericht.

Het Departement beschikt insgelijks over twee speciaal uitgeruste auto's, de ene voor filmopnamen, de andere voor rondreizen en bestellingen in de scholen. De uitleningsdienst bevindt zich nog in het beginstadium, maar

temps, il pourra fonctionner à plein rendement. 85 établissements disposent, en ce moment, d'un appareil de projections. Nos collections de films comprennent des films purement didactiques et des films documentaires ou d'actualité scientifique. Tous les films à usage scolaire sont à 16 mm., ininflammables.

Il est bien entendu que les films sont essentiellement des leçons de choses et visent, ainsi, à faire l'éducation artistique de la Jeunesse.

En ce moment s'établit progressivement une didactique des moyens audio-visuels au service de l'enseignement.

Inutile de dire que nous nous tenons au courant des conceptions qui prévalent dans les pays voisins.

c) **Les mouvements de jeunesse.** — Les acquisitions faites au bénéfice des mouvements de jeunesse restent la propriété de l'Etat. Ces objets sont simplement prêtés et restent soumis à un contrôle régulier.

Quant à la Maison nationale de la jeunesse, celle-ci doit servir de centre de ralliement, tant national qu'international, de lieu de formation de moniteurs, etc.

Les pourparlers sont très avancés, mais rendus difficiles par le fait qu'il s'agit non d'une acquisition, mais d'une location d'immeuble.

Quant aux crédits prévus pour **colonies et voyages scolaires**, il s'agit, d'une part, de subsides à la Jeunesse belge à l'étranger et à l'Association des voyages scolaires belgo-luxembourgeois; d'autre part, de l'organisation de colonies scolaires pour les élèves de tous les établissements d'enseignement de l'Etat, de préférence pendant les grandes vacances dans les écoles et pensionnats temporairement disponibles; chaque année des centaines d'élèves belges se rendent en groupe à l'étranger et inversement.

Il a été liquidé, jusqu'à ce jour, sur l'article 14, litt. 3 du budget de l'Instruction publique, Service National de la Jeunesse, une somme de 487.000 francs comme subsides à divers organismes, notamment pour l'organisation de caravanes de la jeunesse ouvrière.

Les critères devant présider à la répartition des autres sommes entre les mouvements et services de jeunesse, pour l'année actuelle, n'ont pas encore été arrêtés définitivement.

On procède, actuellement, à l'étude d'une documentation volumineuse composée de formulaires régulièrement remplis et de rapports généraux introduits par les mouvements de jeunesse. Il sera tenu compte, en tout cas, des efforts faits par les divers mouvements, en vue de la formation de leurs cadres, et de la nécessité de couvrir, au moins partiellement, les frais d'organisation et de fonctionnement des secrétariats nationaux.

zal binnen afzienbare tijd in volle werking zijn. Thans beschikken 85 instellingen over een projectietoestel. Onze filmverzamelingen bestaan uit zuiver didactische en uit documentaire of wetenschappelijke films. Alle schoolfilmen zijn van het 16 mm.-type en onontvlambaar.

Het spreekt vanzelf dat die filmen bij uitstek anschouwelijke lessen zijn en dat zij ook de kunstopvoeding van de jeugd beogen.

Op dit ogenblik komt geleidelijk een didactiek der audio-visuele middelen ten dienste van het onderwijs tot stand.

Overbodig te zeggen dat wij ons op de hoogte houden van de opvattingen die bij onze naburen veld winnen.

c) **Jeugdbewegingen.** — Wat ten voordele van de jeugdbewegingen wordt aangekocht, blijft eigendom van de Staat. Die voorwerpen worden slechts uitgeleend en zijn aan een regelmatige contrôle onderworpen.

Het nationaal jeugdtehuis moet dienen als nationaal en internationaal verzamelcentrum, als centrum voor de vorming van monitors, enz.

De besprekingen zijn ver gevorderd, maar worden bemoeilijkt doordat het niet om een aankoop maar om het huren van een gebouw gaat.

Wat de kredieten voor **schoolkoloniën en schoolreizen** betreft, het gaat eensdeels om toelagen aan de Belgische jeugd in het buitenland en aan de Vereniging voor Belgisch-Luxemburgse schoolreizen, en anderdeels om de inrichting van schoolkoloniën, voor de leerlingen van alle Rijksscholen bij voorkeur gedurende de grote vacances, in de tijdelijk beschikbare scholen en pensionaten; elk jaar gaan honderdtallen Belgische leerlingen in groep naar het buitenland en omgekeerd.

Totnogtoe werd op artikel 14, litt. 3, van de begroting van Openbaar Onderwijs, « Nationale dienst voor de jeugd », een som van 487.000 fr. uitgekeerd als toelagen aan allerhande lichamen, o.m. voor de inrichting van karaavan der arbeidersjeugd.

De criteria voor het omslaan van de overige sommen over de jeugdbewegingen en-diensten zijn voor dit jaar nog niet definitief vastgelegd.

Thans is men bezig met het onderzoek van een omvangrijke documentatie, bestaande uit door de jeugdbewegingen behoorlijk ingevulde formulieren en ingestuurde algemene verslagen. Er zal alleszins worden rekening gehouden met de inspanningen, welke de verschillende bewegingen voor het vormen van hun kaders hebben gedaan, en met de noodzakelijkheid om de inrichtings- en werkingskosten van de nationale secretariaten althans gedeeltelijk te dekken.

Il faudra distinguer, d'autre part, les mouvements destinés aux enfants et ceux destinés aux adolescents, et tenir compte de l'étendue du champ d'action normal de chaque branche des mouvements de jeunesse.

d) **L'orientation professionnelle.** — Au projet de budget est portée une somme de 3.300.000 fr. pour permettre d'accorder une subvention de base pour frais de fonctionnement des offices agréés et à titre d'intervention dans les examens faits par ces derniers. Pour 1949, cette subvention pourra être portée à environ 50 fr. par sujet examiné.

Un commissaire estime que le crédit de 1.200.000 fr., page 76, art. 19/1 doit, à la vérité, être justifié comme suit, **subventions forfaitaires de base** 12.000 fr. par office pour un nombre probable de 100 offres.

e) **Inspection linguistique.** — Les inspecteurs linguistiques sont au nombre de quatre. Deux d'entre eux, MM. Stassart (Georges Rency) et De Baere, s'occupent plus particulièrement de l'enseignement moyen; les deux autres, Mlle Burniaux et M. Rumes, de l'enseignement primaire. On sait qu'ils sont désignés par Arrêté royal, sur proposition des Académies française et flamande. L'administration donne une suite normale à tous les rapports qu'elle reçoit de ces inspecteurs.

Le « rodage » n'est pas terminé dans l'arrondissement de Bruxelles au point de vue de l'application de la loi linguistique dans l'enseignement.

RELATIONS CULTURELLES

Question posée par un membre de la Commission.

Relations extérieures : art. 19/2, 19/3 et 22/5 pages 77 et 78.

Quelles sont en réalité les dépenses couvertes par ces crédits et quelle est leur répartition, à ce jour, pour l'année 1948 ?

Réponse :

A.

1) L'art. 19/2 concerne, de façon précise et exclusive, les sommes allouées aux fonds créés en vue du financement des activités prévues par les accords culturels.

2) Chacun des art. 22/5 et 19/3 répond à des besoins particuliers de façon à éviter les doubles emplois:

a) le crédit prévu au litt. d) de l'art. 22/5 (p. 78) ne fait pas double emploi avec celui prévu par l'art. 19/3 (p. 77). Un simple rapprochement des deux textes le fait comprendre;

Voorts zal een onderscheid dienen gemaakt tussen bewegingen voor kinderen en die voor jongelui. Ook zal de omvang van het normale actieveld van iedere tak der jeugdbewegingen in acht dienen genomen.

d) **Beroepskeuze.** — In het begrotingsontwerp is een som van 3.300.000 fr. uitgetrokken voor het verlenen van een basistoelage wegens werkingskosten aan de erkende diensten en van een bijdrage in hun onderzoeken. Voor 1949 zal die toelage op ongeveer 50 fr. per onderzochte persoon kunnen worden gebracht.

Een commissielid meent dat het krediet van 1.200.000 frank sub art. 19/1, blz. 76, in werkelijkheid als volgt moet verantwoord worden: **forfaitaire basistoelagen**, 12.000 fr. per dienst, voor een waarschijnlijk aantal van 100 diensten.

e) **Taalinspectie.** — Er zijn vier taalinspecteurs. Twee van hen, de heer Stassart (Georges Rency) en de heer De Baere, houden zich inzonderheid met het middelbaar onderwijs bezig; de twee anderen, Mej. Burniaux en de heer Rumes, met het lager onderwijs. Men weet dat zij bij koninklijk besluit worden aangewezen, op de voordracht van de Vlaamse en de Franse academien. Het bestuur geeft een normaal gevolg aan alle verslagen, welke deze inspecteurs insturen.

In het arrondissement Brussel loopt de toepassing van de taalwet in het onderwijs nog niet helemaal gesmeerd.

CULTURELE BETREKKINGEN

Vraag gesteld door een commissielid :

Buitenlandse betrekkingen : Art. 19/2, 19/3 en 22/5, blz. 77 en 78.

Welke uitgaven worden werkelijk door die kredieten gedekt en hoe zijn zij op heden voor het jaar 1948 onderverdeeld ?

Antwoord :

A.

1) Art. 19/2 heeft duidelijk en uitsluitend betrekking op de sommen verleend aan de fondsen, welke werden opgericht voor de financiering van de in de culturele akkoorden voorziene bedrijvigheden.

2) Art. 22/5 en 19/3 beantwoorden elk aan bijzondere behoeften, zodat herhalingen worden vermeden :

a) het krediet van litt b) van art. 22/5 (blz. 78) is geen dubbelganger van het krediet sub art. 19/3, blz. 77. Een eenvoudige vergelijking van beide teksten toont het aan.

- b) le litt. b) de l'art. 22/5, vise, en ce qui concerne les déplacements à l'étranger, une autre catégorie de personnes; il ne s'agit pas en l'occurrence, comme à l'article 19/3, d'**échanges**;
- c) le litt. c) de l'art. 22/5 vise encore d'autres manifestations culturelles, telles que, par exemple, les expositions, les représentations théâtrales et les concerts.

B.

En ce qui concerne la répartition des crédits pour 1948, jusqu'à ce jour, nous attendons les renseignements à fournir par le service de la comptabilité.

A propos des relations culturelles, l'occasion nous paraît convenable de reproduire un extrait du « Moniteur belge » du 10 octobre 1948, dû à une information du ministère des Affaires étrangères.

Convention internationale créant une Organisation des Nations Unies, pour l'éducation, la science et la culture (U. N. E. S. C. O.), signée à Londres, le 16 novembre 1945 (1). — Ratifications.

Il résulte d'informations reçues par le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, que cette Convention est actuellement en vigueur entre les pays suivants :

Afghanistan, ratification 4 mai 1948.
Arabie Saoudite, ratification 30 avril 1946.
Belgique, ratification 29 novembre 1946.
Bolivie, ratification 13 novembre 1946.
Brésil, ratification 14 octobre 1946.
Chine, ratification 13 septembre 1946.
Colombie, ratification 31 octobre 1947.
Cuba, ratification 29 août 1947..
Danemark, ratification 20 septembre 1946.
Dominicaine (République), ratification 2 juillet 1946.
Egypte, ratification 16 juillet 1946.
Equateur, ratification 22 janvier 1947.
Etats-Unis d'Amérique, ratification 30 septembre 1946.
France, ratification 29 juin 1946.
Grande-Bretagne et Irlande du Nord, ratification 20 février 1946.
Australie, ratification 11 juin 1946.
Canada, ratification 6 septembre 1946.
Inde, ratification 12 juin 1946.
Nouvelle-Zélande, ratification 6 mars 1946.
Union Sud-Africaine, ratification 3 juin 1946.
Grèce, ratification 4 novembre 1946.
Haïti, ratification 18 novembre 1946.
Honduras, ratification 16 décembre 1947.
Italie, ratification 27 janvier 1948.
Liban, ratification 28 octobre 1946.

- b) Litt. b) van art. 22/5 beoogt, voor reizen in het buitenland, een andere categorie van personen ; het gaat hier niet om **uitwisselingen** zoals in art. 19/3.
- c) Litt. c) van art. 22/5 behelst nog andere culturele uitingen, zoals bv. tentoonstellingen, tooneelvoorstellingen en concerten.

B.

Omtrent de verdeling van de kredieten voor 1948 tot op heden, wachten wij op inlichtingen vanwege de comptabiliteitsdienst.

Naar aanleiding van de culturele betrekkingen, achten wij het dienstig hier een bericht uit het « Belgisch Staatsblad » van 10 October 1948 op te nemen, uitgaande van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Internationale overeenkomst tot oprichting van de Organisatie der Verenigde Naties voor opvoeding, wetenschap en cultuur (U. N. E. S. C. O.), ondertekend de 16 November 1945, te Londen (1). — Bekrachtigingen.

Uit inlichtingen ontvangen door het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel blijkt, dat deze Overeenkomst thans van kracht is onder de volgende landen :

Afghanistan, bekraftiging 4 Mei 1948.
Saoedisch Arabië, bekraftiging 30 April 1946.
België, bekraftiging 29 November 1946.
Bolivia, bekraftiging 13 November 1946.
Brazilië, bekraftiging 14 October 1946.
China, bekraftiging 13 September 1946.
Columbia, bekraftiging 31 October 1947.
Cuba, bekraftiging 29 Augustus 1947.
Denemarken, bekraftiging 20 September 1946.
Dominicaanse (Republiek), bekraftiging 2 Juli 1946.
Egypte, bekraftiging 16 Juli 1946.
Ecuador, bekraftiging 22 Januari 1947.
Ver. Staten van Amerika, bekraftiging 30 Sept. 1946.
Frankrijk, bekraftiging 29 Juni 1946.
Groot-Brittannië en Noord-Ierland, bekr. 20 Februari 1946.
Australië, bekraftiging 11 Juni 1946.
Canada, bekraftiging 6 September 1946.
Indië, bekraftiging 12 Juni 1946.
Nieuw-Zeeland, bekraftiging 6 Maart 1946.
Unie van Zuid-Afrika, bekraftiging 3 Juni 1946.
Griekenland, bekraftiging 4 November 1946.
Haïti, bekraftiging 18 November 1946.
Honduras, bekraftiging 16 December 1947.
Italië, bekraftiging 27 Januari 1948.
Libanon, bekraftiging 28 October 1946.

(1) Voir *Moniteur belge* du 7 mars 1947.

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 7 Maart 1947.

Liberia, ratification 6 mars 1947.
 Luxembourg, ratification 27 octobre 1947.
 Mexique, ratification 12 juin 1946.
 Norvège, ratification 8 août 1946.
 Pays-Bas, ratification 1er janvier 1947.
 Pérou, ratification 21 novembre 1946.
 Philippines, ratification 21 novembre 1946.
 Pologne, ratification 6 novembre 1946.
 Salvador, ratification 28 avril 1948.
 Syrie, ratification 16 novembre 1946.
 Tchécoslovaquie, ratification 5 octobre 1946.
 Turquie, ratification 6 juillet 1946.
 Uruguay, ratification 8 novembre 1947.
 Vénézuela, ratification 25 novembre 1946.

Et nous rappelons que, le vendredi 8 octobre 1948, au Département de l'Instruction publique de notre pays, un accord culturel a été signé qui règle les relations culturelles entre les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg.

« La Belgique possède aujourd'hui, a dit, à cette occasion, M. le ministre Huysmans, un réseau coordonné de relations culturelles. Je suis de l'avis de ceux qui, à côté de l.O.N.U., ont créé l'UNESCO et qui ne craignent pas d'affronter la satire des malins. Ils osent affirmer aujourd'hui que, par dessus les difficultés du moment, il est assez d'hommes raisonnables pour se tendre la main, pour essayer de sortir de l'impasse et pour nous engager, tous ensemble, dans la voie féconde de la pacification des esprits, qui doit mener à la coopération et la conciliation. »

Le lundi 6 décembre un accord du même genre a été signé entre l'Italie et la Belgique.

Liberia, bekraftiging 6 Maart 1947.
 Luxemburg, bekraftiging 27 October 1947.
 Mexico, bekraftiging 12 Juni 1946.
 Noorwegen, bekraftiging 8 Augustus 1946.
 Nederland, bekraftiging 1 Januari 1947.
 Peru, bekraftiging 21 November 1946.
 Philippinen, bekraftiging 21 November 1946.
 Polen, bekraftiging 6 November 1946.
 Salvador, bekraftiging 28 April 1948.
 Syrië, bekraftiging 16 November 1946.
 Tsjechoslowakije, bekraftiging 5 October 1946.
 Turkije, bekraftiging 6 Juli 1946.
 Uruguay, bekraftiging 8 November 1947.
 Venezuela, bekraftiging 25 November 1946.

En wij herinneren er aan dat op Vrijdag 8 October 1948, in het Departement van Openbaar Onderwijs van ons land, een cultureel akkoord werd ondertekend, tot regeling van de culturele betrekkingen tussen de Verenigde Staten van Amerika en België en het Groothertogdom Luxemburg.

Bij die gelegenheid verklaarde de heer Minister Huysmans: « België bezit thans een gecoördineerd net van culturele betrekkingen. Ik deel de mening van degenen die nevens de UNO het Unesco hebben opgericht en die de spotzucht van slimmeriken niet duchten. Zij durven vandaag bevestigen dat er, boven de moeilijkheden van het ogenblik, genoeg redelijke mensen zijn om elkaar de hand te reiken, te pogen uit het slop te geraken en om ons allen samen te brengen op de vruchtbare weg van de bevrediging der geesten, die ons naar samenwerking en verzoening moet leiden. »

Op Maandag 6 December werd een soortgelijk akkoord tussen Italië en België ondertekend.



(15)

[Nº 66]

Section II

Enseignement primaire

Sectie II

Lager onderwijs

SECTION II

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE : 2.330.548.700 fr.

Le montant des subsides-traitements est de 2.269 millions, soit 47 % de l'entièreté du budget.

Arrêtons-nous un instant aux chiffres relatifs au service annuel ordinaire de l'instruction primaire. Voici comment se répartit le crédit y affecté :

<i>Enseignement Communal. — Gemeentelijk onderwijs</i>	
Gardien. — <i>Bewaarscholen</i>	121.000.000
Primaire. — <i>Lagere scholen</i>	984.601.700
Totaux. — <i>Totalen</i>	1.105.601.700

L'Etat prévoit parmi les subsides-traitements une dépense de 12 millions pour indemniser les instituteurs intérimaires remplaçant, en 1949, des membres du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes en congé pour cause de maladie, tant dans l'enseignement communal que dans l'enseignement adopté ou adoptable.

Il prévoit un crédit de 14 millions pour les instituteurs primaires et les institutrices gardiennes en disponibilité.

On peut voir, à la page 96 du budget, que le corps inspectoral de l'enseignement primaire comprend 245 unités dont 37 inspecteurs diocésains. Pour cette inspection, un crédit de près de 28 millions est prévu.

L'enseignement religieux, dans les écoles communales, n'étant pas toujours assuré par les instituteurs, ceux-ci sont alors suppléés par des délégués des Ministres des Cultes. La rétribution globale de ces délégués n'atteint que 700.000 fr.

Au sein de la Commission, des sénateurs ont fait de nombreuses observations.

La première a trait à l'**augmentation de 5 %** accordée à partir du 1er juillet 1948, aux agents des services publics. La Commission enregistre son accord unanime sur l'application de cette augmentation au personnel enseignant et sur le caractère provisoire que revêt cette mesure, ce qui veut dire qu'elle ne met pas en cause — c'est l'avis des membres de la Commission — les principes du statut pécuniaire de 1946 reconnaissant la revalorisation des traitements et leur adaptation au coût de la vie.

SECTIE II

LAGER ONDERWIJS : 2.330.548.700 fr.

Het bedrag der toelagen-wedden omvat 2.269 miljoen, d.i. 47 % van de ganse begroting.

Blijven wij een ogenblik stil bij de cijfers betreffende de jaarlijkse gewone dienst van het lager onderwijs. Het daaraan bestede krediet wordt ingedeeld als volgt :

<i>Enseignement libre. — Vrij onderwijs</i>	
Adopté. — <i>Aangenomen</i>	129.000.000
Adoptable. — <i>Aanneembaar</i>	62.000.000
Adopté. — <i>Aangenomen</i>	618.000.000
Adoptable. — <i>Aanneembaar</i>	328.000.000
	1.137.000.000

De Staat vermeldt, onder de toelagen-wedden, een uitgave van 12 miljoen ter vergoeding van de waarneemende onderwijzers die, in 1949, leden van het onderwijszend personeel der lagere en bewaarscholen die met ziekteverlof zijn, zowel in het gemeentelijk als in het aangenomen en aanneembaar onderwijs vervangen.

Een krediet van 14 miljoen is uitgetrokken voor de ter beschikking gestelde lagere onderwijzers en bewaarschoolonderwijzeressen.

Op blz. 96 van de begroting kan men lezen dat er 245 opzieners van het lager onderwijs zijn, waarvan 37 diocesane opzieners. Voor die inspectie is een krediet van bijna 28 miljoen uitgetrokken.

Aangezien het godsdienstonderwijs in de gemeentescholen niet steeds door de onderwijzers wordt gegeven, worden deze laatste in dit geval vervangen door afgevaardigden van de bedienars der erediensten. De globale bezoldiging van deze afgevaardigden bedraagt slechts 700.000 fr.

In de Commissie hebben sommige senatoren tal van opmerkingen gemaakt.

De eerste betreft de **verhoging met 5 %**, met ingang van 1 Juli 1948, toegekend aan het personeel der openbare diensten. De Commissie gaat eensgezind akkoord met de toepassing van deze verhoging op het onderwijszend personeel en met het voorlopig karakter van deze maatregel, hetgeen betekent dat zij — zulks is de mening van de leden der Commissie — de beginselen van het geldelijk statuut van 1946, dat de revalorisatie der wedden en de aanpassing daarvan aan de levensduur erkent, niet in het gedrang brengt.

M. le Président de la Commission est prié d'écrire dans ce sens à M. le Ministre de l'Instruction publique.

On trouvera en annexe la lettre du Président et la réponse qui y a été faite.

Un membre soulève la question des **bons compensatoires des allocations familiales et des pensions**.

Au sujet du premier point, où en est-on? demande-t-il. On lui répond que l'affaire est en instance au cabinet du Premier Ministre.

Au sujet du deuxième point, il demande pourquoi on cesse de payer les allocations aux enfants d'instituteurs — à partir de 14 ans — alors que ce n'est pas pour les professeurs de l'enseignement moyen et de l'enseignement supérieur.

Il lui est répondu que la situation est identique pour les divers degrés d'enseignement à condition, cependant, que l'enfant continue ses études après 14 ans.

Enfin, au sujet des **pensions**, bien que le commissaire en cause sache que l'affaire relève du Ministère du Budget, il désire demander l'appui de la Commission sur les considérations qu'il exprime touchant la pension des instituteurs. Après avoir déclaré qu'il trouve injuste le sort différent fait aux instituteurs, selon qu'ils ont été pensionnés avant ou après 1946 et avoir souhaité qu'on apporte de l'uniformité dans ce domaine, notre estimé collègue demande que soit insérée dans le rapport, la note suivante, par lui rédigée, ce qui est immédiatement accordé :

« Une jurisprudence administrative constante a consacré l'égalité de régime appliquée aux traitements et aux pensions, pour toutes les revalorisations consécutives à la hausse du coût de la vie.

» Jusqu'à présent, les pensions ont été, sans exception, réajustées d'après les coefficients et les pourcentages appliqués aux traitements.

» Le projet de loi général des pensions exprime, d'après ce qui en a été dit, ce principe d'équité absolue.

» Pour la première fois, le gouvernement a annoncé que la nouvelle augmentation de 5 %, votée pour tous les traitements, ne serait pas appliquée aux pensions.

» Cette disposition, si elle doit être maintenue, bouleverse les principes établis par tant de décisions antérieures et lèse injustement les droits des pensionnés de l'Etat, des provinces et des communes, et est précisément

De voorzitter van de Commissie werd verzocht in die zin te schrijven aan de Minister van Openbaar Onderwijs.

Als bijlage vindt men de brief van de voorzitter en het antwoord dat daarop werd gegeven.

Een lid raakt de kwestie aan van de **compensatiebons, de kindertoelagen en de pensioenen**.

Wat het eerste punt betreft, hoever staat men hiermede, vraagt hij. Er wordt hem geantwoord dat de zaak in behandeling is bij het kabinet van de Eerste-Minister.

Wat het tweede punt betreft, vraagt hij waarom men ophoudt de kindertoeslagen uit te betalen aan de kinderen van onderwijzers — vanaf 14 jaar —, terwijl zulks niet het geval is voor de leraars van het middelbaar en het hoger onderwijs.

Er wordt hem geantwoord, dat de toestand dezelfde is voor de verschillende graden van onderwijs, op voorwaarde, evenwel, dat het kind zijn studiën voortzet na 14 jaar.

Wat ten slotte de **pensioenen** betreft, wenst het lid, hoewel hij weet dat de zaak van de Ministerie van Begroting afhangt, toch de steun van de Commissie te vragen voor de overwegingen die hij in verband met het pensioen der onderwijzers uitdrukt. Na verklaard te hebben dat hij het onbillijk vindt dat een verschillende behandeling ten deel valt aan de onderwijzers naargelang zij vóór of na 1946 op pensioen gesteld werden, en na de wens geuit te hebben dat er eenvormigheid gebracht werde op dit gebied, vraagt onze geachte collega dat de volgende door hem opgestelde nota in het verslag zou ingelast worden, hetgeen hem onmiddellijk wordt toegestaan :

« Een vaststaande administratieve rechtspraak heeft de gelijkheid van het stelsel dat toegepast wordt voor de wedden en voor de pensioenen bekraftigd voor al de revalorisaties voortvloeiend uit de stijging der levensduurte.

» Tot dusver werden de pensioenen, zonder onderscheid, aangepast volgens de coëfficiënten en de percentages die voor de wedden werden toegepast.

» In het ontwerp van algemene pensioenwet is, volgens hetgeen daarover gezegd wordt, dit beginsel van volstrekte billijkheid neergelegd.

« Voor de eerste maal heeft de Regering in uitzicht gesteld, dat de nieuwe verhoging met 5 %, die voor al de wedden goedgestemd is, niet zou toegepast worden op de pensioenen.

» Deze bepaling zou, indien zij gehandhaafd blijft, de beginselen die door zoveel vroegere beslissingen gevestigd worden, overhoop gooien en op onrechtmatige wijze de rechten krenken van de gepensioneerden van

contraire à la communication faite aux journaux au sujet du nouveau régime légal. »

Age de la pension.

Un autre commissaire remarque qu'il y a pléthore d'instituteurs dans beaucoup de régions et il se gausse de personnes qui ont 46 ans de services dans l'enseignement et qui ne veulent pas comprendre que l'heure est venue, alors, d'ouvrir, aux jeunes, la carrière. Il ne peut être question, pour les jeunes, de se dire : « Nous entrerons dans la carrière quand les aînés n'y seront plus ». Ce qu'il faut, ce qui est l'intérêt de l'enseignement et, par conséquent, l'intérêt de l'enfance et de la Nation, c'est qu'à un âge qui, en aucun cas, ne devrait dépasser 65 ans, tout éducateur prenne une pension qu'il a bien méritée s'il a bien rempli sa mission.

La Commission est unanime à souhaiter qu'il en soit ainsi le plus tôt possible.

Autre chose :

Depuis février, déclare un sénateur, il est question de modifier, en vertu de la proposition de loi Lohest, l'article 31 de la loi sur l'enseignement primaire, de telle manière que les instituteurs puissent bénéficier des mêmes avantages que les combattants de la dernière guerre.

On se rappelle que M. le Ministre Huysmans avait demandé de surseoir à tout examen, en Commission, afin de permettre au Département de terminer l'étude de la question et de présenter un projet de loi.

La question est de savoir si l'on traitera les combattants de 1940-45 comme ceux de 1914-18, ou bien si on les traitera comme on traite les agents qui sont au service de l'Etat.

Il faudrait qu'une solution intervînt de la part du Gouvernement, faute de quoi la proposition Lohest sera amendée dans un sens conforme au désir de la Commission.

Une concurrence singulière.

Quand l'Etat crée des sections préparatoires et des sections gardiennes dans les écoles moyennes, il faudrait, avant d'agir, se renseigner avec soin.

Par exemple, dit un Commissaire, à Fleurus, dans le bâtiment qui abrite l'école moyenne, vit l'école primaire communale. Or, on vient de créer là une section préparatoire, donc une école primaire de l'Etat. Il faut espérer que c'est une erreur due à une information insuffisante.

de Staat, van de provinciën en van de gemeenten, en zij is volledig in strijd met de mededeling die aan de dagbladen gedaan werd in verband met het nieuw wettelijk stelsel. »

Pensioenleeftijd.

Een ander lid merkt op dat er te veel onderwijsers zijn in tal van streken, en hij steekt de draak met personen die 46 jaar dienst hebben in het onderwijs en die niet willen begrijpen dat het uur alsdan gekomen is om plaats te maken voor de jongeren. Er kan geen sprake zijn voor de jongeren om te zeggen: « Wij willen in het beroep komen wanneer de ouderen er niet meer zijn ». Wat nodig is, wat in het belang is van het onderwijs en bijgevolg in het belang van de kinderen en van het land, is dat op een leeftijd, die in geen geval hoger zou mogen zijn dan 65 jaar, elke opvoeder een pensioen zou nemen, wat hij wel verdient heeft indien hij zijn opdracht degelijk heeft vervuld.

De Commissie wenst eenparig dat zulks zo vlug mogelijk zou geschieden.

Wat anders:

Sinds Februari, verklaart een senator, is er sprake van artikel 31 van de wet op het lager onderwijs te wijzigen krachtens het wetsvoorstel Lohest, derwijze dat de onderwijsers dezelfde voordelen zouden kunnen genieten als de strijders van de laatste oorlog.

Men herinnert zich dat de h. Minister Huysmans gevraagd had elk onderzoek in de Commissie te verdagen, om het Departement in de mogelijkheid te stellen de studie van het vraagstuk af te handelen en een wetsontwerp in te dienen.

Het komt er op aan te weten, of men dezelfde behandeling zal toekennen aan de strijders van 1940-1945 als aan die van 1914-1918, ofwel of men hun de behandeling zal toekennen zoals aan de ambtenaren in staatsdienst.

De Regering zou zo vlug mogelijk een oplossing dienen te brengen, zoniet zal het voorstel Lohest gemaandeerd worden in een zin die strookt met de wens van de Commissie.

Een eigenaardige mededinging.

Wanneer de Staat voorbereidende afdelingen en bewaarschoolafdelingen opricht in de middelbare scholen, zou hij, alvorens zulks te doen, zorgvuldig moeten inlichtingen nemen.

Zo is, zegt een commissielid, te Fleurus in hetzelfde gebouw waar de middelbare school gevestigd is, de lagere gemeentelijke school ondergebracht. Onlangs werd daar nu een voorbereidende afdeling opgericht, dus een lagere school van de Staat. Het is te hopen dat deze vergissing te wijten is aan een tekort aan voorlichting.

Inspection.

Un membre de notre Commission a demandé des éclaircissements :

1^o) à propos des six places vacantes d'inspecteur cantonal qui, affirme-t-il, seront pourvues de titulaires avant le 1^{er} janvier 1949;

2^o) à propos de l'art 10/2, pages 92 et 93, qui vise les dépenses afférentes aux déplacements, notamment en ce qui concerne les inspecteurs cantonaux ou principaux qui emploient leur voiture personnelle pour accomplir leurs missions. Ces inspecteurs sont au nombre de 30 pour lesquels le crédit prévu est de 1.000.000 fr.;

3^o) au sujet des examens d'inspecteur cantonal et d'inspectrice des travaux féminins, le crédit n'est que de 110.000 fr. et il est nouveau parce que la réserve de recrutement de l'inspection de langue flamande est presque épuisée.

La réponse donnée par les fonctionnaires du Département n'a pas donné entière satisfaction.

Cette réponse était :

il y a 2 inspecteurs généraux;
25 inspecteurs principaux;
162 inspecteurs cantonaux;
25 inspectrices des travaux féminins, une par principalat;
et 34 inspecteurs diocésains.

Total : 248 membres de l'inspection de l'enseignement primaire.

Un membre de la Commission a défendu la thèse de l'égalité des traitements des inspecteurs diocésains avec le traitement de début des inspecteurs cantonaux.

Il n'y a pas d'inspectrices spéciales de l'enseignement gardien.

Il a cependant été question d'en nommer 9.

Mais, en attendant, ce sont les cantonaux qui se chargent de visiter les jardins d'enfants et de conseiller les éducatrices qui y œuvrent.

Quant à l'indemnité pour voiture, elle est de fr. 3.70 au km., ce qui n'est pas du tout abusif.

Changement d'école en cours d'année.

La Commission a compris que, en votant l'interdiction du changement d'école en cours d'année passé le 1^{er} mois de la rentrée scolaire, cette interdiction affectait l'enseignement primaire officiel et privé, donc y compris les sections préparatoires de l'enseignement moyen. M. le Secrétaire général a dit partager cette interprétation.

Inspectie.

Een commissielid heeft ophelderingen gevraagd :

1^o omtrent de zes openstaande plaatsen van kantonaal opziener, die, naar hij verklaart, vóór 1 Januari 1949 een titularis zullen krijgen;

2^o omtrent artikel 10/2, blz. 92, 93, betreffende uitgaven in verband met verplaatsingen, o.m. ten aanzien van de kantonale of hoofdopzieners die hun persoonlijke auto in dienstopdracht gebruiken. Er zijn zo 30 opzieners, voor wie een krediet van 1.000.000 fr. is uitgetrokken;

3^o omtrent de examens van kantonaal opziener en van opzienster over de vrouwelijke handwerken; dit krediet bedraagt slechts 110.000 fr. en is nieuw, omdat de werfreserve van Nederlandstalige inspecteurs nogenoeg uitgeput is,

Het antwoord vanwege de ambtenaren van het Departement heeft geen algehele voldoening gegeven.

Het luidde :

Er zijn 2 inspecteurs-generaal,
25 hoofdopzieners,
162 kantonale opzieners,
25 opziensters over vrouwelijke handwerken,
een per hoofdinspectie,
en 34 diocesane opzieners.

Totaal 248 leden van de inspectie van het lager onderwijs.

Een commissielid heeft de stelling verdedigd dat de wedden der diocesane opzieners moeten gelijk zijn aan de aanvangswedde van de kantonale opzieners.

Er zijn geen bijzondere opziensters voor het bewaar-schooloronderwijs.

Er was nochtans sprake van er 9 te benoemen.

Intussen zijn het echter de kantonale opzieners die de kindertuinen bezoeken en de opvoedsters aldaar raad geven.

Wat de autovergoeding betreft, zij bedraagt 3,70 fr. per km., wat hoegenaamd geen misbruik is.

Verandering van school tijdens het jaar.

Toen zij haar goedkeuring hechtte aan het verbod om in de loop van het jaar, na de eerste maand van het nieuwe schooljaar, nog van school te veranderen, begreep de Commissie dat zulk verbod op het officieel en vrij lager onderwijs betrekking had, dus ook op de voorbereidende afdelingen tot het middelbare onderwijs. De h. Secretaris-generaal verklaarde die opvatting te delen.

Subsides-traitements.

A la page 89 du budget, art. 3/4, on lit ce qui suit :

Crédit demandé pour 1949 . . . fr.	2.269.301.700
Crédit alloué pour 1948 . . . fr.	2.320.290.000
(soit 50 mil. de plus qu'en 1949)	
Dépenses probables pour 1947 . fr.	2.240.000.000

Cette constatation amène deux de nos Collègues à faire les deux observations suivantes :

1°) Pourquoi le crédit de 1949 est-il de 50 millions moindre que celui de 1948? Il y aura lieu de voir de près le nombre d'élèves, le nombre de classes et le nombre de subsides accordés, qui n'est que rarement, remarquons-le en passant, égal au nombre de classes, à cause du nombre d'élèves par classe.

2°) Par rapport à 1947, le crédit de 1949 est en augmentation de 29 millions environ. C'est peu. Un amendement sera déposé, car le coût de la vie a augmenté et l'augmentation de 5 % est loin d'apporter l'équilibre souhaité. Pour atteindre celui-ci c'est 20 % d'augmentation qu'il faudrait, affirme notre Collègue.

Réponse du Département :

Raisons pour lesquelles le crédit demandé pour 1949 (2.269.301.700) est inférieur à celui qui a été inscrit au budget pour 1948 (2.320.290.000).

Les estimations pour 1949 ont été établies sur la base du barème des traitements en vigueur en 1948. Il n'a donc pas été tenu compte de la majoration projetée de 5 %.

Les raisons qui motivent une réduction de crédit sont principalement :

la diminution prévue de la population scolaire et la suppression possible de classes qui n'ont plus actuellement qu'un effectif réduit;

la reprise par l'Etat d'écoles primaires communales transformées en sections préparatoires d'établissements d'enseignement moyen. La diminution de l'effectif des écoles primaires provenant de cette circonstance est de l'ordre de 4.000 élèves;

la mise en disponibilité tardive des membres du personnel enseignant absents pour maladie occasionnait des paiements indûs de traitements d'activité qui grevaient le crédit prévu pour ces traitements. La procédure ayant été accélérée, cet inconvénient ne se présentera plus et des pertes du crédit irrécupérables seront ainsi évitées.

Subsidie-wedden.

Op blz. 89 van de begroting staat onder artikel 3/4 vermeld :

Krediet aangevraagd voor 1949 . . . fr.	2.269.301.700
Krediet verleend voor 1948 . . . fr.	2.320.290.000
(d.i. 50 miljoen meer dan in 1949)	
Vermoedelijke uitgaven voor 1947 fr.	2.240.000.000

Hierbij maken twee onzer collega's de volgende opmerkingen :

1°) Waarom is het krediet voor 1949, 50 miljoen lager dan voor 1948? Het aantal leerlingen, het aantal klassen en het aantal verleende toelagen — dat, het zij terloops opgemerkt, slechts zelden gelijk is aan het aantal klassen, uit oorzaak van het aantal leerlingen per klasse — zullen van nabij dienen nagegaan.

2°) Tegenover 1947 staat het krediet voor 1949 ongeveer 29 miljoen hoger. Dat is weinig. Een amendement zal worden ingediend, want de levensduurte is gestegen en de 5% verhoging brengt op verre na niet het gewenste evenwicht. Om dit te bereiken zou er 20% verhoging moeten zijn, beweert onze collega.

Antwoord van het Departement :

Redenen waarom het krediet voor 1949 (2 milliard 269.301.700 fr.) lager is dan het krediet uitgetrokken op de begroting voor 1948 (2.320.290.000 fr.).

De ramingen voor 1949 zijn geschied op grondslag van de in 1948 geldende weddeschalen. Er werd dus geen rekening gehouden met de voorgenomen 5% verhoging.

De redenen die een kredietverlaging rechtvaardigen zijn vooral :

de voorziene vermindering van de schoolbevolking en de mogelijke opheffing van klassen die thans nog slechts een beperkt aantal leerlingen tellen;

de overname door de Staat van lagere gemeentescholen die tot voorbereidende afdelingen van het middelbaar onderwijs zijn omgevormd. De uit deze omvorming voortvloeiende vermindering der bevolking van de lagere scholen bedraagt zowat 4.000 leerlingen;

de laatkomende terbeschikkingstelling van wegens ziekte afwezige leerkrachten gaven aanleiding tot onrechtmatige uitbetalingen van activiteitswedden, die het daarvoor uitgetrokken krediet kwamen bezwaren. Nu de procedure werd bespoedigd, zal dit bezwaar zich niet meer voordoen en zullen also onverhaalbare kredietverliezen vermeden worden.

Inspection médicale scolaire.

I. — « A maintes reprises, le Département a insisté auprès du personnel enseignant primaire sur la nécessité de faire acquérir, par les élèves, des habitudes d'hygiène visant à améliorer la santé, à favoriser le plein épanouissement physiologique et à accroître l'aptitude au travail de la jeunesse des écoles.

« Le personnel a été invité à seconder l'action entreprise par les associations s'intéressant à l'hygiène et à la santé.

» L'action actuelle dans ce domaine devient d'autant plus impérieuse que les privations alimentaires, dues à la guerre, ont gravement atteint la santé des enfants. Elle s'impose de toute évidence pour parer à la menace de déficience physiologique qui pèse sur la génération future. »

Ce texte entre guillemets est extrait d'une circulaire très intéressante que la Direction de l'Enseignement primaire a adressée, le 16 mai 1947, aux inspecteurs de l'enseignement primaire.

Soulignons la constatation qu'on y trouve : « Les privations dues à la guerre ont gravement atteint la santé des enfants ». »

II. — Le rapporteur n'est pas — il l'espère — le seul à avoir — comme membre de la Commission — reçu la brochure importante de M. le prof. De Coster, traitant : « Du service social scolaire », brochure dans laquelle l'auteur développe un plan du service social scolaire — plan qui s'appelle projet De Coster-Wéber, et qui est appliqué par l'école normale Charles Buls, que dirige, à Bruxelles, M. le prof. De Coster.

Les auteurs, après avoir examiné la loi scolaire, ont, écrivent-ils, « assis leurs propositions sur un fondement solide » — employons leurs termes mêmes — « à savoir l'inspection médicale scolaire ».

La Commission de l'instruction publique est loin de partager, à propos de l'inspection médicale scolaire, l'optimisme des préopinants.

Depuis de nombreuses années, disons depuis toujours, la Commission a considéré et persiste à croire que l'inspection médicale scolaire, telle qu'elle fonctionne — fonctionne-t-elle vraiment ? — dans la généralité des communes, est — sauf l'une ou l'autre exception — un véritable non-sens.

L'an dernier, un Commissaire a dépeint ce que sont, dans la commune dont il est le maire, les bases solides sur lesquelles l'inspection médicale scolaire a été organisée. Et il a exposé les vicissitudes qui ont contarié son magnifique effort quand il s'est agi de faire régler les émoluments du médecin full-time chargé de ce si précieux

Geneeskundig schooltoezicht.

I. « Herhaaldelijk heeft het Departement bij de leerkrachten van het lager onderwijs aangedrongen op de noodzakelijkheid om de leerlingen hygiënische gewoonten bij te brengen met het oog op het verbeteren van de gezondheid, het bevorderen van een volle fysieke opbloeij en het verhogen van de arbeidsgeschiktheid der schoolgaande jeugd.

» Het personeel werd verzocht de werking van de verenigingen voor hygiëne en gezondheidszorg te steunen.

» De huidige actie op dit gebied wordt des te noodzakelijker daar de voedselontbering ingevolge de oorlog de gezondheid der kinderen ernstig heeft geschaad. Zij is kennelijk geboden om het hoofd te bieden aan het gevaar van het fysieke tekort dat op het aankomende geslacht drukt. »

De tekst tussen aanhalingstekens is gelicht uit een zeer belangrijke omzendbrief, die de Directie van het lager onderwijs op 16 Maart 1947 aan de opzieners van het lager onderwijs heeft gestuurd.

Wij onderstrepen de volgende passus: « De ontberingen ingevolge de oorlog hebben de gezondheid der kinderen ernstig geschaad ».

II. De verslaggever hoopt niet het enig commissielid te zijn die de belangrijke brochure « Du Service social scolaire » van de h. Prof. De Coster ontvangen heeft, waarin deze een plan van maatschappelijk schoolwerk ontwikkelt, dat als « plan De Coster-Wéber » gekend is en in de normaalschool Charles Buls te Brussel, bestuurd door de h. Prof. De Coster, wordt toegepast.

Na de schoolwet te hebben onderzocht, verklaren de schrijvers — wij halen hun eigen woorden aan — dat zij hun voorstellen op stevige grondvesten hebben gesteund, nl. op het geneeskundig schooltoezicht.

De Commissie van Openbaar Onderwijs deelt ter zake van het geneeskundig schooltoezicht op verre na het optimisme der schrijvers niet.

Sedert tal van jaren, laat ons zeggen sedert altijd, was en is de Commissie nog van mening dat het geneeskundig schooltoezicht, zoals het in de meeste gemeenten wordt uitgeoefend — wordt het werkelijk uitgeoefend ? — op weinige uitzonderingen na een ware nonsens is.

Vorig jaar heeft een commissielid beschreven welke de stevige grondslagen zijn, waarop het geneeskundig schooltoezicht in de gemeente waarvan hij burgemeester is werd ingericht. En hij heeft uiteengezet welke wisselvalligheden zijn prachtige poging kwamen verstoren toen het ging om de betaling der emolumenter van de vol-

service communal, service grâce auquel il a été possible de sauver de la tuberculose des dizaines d'enfants.

Il paraît que le Département de la Santé publique envisage d'organiser l'inspection médicale dans tous les enseignements. Soit. Mais, de grâce, qu'il se hâte. Il a là une mission d'une grande noblesse et dont l'accomplissement contribuerait à sauver de la déficience physique le patrimoine sacré de la Nation qu'est la jeunesse des écoles de ce pays.

En attendant que MM. les Ministres de la Santé publique, de l'Instruction publique et de l'Intérieur s'entendent pour interdire qu'il soit mis un quelconque obstacle à une initiative, à des initiatives dignes de l'assistance du Pouvoir en matière d'inspection médicale scolaire.

Et ne perdons pas de vue que l'Etat introduit des services médico-sociaux dans les enseignements moyen et technique.

Locaux scolaires lamentables.

Un membre de la Commission a lié, à l'hygiène des enfants, la question des locaux scolaires qui, dans certaines communes, du fait de l'indifférence des autorités communales, sont des taudis scolaires. Il a cité des exemples, pour la 2ème fois. Il a signalé que l'article 3 de la loi sur l'enseignement primaire autorise le Conseil des Ministres à envoyer, en cas de plainte formelle, un commissaire spécial. Il considère que le retrait des subsides ne sert à rien, parce que ce n'est que momentané et que, tôt ou tard, ces subsides sont restitués à la commune.

Par contre, le Département a fait remarquer que le retrait des subsides est une arme rapide et de rendement éprouvé, car ils ne sont restitués que quand la commune a commencé à remédier à la situation déplorée.

Cette controverse amène un membre de la commission à formuler le désir de savoir dans quel état se trouvent les locaux scolaires du pays. Il affirme qu'il y a, au Département, un grand rapport à ce sujet, rapport qui devrait être porté à la connaissance de la Commission. La Commission voudrait beaucoup savoir où nous en sommes, dans ce secteur.

Les écoles communales, dans bien des cas, affirme un Commissaire, ne répondent plus aux besoins modernes. Aussi serait-il intéressant que des crédits fussent prévus pour les gros travaux. Il n'est pas le seul commissaire à regretter que tout ce qui concerne les travaux, en matière scolaire, soit centralisé aux Travaux publics.

Le Département avait demandé un crédit de 100 millions pour la restauration ou la construction ou la modernisation des écoles communales. Ce crédit a été, une pre-

tijds geneesheer die belast was met de zo waardevolle gemeentelijke dienst, aan welke het te danken is dat tiendallen kinderen van de tuberculose konden gered worden.

Het schijnt dat het Departement van Volksgezondheid voornemens is het toezicht in alle onderwijsstakken in te richten. Heel goed. Maar dat het dan spoed make! Het is een verheven opdracht, waarvan de vervulling er toe zou bijdragen om de schoolgaande jeugd van dit land, heilig erfdeel der natie, tegen lichamelijk tekort te vrijwaren.

Laten de hh. Ministers van Volksgezondheid, van Openbaar Onderwijs en van Binnenlandse Zaken het intussen eens worden om te verbieden dat enige kinderpaal worde gesteld aan initiatieven, die inzake geneeskundig schooltoezicht de hulp van de openbare besturen verdienen.

Het mag ons ook niet ontgaan dat de Staat in het middelbaar en technisch onderwijs medisch-sociale diensten invoert.

Jammerlijke staat van de schoolgebouwen.

Een commissielid heeft aan de gezondheid van de kinderen de kwestie van de schoolgebouwen verbonden, welke in sommige gemeenten, wegens de onverschilligheid van de gemeentelijke overheden, werkelijke schoolkrotten zijn. Hij heeft voor de tweede maal voorbeelden aangehaald, en er op gewezen dat artikel 3 der wet op het lager onderwijs aan de ministerraad machtig geeft om, op uitdrukkelijke klacht, een bijzonder commissaris te zenden. Hij acht de intrekking van de toelagen nutteloos, omdat dit slechts tijdelijk gebeurt en dat zij vroeg of laat terug aan de gemeente verleend worden.

Daarentegen liet het Departement opmerken dat de intrekking der toelagen een snel en afdoend wapen is, want de toelagen worden slechts teruggegeven wanneer de gemeente in de betreurde toestand verbetering brengt.

Naar aanleiding van dit twistpunt spreekt een commissielid de wens uit te vernemen in welke staat de schoollokalen in het land verkeren. Hij beweert dat er dien-aangaande op het Departement een groot verslag bestaat, dat ter kennis van de Commissie zou dienen gebracht. De Commissie zou gaarne weten hoe de zaken ten deze staan.

Volgens een commissielid beantwoorden de gemeentescholen in vele gevallen niet meer aan de moderne behoeften. Het ware dan ook van belang dat kredieten worden voorzien voor de grote werken. Hij is niet het enig commissielid dat betreurt dat alles wat verband houdt met werken aan scholen op het Departement van Openbare Werken gecentraliseerd wordt.

Het Departement had een krediet van 100 miljoen aangevraagd voor het herstellen, het aanbouwen of het moderniseren van gemeentescholen. Dat krediet werd een

mière fois, réduit à 75 millions, puis il a été diminué de 20 %, de sorte qu'il est devenu 60 millions.

On se demande à la Commission, si, tout au moins, le Département de l'Instruction publique supervise les plans établis par les Travaux publics. Bref, plusieurs membres souhaitent que le service des constructions scolaires fasse retour au Département de l'Instruction publique.

Subventions facultatives.

C'est le libellé de l'article 19, page 94, du budget.

Les subventions pédagogiques y figurent pour 360.000 francs dont 170.000 fr. iront à l'Ecole Decroly, c'est-à-dire à l'école primaire Decroly, ce qui est bien naturel, puisque cette école sert, ainsi que chacun le sait, de champ d'expériences pour la pratique des méthodes nouvelles.

Remarquons qu'il y a l'institut Decroly pour élèves irréguliers, l'école primaire Decroly, pour les élèves réguliers, et l'école secondaire Decroly pour les élèves réguliers.

Ici, il s'agit bien de l'école primaire connue dans le monde entier pour la hardiesse et le succès des conceptions pédagogiques de son illustre fondateur, le doux Docteur Ovide Decroly.

Cette école recevait avant-guerre un subside de 100.000 fr. Aujourd'hui 170.000 fr.

Un commissaire voudrait proposer de doubler le crédit alloué avant-guerre. On lui fait remarquer que, à raison de son caractère novateur et expérimental, cette école pouvait s'adresser au Fonds National de Recherche Scientifique. Certains membres voudraient posséder un rapport sur cette institution, sympathique à de nombreux membres de la Commission.

A propos du même article 19, il est prévu 200.000 fr. de subvention à la section belge de la « Ligue internationale pour l'Education nouvelle », en vue d'organiser à Bruxelles, en 1949, un Congrès international de l'Education nouvelle.

La 1ère réunion d'après-guerre avait eu lieu à Paris, en été 1946. L'homme dont on y a le plus parlé, c'est le Dr Decroly, et c'est sous l'empire de ce grand souvenir, de ce souvenir émouvant, que la décision a été prise de tenir le Congrès à Bruxelles, où il était prévu pour 1948. Il a été différé jusqu'en 1949.

Il faut espérer qu'un effort maximum sera fait pour qu'ait lieu et que réussisse, dans le pays de Decroly, le Congrès international de l'Education nouvelle.

eerste maal tot 75 millionen verlaagd, vervolgens met 20% verminderd, zodat het nog slechts 60 millionen bedraagt.

In de Commissie heeft men zich afgevraagd of het Departement van Openbaar Onderwijs ten minste toezicht houdt op de plannen uitgaande van Openbare Werken. Kortom, meerdere leden wensen dat de Dienst voor de schoolgebouwen terug naar het Departement van Openbaar Onderwijs worde overgebracht.

Niet-verplichte subsidies.

Aldus luidt artikel 19, blz. 94 van de begroting.

De pædagogische subsidies zijn er in vermeld voor 360.000 fr., waarvan 170.000 fr. naar de Decroly-school, d.w.z. naar de lagere school Decroly, zullen gaan, hetgeen heel natuurlijk is, vermits die school, zoals iedereen weet, als proefveld voor de praktische toepassing van de nieuwe methoden dient.

Laten wij opmerken dat er een instituut Decroly voor onregelmatige leerlingen bestaat, een lagere school Decroly, voor de regelmatige leerlingen, en een middelbare school Decroly voor de regelmatige leerlingen.

Hier gaat het wel om de lagere school over de ganse wereld bekend voor de stoutmoedigheid en het succes van de pædagogische opvattingen van haar vermaarde stichter, de zachtzinnige Dr. Ovide Decroly.

Deze school kreeg, vóór de oorlog, een toelage van 100.000 fr. Thans 170.000 fr.

Een commissielid zou willen voorstellen het vóór de oorlog verleende krediet te verdubbelen. Men laat hem opmerken dat, wegens haar vernieuwend en proefonderzoekelijk karakter, deze school zich tot het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek zou kunnen richten. Sommige leden zouden een verslag over deze bijzondere leden van de Commissie sympathie genietende instelling willen bezitten.

Naar aanleiding van hetzelfde artikel 19, wordt 200.000 fr. toelage aan de Belgische afdeling van de « Ligue Internationale pour l'Education Nouvelle » voorzien, met het oog op de inrichting, te Brussel, in 1949, van een internationaal congres voor de nieuwe opvoeding.

De eerste naoorlogse vergadering had plaats te Parijs in de Zomer 1946. De man waarover het meest gesproken werd, is Dokter Decroly, en het is onder de indruk van die grootse herinnering, van die roerende herinnering, dat het besluit getroffen werd het congres te Brussel te houden, waar het voorzien was voor 1948. Het is tot in 1949 uitgesteld.

Laten wij hopen dat een maximuminspanning zal gedaan worden, opdat het internationaal congres voor de nieuwe opvoeding in het land van Decroly plaats hebbé en moge slagen.

Rapport triennal.

La Commission avait été informée de ce que l'on allait recevoir, dans quelques semaines, le rapport triennal de l'enseignement, rapport qui donne notamment les résultats d'une enquête du plus haut intérêt à propos de l'enseignement frœbelien.

Voilà au moins une nouvelle agréable.

A l'heure où le rapporteur rédige son travail, il est heureux de dire que le rapport triennal est, depuis le 10 novembre, entre les mains des commissaires.

Tel qu'il est, c'est un document remarquable et d'une lecture du plus haut intérêt dans bien des domaines.

Sa confection serait beaucoup facilitée et le document aurait meilleure mine encore si le Département était pourvu d'un bon service moderne de statistique, avec mécanographie.

Il est évident — et la Commission l'a déploré souvent — que l'absence de statistiques à jour est toujours fâcheuse. Faut-il rappeler ce qui est arrivé l'an dernier à propos des statistiques de l'enseignement technique ? Le rapporteur n'avait pu obtenir autre chose que la situation de l'enseignement technique en 1945. On a beaucoup parlé de cette carence.

Le Département doit faire et fera un effort, assurément, pour que fonctionne à souhait le service de statistiques.

1. La question suivante est posée :

Page 90 art. 5/2 — La somme de 3.000 fr. est destinée à rémunérer les conférenciers de la Semaine pédagogique qui n'appartiennent pas à l'administration.

Page 91 art. 5/3 — Les sommes prévues à cet article couvrent les indemnités diverses allouées aux fonctionnaires et notamment aux conférenciers de la Semaine pédagogique qui font partie du personnel des administrations ou des établissements d'enseignement de l'Etat.

Le crédit de 25.000 fr. est affecté au paiement d'un cachet à ces conférenciers et aux frais de recherches pédagogiques. Le texte entre parenthèses doit être lu « recherches pédagogiques — conférenciers de la Semaine pédagogique ».

Page 93 10/1/b. — Il s'agit des frais de transport des participants à la semaine pédagogique. — 30.000 fr.

L'ensemble de ces 3 postes forme un total de 60.000 fr. On voudrait en connaître la répartition.

Driejaarlijks verslag.

De Commissie werd er van op de hoogte gebracht dat men, binnen enkele weken, het driejaarlijks verslag over het onderwijs ging ontvangen, verslag dat namelijk de uitslagen vermeldt van een onderzoek van het hoogste belang betreffende het frœbelonderwijs.

Ziedaar tenminste een verheugend nieuws.

Op het tijdstip dat de verslaggever zijn werk opmaakt, is het driejaarlijks verslag, sedert 10 November, in handen van de commissieleden.

Zoals het zich voordoet, is het een merkwaardig document, waarvan het lezen zeer belangwekkend is op heel wat gebieden.

Het opmaken zou ten zeerste vergemakkelijkt worden en het document er nog beter uitzien, mocht het Departement over een goede moderne statistiekdienst, met mechanografische hulpdienst beschikken.

Het blijkt duidelijk — en de Commissie heeft het vaak betreurd — dat het gebrek aan bijgewerkte statistieken steeds hinderlijk is. Moet in herinnering worden gebracht wat verleden jaar gebeurd is naar aanleiding van de statistieken van het technisch onderwijs ? De verslaggever had niets anders kunnen verkrijgen dan de toestand van het technisch onderwijs in 1945. Over die tekortkoming werd toen druk gesproken.

Het Departement moet en zal zeer zeker een inspanning doen opdat de dienst der statistiek naar wens zou werken.

1. De navolgende vraag wordt gesteld :

Blz. 90, art. 5/2. De som van 3.000 fr. is bestemd ter bezoldiging van de voordrachthouders van de Paedagogische week die niet tot het bestuur behoren.

Blz. 91 art. 5/3. De in dit artikel voorziene sommen dienen tot bestrijding van de verscheidene vergoedingen, toegekend aan de ambtenaren en namelijk aan de voordrachthouders van de Paedagogische week die van het personeel der administraties of der staatsonderwijsinstellingen deel uitmaken.

Het krediet van 25.000 fr. is bestemd tot het betalen van een honorarium aan die voordrachthouders en van de kosten van paedagogische opzoeken. De tekst tussen haakjes moet gelezen worden « paedagogische opzoeken — voordrachthouders van de paedagogische week ».

Blz. 93 10/1/b. Het gaat om kosten van vervoer van de deelnemers aan de paedagogische week. — 30.000 fr.

Het geheel van die posten vormt een totaal van 60.000 frank. Men zou de verdeling er van willen kennen.

Réponse :

Suivant un arrêté du Régent du 18 octobre 1948, qui paraîtra prochainement au « Moniteur », la « Semaine d'information et de perfectionnement pédagogique » est organisée chaque année à l'intention des instituteurs et des institutrices de l'enseignement primaire communal.

D'autres personnes appartenant également à l'enseignement pourront être admises à y participer dans la mesure des possibilités d'accueil et d'hébergement de l'établissement choisi comme siège de la « semaine ».

Quant aux « recherches pédagogiques », elles sont effectuées par les professeurs des quatre universités membres de la « commission consultative universitaire de pédagogie » créée par arrêté du Régent du 21 mars 1947.

Une 2ème question :

Une solution définitive du problème des sanctions à l'égard des instituteurs pour abandon de poste en 1940 n'est pas encore intervenue. Pourquoi ?

Réponse :

Elle est toujours soumise à l'examen du Ministère du Budget.

Une 3ème question :

Elle est relative aux traitements de disponibilité des inciviques. Cette affaire devrait être liquidée, car plus on attendra, plus la somme s'élèvera. On dit qu'il y aurait 500 à 1000 cas ?

Réponse :

La somme de 14 millions prévue pour le paiement des traitements de disponibilité ne concerne pas seulement la disponibilité par mesure d'ordre pour cause d'incivisme, mais aussi les autres modes de disponibilité. La plus grande partie de cette somme est destinée à couvrir la part de l'Etat dans les traitements d'attente des agents en disponibilité pour maladie.

Le nombre des agents punis d'une sanction de disponibilité par mesure d'ordre, ne dépasse pas 70. Certains d'entre eux bénéficient d'un traitement d'attente dont le montant ne peut dépasser la moitié du dernier traitement d'activité. D'autres n'ont pas de traitement d'attente. Cette distinction est fondée sur le degré de gravité des motifs de la sanction.

Une dernière question :

Page 93 art. 10/1/b. — Il s'agit des examens conduisant au brevet de promotion — Pourquoi les professeurs sont-ils écartés des jurys ?

Antwoord :

Volgens een besluit van de Regent van 18 October 1948, dat eerlang in het « Staatsblad » zal verschijnen, wordt de « Week voor paedagogische voorlichting en volmaking » elk jaar ingericht tot voorlichting van de onderwijzers en de onderwijzeressen van het gemeentelijk lager onderwijs.

Andere, eveneens tot het onderwijs behorende personen, kunnen tot deelname aangenomen worden, in de mate van de mogelijkheden van opneming en huisvesting van de tot zetel van de « week » gekozen inrichting.

Wat de « paedagogische opzoeken » betreft, deze worden uitgevoerd door de professoren der vier universiteiten die lid zijn van de « Universitaire commissie van advies inzake paedagogie » opgericht bij het besluit van de Regent van 21 Maart 1947.

Een tweede vraag :

Een definitieve oplossing van het vraagstuk der sancties ten opzichte van de onderwijzers, wegens verlaten van hun post in 1940, is nog niet ingetreden. Waarom ?

Antwoord :

Zij is nog in onderzoek bij het Ministerie van Begroting.

Een derde vraag :

Zij heeft betrekking op de wachtgelden van de incivijken. Deze zaak zou moeten afgehandeld worden, want hoe langer men zal wachten, hoe hoger de som zal olopen. Men zegt dat er 500 tot 1.000 gevallen zouden zijn.

Antwoord :

De voor de uitbetaling der wachtgelden voorziene som van 14 miljoen betreft niet alleen de terbeschikkingstelling bij ordemaatregel wegens gemis van burgertrouw, maar ook de andere wijzen van terbeschikkingstelling. Het grootste deel van die som is bestemd ter bekostiging van het aandeel van de Staat in de wachtgelden der wegens ziekte ter beschikking gestelde personeelsleden.

Het aantal der met een sanctie van terbeschikkingstelling bij ordemaatregel bestrafte ambtenaren is niet hoger dan 70. Sommigen onder hen genieten een wachtgeld, waarvan het bedrag de helft van de laatste activiteitswedde niet mag overtreffen. Anderen genieten geen wachtgeld. Dit onderscheid is gegrond op de graad van ernst van de redenen der sanctie.

Een laatste vraag :

Blz. 93, art 10/1/b. Het betreft hier de examens die tot het bevorderingsbrevet voeren. Waarom worden de leraren uit de examencommissies uitgesloten ?

Réponse :

Les cours de préparation à l'examen pour la délivrance du brevet de promotion ne peuvent être suivis par tous les instituteurs d'un ressort. Il est préférable, pour donner à tous les candidats les garanties les plus complètes quant à l'impartialité du jury, de ne pas permettre aux inspecteurs qui ont organisé cet enseignement d'interroger leurs propres élèves.

Comme la question de ces examens est agitée dans les milieux du personnel enseignant, le rapporteur croit bon de reproduire la circulaire ministérielle du 16 novembre 1948.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Direction Générale de l'E.P. & l'E.N.
Direction de l'E.P.

1^{re} section n° P. 151/M.321

Bruxelles, le 16-11-1948.

Aux Membres de l'Inspection de l'Enseignement primaire.

POUR INFORMATION : aux Secrétaires des organisations professionnelles de l'enseignement.

Madame l'Inspectrice,
Monsieur l'Inspecteur,

OBJET : Collation du brevet de promotion. Incompatibilités.

Des plaintes éclatent en divers milieux de l'enseignement primaire au sujet des cours, dits « préparatoires à l'obtention du brevet de promotion » organisés sous les auspices de certains groupements professionnels.

On s'émeut, à juste titre, de la portée abusivement attachée à la fréquentation de ces cours et de l'approbation tacitement marquée par ceux des inspecteurs de l'Etat qui acceptent d'apporter leur concours à l'organisation.

Certes, la fréquentation de cours spéciaux peut, dans une certaine mesure, aider l'instituteur à élargir sa culture générale et à parfaire sa qualification professionnelle. Et j'applaudis aux initiatives qui visent à la multiplication des cours de perfectionnement.

Antwoord :

De cursussen ter voorbereiding tot het examen voor het afleveren van het bevorderingsbrevet mogen niet bezocht worden door al de onderwijzers van een ambtsgebied. Het verdient de voorkeur, om al de candidaten de meest volledige waarborgen te bieden, wat de onpartijdigheid van de examencommissie betreft, de inspecteurs die dat onderwijs hebben ingericht niet toe te laten hun eigen leerlingen te ondervragen.

Aangezien de quæstie van die examens in de kringen van het onderwijzend personeel besproken wordt, acht de verslaggever het nuttig de ministeriële aanschrijving van 16 November 1948 aan te halen.

MINISTERIE VAN OPENBAAR ONDERWIJS

Algemene Directie van het L.O. & N.O.
Directie L.O.

1^{ste} Afdeling Nr P. 151/M.321

Brussel, 16 November 1948.

Aan de Leden der Inspectie van het Lager Onderwijs.

TOT KENNISGEVING :
Aan de Secretarissen der Beroepsverenigingen van het Onderwijs.

Mevrouw de Opzienster,
Mijnheer de Opziener,

BETREFT : Toekenning van het bevorderingsbrevet. Onverenigbaarheden.

In verschillende kringen van het lager onderwijs zijn klachten opgegaan naar aanleiding van de zgn. « voorbereidingscursussen voor de candidaten tot het bevorderingsbrevet », die onder de auspiciën van sommige beroepsverenigingen worden ingericht.

Met recht en reden is men ontevreden over de betekenis die verkeerdelijk wordt gehecht aan het bijwonen van deze cursussen en over de stilzwijgende goedkeuring er aan verleend door Opzieners van de Staat, die aanvaarden aan de inrichting van deze leergangen mede te werken.

Het bijwonen van speciale cursussen kan inderdaad en binnen zekere grenzen de onderwijzer helpen bij het uitbreiden van zijn algemene cultuur en voor het opdoen van een grotere vakkundige onderlegdheid. En ik juich de initiatieven toe, die er naar streven steeds meer volmakingscursussen te organiseren.

Mais faut-il rappeler que le brevet de promotion a été institué en vue de sanctionner la valeur professionnelle et personnelle d'une élite de maîtres qui, en fonctions depuis plusieurs années, ont consenti un effort persévérant de perfectionnement ?

Les instituteurs primaires, porteurs de ce brevet, bénéficieront désormais d'une indemnité égale à celle qui est octroyée aux instituteurs pourvus d'une licence universitaire en sciences pédagogiques obtenue après quatre années d'études. A elle seule, une telle assimilation interdit tout avilissement du brevet de promotion. Il ne peut notamment être question de réduire les épreuves conduisant à l'acquisition de ce brevet à la constatation de connaissances hâtivement recueillies au cours d'un cycle fort bref de leçons.

D'autre part, pour écarter toute suspicion de partialité, il importe que les examinateurs ne soient pas, à la fois, juges et parties.

La participation des inspecteurs en exercice à l'organisation de cours dits préparatoires à l'obtention du brevet de promotion, n'est donc pas désirable. J'ai décidé qu'en aucun cas un inspecteur ne sera autorisé à examiner les candidats au brevet de promotion qui auraient suivi ses propres cours.

*Le Ministre
C. HUYSMANS*

Annexe I — A.

Bruxelles, le 8 novembre 1948.

Monsieur le Ministre

J'ai rendu compte, à la Commission de l'Instruction Publique du Sénat, de l'entretien que vous avez bien voulu m'accorder et au courant duquel j'ai attiré votre attention sur la nécessité qu'il y avait — selon la Commission — d'augmenter les traitements de diverses catégories du personnel enseignant parallèlement à ceux des agents de l'Etat.

La Commission m'a chargé de m'adresser à vous une nouvelle fois et d'insister sur l'urgence qu'il y a à augmenter les traitements légaux des instituteurs de 5 %. La loi du 20 février 1947 prévoit que la valeur absolue de ces traitements sera fixée « d'après la valeur attribuée aux tensions correspondantes pour les agents de l'Etat ». Il va sans dire qu'il s'agit d'une valeur effective et non d'une valeur fictive, valeur effective déterminée de façon à adapter les traitements au coût de la

Maar dient er nog aan herinnerd, dat het bevorderingsbrevet ingesteld werd met het doel de beroepsbekwaamheid en de persoonlijke waarde te erkennen van een elite van onderwijzers die, sedert de vele jaren dat ze in functie zijn, blijk hebben gegeven van een onophoudelijk streven naar volmaking ?

De lagere onderwijzers, die houder zijn van dit brevet, zullen voortaan een vergoeding genieten, gelijk aan die verleend aan de onderwijzers, die in het bezit zijn van een universitaire graad van licentiaat in de opvoedkundige wetenschappen, na vier jaren studie bekomen. Een dergelijke gelijkstelling alleen, verzet zich reeds tegen elke ontwaarding van het bevorderingsbrevet. Er kan namelijk geen sprake van zijn, de proeven ter verkrijging van dit brevet te beperken tot de vaststelling van kundigheden die vluchtig werden opgedaan, tijdens een uiterst korte lessencyclus.

Daarbij is het nodig, om alle verdenking van partijdigheid weg te nemen, dat de examinatoren niet tegelijkertijd rechter en partij zouden zijn.

De medewerking van in dienst zijnde opzieners aan de inrichting van zgn. voorbereidingscursussen voor de candidaten tot het bevorderingsbrevet is dus niet gewenst. Ik heb besloten dat geen enkel opziener de toelating zal verkrijgen om het examen af te nemen van candidaten voor het bevorderingsbrevet, die zijn eigen lessen zouden gevuld hebben.

*De Minister:
Cam. HUYSMANS.*

Bijlage I. — A

Brussel, 8 November 1948.

Mijnheer de Minister,

Ik heb in de Commissie van Openbaar Onderwijs van de Senaat verslag uitgebracht over het onderhoud dat U mij wel heeft willen toestaan en in de loop waarvan ik uw aandacht gevestigd heb op de noodzakelijkheid — volgens de Commissie — de wedden van verscheidene categorieën van het onderwijzend personeel te verhogen, om gelijklopend te blijven met die van het personeel van de Staat.

De Commissie heeft mij opdracht gegeven om mij nogmaals tot U te wenden en aan te dringen op de spoedeisende verhoging van de wettelijke wedden der onderwijzers met 5 %. De wet van 20 Februari 1947 voorziet dat de absolute waarde van die wedden zal vastgesteld worden « volgens de aan de overeenstemmende spanningen voor het rijkspersoneel toegewezen waarde ». Het spreekt vanzelf dat het gaat om een werkelijke waarde, doch niet om een fictieve waarde, werkelijke waar-

vie. Toute autre interprétation du texte de la loi serait opposée à la volonté du législateur.

J'espère, Monsieur le Ministre, que vous pourrez donner une suite favorable et rapide à la demande de la Commission de l'Instruction Publique.

Je vous prie d'agrérer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments dévoués et respectueux.

LIBOIS.

Réponse :

Bruxelles, le 24 novembre 1948

La nécessité d'une adaptation de ces traitements (des instituteurs), dans le cadre des barèmes actuellement en vigueur, en ce qui concerne les agents de l'Etat, n'est pas discutée, mais cette adaptation ne peut être réalisée en vertu des dispositions actuelles de l'article 29 de la loi scolaire.

Celles-ci fixent, en effet, les traitements en chiffres de tension et vous n'ignorez pas que les traitements nouveaux doivent être établis en chiffres absolus.

Une modification à la loi est donc indispensable. Le Département du Budget a été consulté par mes services concernant le barème nouveau qui devrait être présenté, sous forme d'un projet de loi, aux Chambres législatives. Une réponse a été promise pour un de ces prochains jours.

*Pour le Ministre :
Le Chef de Cabinet
J. ROLLAND*

de derwijze bepaald dat de wedden aan de levensduurte worden aangepast. Elke andere uitlegging van de tekst der wet zou met de wil van de wetgever in strijd zijn.

Ik hoop, Mijnheer de Minister, dat U aan het verzoek van de Commissie van Openbaar Onderwijs een gunstig en spoedig gevolg zult kunnen geven.

Met betuiging van de meeste hoogachting,

LIBOIS.

Antwoord :

Brussel, 24 November 1948.

De noodzakelijkheid van een aanpassing van die wedden (der onderwijzers) in het kader der thans vigerende weddeschalen, wat het rijkspersoneel betreft, wordt niet betwist, maar die aanpassing kan niet verwezenlijkt worden krachtens de tegenwoordige bepalingen van art. 29 der schoolwet.

Deze stellen de wedden inderdaad in spanning-cijfers vast en het is U niet onbekend dat de nieuwe wedden in absolute cijfers moeten berekend worden.

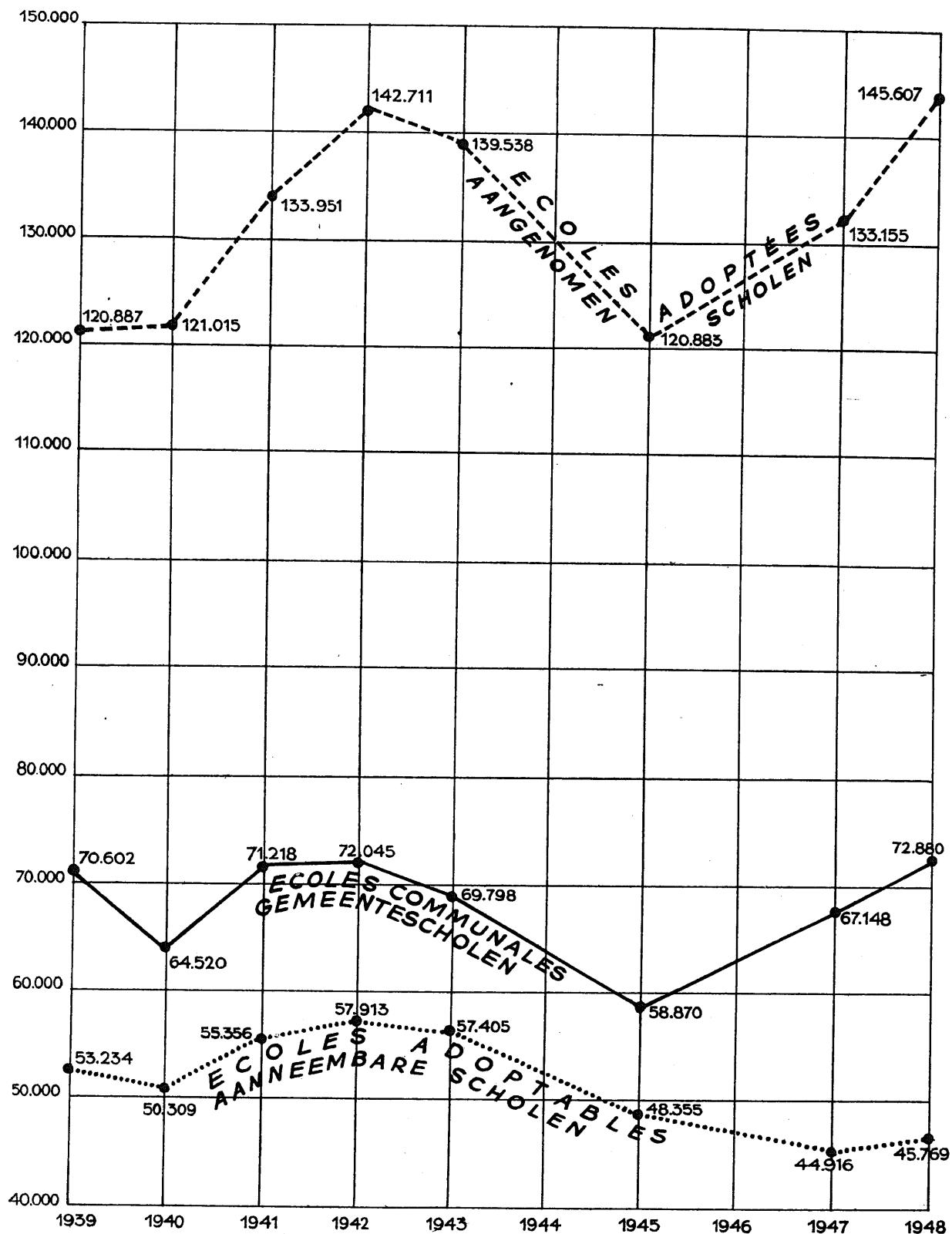
Een wijziging van de wet is dus volstrekt noodzakelijk. Het Departement van Begroting werd door mijn diensten om advies gevraagd betreffende de nieuwe weddeschaal, die aan de Wetgevende Kamers zou moeten voorgedragen worden in de vorm van een wetsontwerp.

Het antwoord is beloofd voor een der aanstaande dagen.

*Voor de Minister :
De Kabinetschef,
J. ROLLAND.*

POPULATION DES ECOLES GARDIENNES DE 1939 A 1948

BEVOLKING DER BEWAARSCHOLEN VAN 1939 TOT 1948



ÉCOLES CARDIENNES

ENSEIGNEMENT FRÖEBELIEN — STATISTIQUE

Situation au 1^{er} octobre 1948

	PROVINCES — PROVINCIELEN	Nombre des écoles			
		<i>Aantal scholen</i>			
		G. - J.	F. - M.	G. + F. J. + M.	Total Totaal
Communale — Gemeentelijke	Anvers — Antwerpen Brabant — Brabant Flandre Occid. — West-Vlaanderen . Flandre Orientale — Oost-Vlaanderen . Hainaut — Henegouwen Liège — Luik Limbourg — Limburg Luxembourg — Luxemburg Namur — Namen	1 1 2 3 — — — — 1	1 1 1 — — — — — —	119 243 49 115 517 266 23 60 136	121 245 52 119 517 266 24 60 138
	Royaume — Rijk	9	5	1.528	1.542
Adoptées — Aangenomen	Anvers — Antwerpen Brabant — Brabant Flandre Occid. — West-Vlaanderen . Flandre Orientale — Oost-Vlaanderen . Hainaut — Henegouwen Liège — Luik Limbourg — Limburg Luxembourg — Luxemburg Namur — Namen	— — — — — — 2 — 1	— — — — — — — — —	300 234 400 417 69 24 195 53 79	301 234 401 420 69 24 197 53 81
	Royaume — Rijk	5	4	1.771	1.780
Adoptables — Aanneembare	Anvers — Antwerpen Brabant — Brabant Flandre Occid. — West-Vlaanderen . Flandre Orientale — Oost-Vlaanderen . Hainaut — Henegouwen Liège — Luik Limbourg — Limburg Luxembourg — Luxemburg Namur — Namen	— — — 2 — 3 — — —	— — — — 2 2 — — —	34 164 38 35 274 152 35 30 45	34 165 39 37 277 157 35 30 45
	Royaume — Rijk	8	4	807	819
	Total général — <i>Algemeen totaal</i>	22	13	4.106	4.141

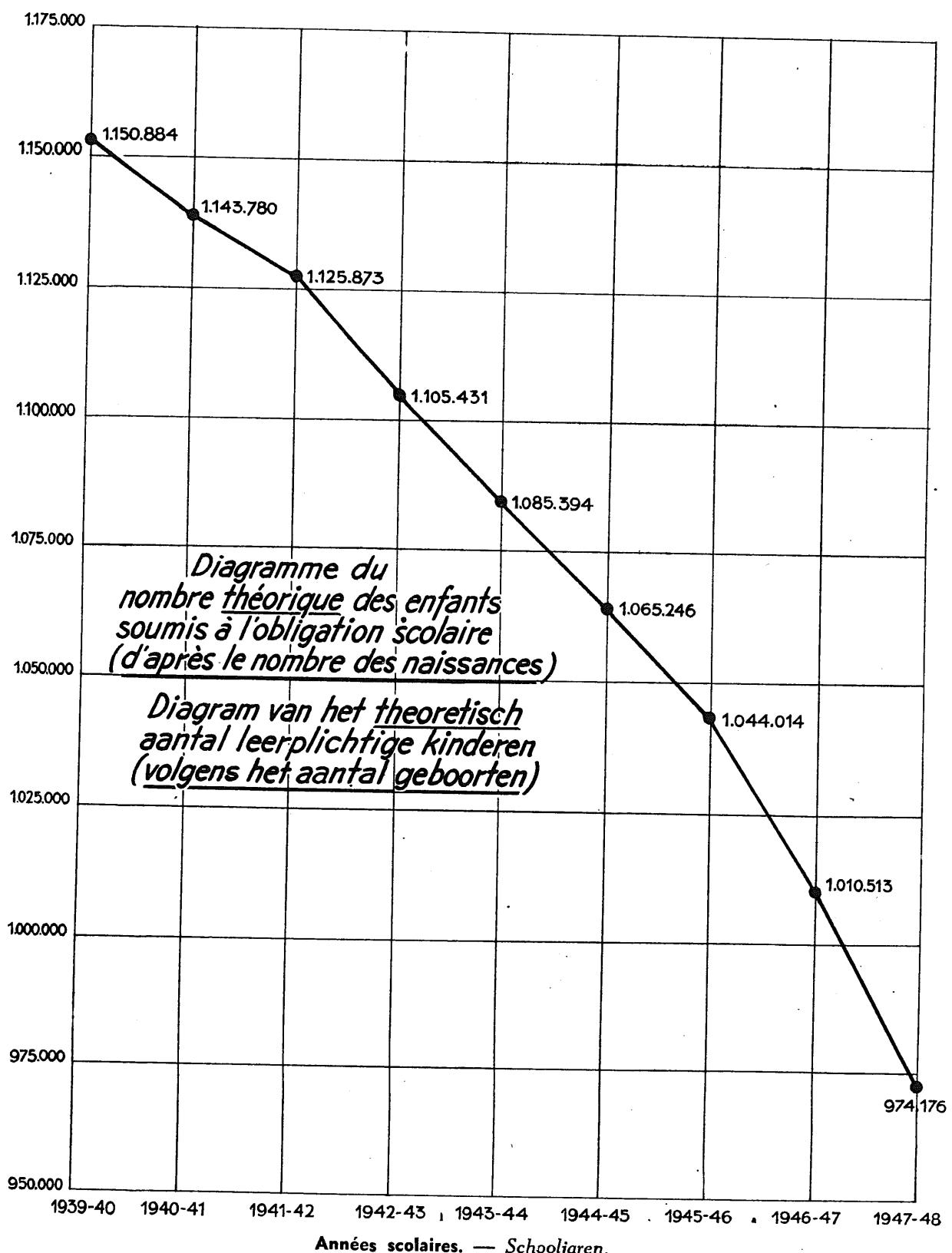
BEWAARSCHOLEN

Stand op 1 October 1948

FROEBELONDERWIJS — STATISTIEK

PERIODE DE GUERRE ET DE L'IMMEDIAT APRES-GUERRE

OORLOGSTIJDPERK EN TIJDPERK ONMIDDELIJK NA DE OORLOG



POPULATION DES ECOLES PRIMAIRES DE 1939 A 1948 (1-10-48)

BEVOLKING DER LAGERE SCHOLEN VAN 1939 TOT 1948 (1-10-48)

Les cantons de l'Est ne sont pas compris dans ces chiffres.

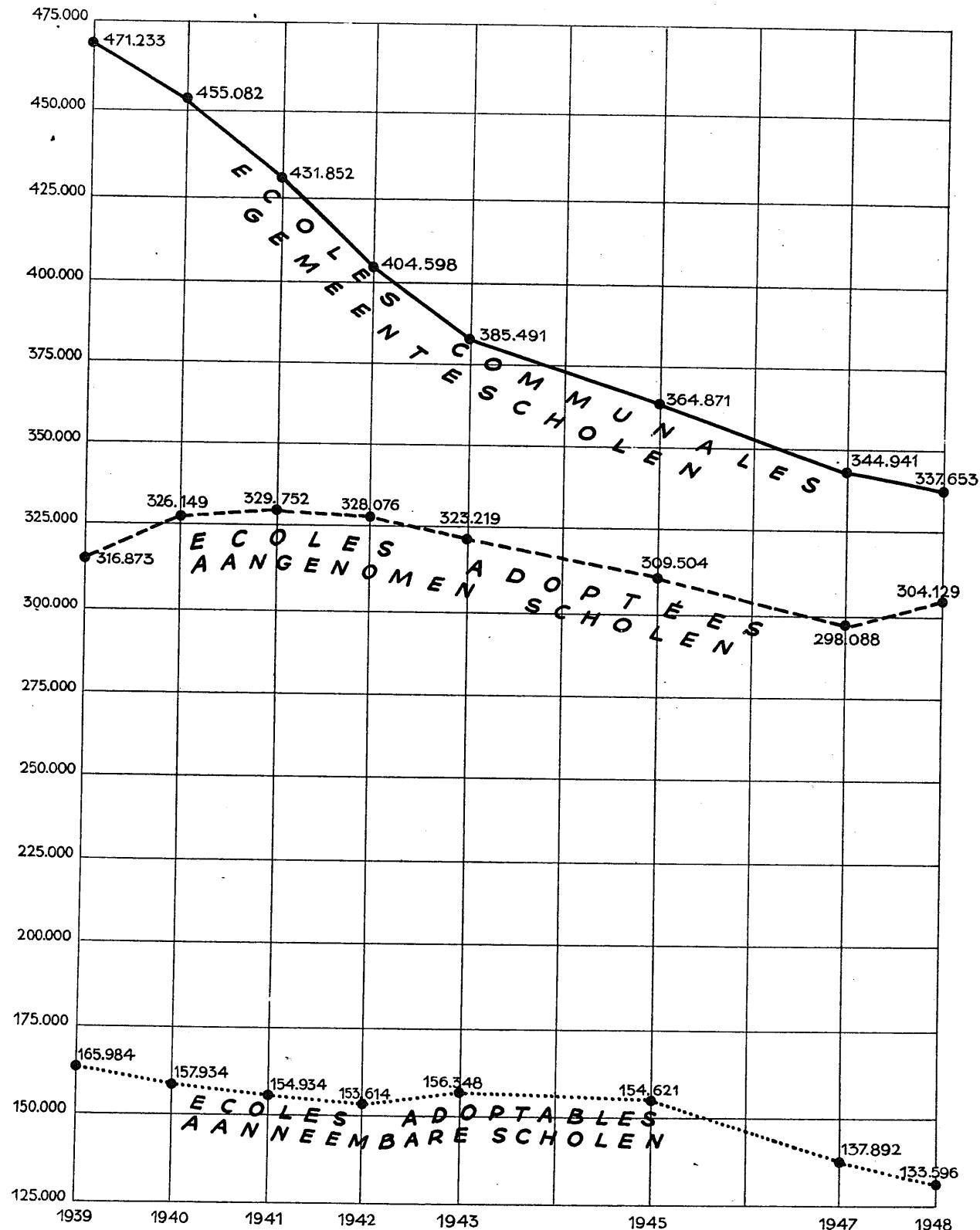
En 1944, les circonstances de guerre n'ont pas permis de recueillir les statistiques.

Quant aux documents de 1946, l'incendie du 24 juin 1947 les a dévorés.

De Oostelijke Kantons zijn in die cijfers niet begrepen.

In 1944 maakten de oorlogsomstandigheden het niet mogelijk de statistieken in te zamelen.

Wat de documenten van 1946 betreft, deze werden door de brand van 24 Juni 1947 vernield.



ECOLES PRIMAIRES

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE — STATISTIQUE

1^{er} octobre 1948.

PROVINCES — PROVINCEN	Nombre des écoles — <i>Aantal scholen</i>				Nombre des classes — <i>Aantal klassen</i>			
	G. - J.	F. - M.	G. + F. — J. + M.	Total — Totaal	G. - J.	F. - M.	G. + F. — J. + M.	Total — Totaal
Communale — Gemeentelijke								
Anvers — Antwerpen	249	85	41	375	1.487	524	111	2.122
Brabant — Brabant	377	175	225	777	1.712	1.097	396	3.205
Flandre Occid. — West-Vlaanderen .	184	30	44	258	785	143	83	1.011
Flandre Orientale — Oost-Vlaanderen	270	49	55	374	1.162	251	137	1.550
Hainaut — Henegouwen	459	358	254	1.071	1.204	991	301	2.496
Liège — Luik	234	205	474	913	791	711	706	2.208
Limbourg — Limburg	88	23	63	174	277	78	103	458
Luxembourg — Luxemburg	185	119	258	562	264	167	261	692
Namur — Namen	251	190	187	628	398	293	187	878
Royaume — Rijk	2.297	1.234	1.601	5.132	8.080	4.255	2.285	14.620
Adoptées — Aangenomen								
Anvers — Antwerpen	83	224	66	372	571	1.508	105	2.184
Brabant — Brabant	32	152	59	243	180	839	78	1.097
Flandre Occid. — West-Vlaanderen .	147	213	188	548	968	1.439	361	2.768
Flandre Orientale — Oost-Vlaanderen	113	222	181	516	676	1.592	260	2.528
Hainaut — Henegouwen	15	52	31	98	51	147	36	234
Liège — Luik	4	21	19	44	15	72	21	108
Limbourg — Limburg	112	126	85	323	647	797	135	1.579
Luxembourg — Luxemburg	17	73	21	111	62	138	22	222
Namur — Namen	22	85	29	136	95	197	32	324
Royaume — Rijk	545	1.168	679	2.392	3.265	6.729	1.050	11.044
Adoptables — Aanneembare								
Anvers — Antwerpen	25	19	27	71	202	202	39	443
Brabant — Brabant	91	76	83	250	588	557	195	1.340
Flandre Occid. — West-Vlaanderen .	20	17	35	72	119	93	88	300
Flandre Orientale — Oost-Vlaanderen	24	17	22	63	179	138	40	357
Hainaut — Henegouwen	141	135	119	395	499	655	165	1.319
Liège — Luik	87	97	71	255	368	470	114	952
Limbourg — Limburg	9	17	11	37	86	125	21	232
Luxembourg — Luxemburg	8	20	13	41	33	42	18	93
Namur — Namen	19	30	19	68	72	96	21	189
Royaume — Rijk	424	428	400	1.252	2.146	2.378	701	5.225
Total général — Algemeen totaal	3.266	2.830	2.680	8.776	13.491	13.362	4.036	30.889

LAGERE SCHOLEN

1 October 1948

LAGER ONDERWIJS — STATISTIEK

Nombre des élèves			Répartition des élèves — Indeling der leerlingen						Comparaisons des situations au	
Aantal leerlingen			3 premiers degrés - Eerste 3 graden			4me degré — 4e graad			Vergelijking der standen op	
G. - J.	F. - M.	Total — Totaal	G. - J.	G. + F. — J. + M.	Total — Totaal	G. - J.	G. + F. — J. + M.	Total — Totaal	1-10-1948	1-10-1947
41.186	14.928	56.114	35.637	12.472	48.109	5.549	2.456	8.005		
44.255	26.721	70.976	39.351	23.299	62.650	4.904	3.422	8.326		
21.460	4.096	25.556	18.375	3.445	21.820	3.085	651	3.736		
30.511	7.070	37.581	25.921	5.918	31.839	4.590	1.152	5.742		
30.057	25.012	55.069	28.427	23.225	51.652	1.630	1.787	3.417		
25.740	22.933	48.663	25.044	21.283	46.327	696	1.640	2.336		
8.696	3.054	11.750	7.918	2.707	10.625	778	347	1.125		
7.880	6.053	13.933	7.548	5.742	13.290	332	311	643		
10.026	7.985	18.011	9.640	7.317	16.957	386	668	1.054		
219.811	117.842	337.653	197.861	105.408	303.269	21.950	12.434	34.384	337.653	344.941
17.565	44.329	61.894	15.126	36.163	51.289	2.439	8.166	10.605		
5.621	23.011	28.632	5.137	18.864	24.001	484	4.147	4.631		
31.634	45.122	76.756	26.206	37.437	63.643	5.327	7.786	13.113		
22.654	46.092	68.746	19.175	37.822	56.997	3.479	8.270	11.749		
1.572	3.693	5.265	1.425	3.273	4.698	147	420	567		
613	2.122	2.735	569	1.854	2.423	44	268	312		
21.019	25.666	46.685	18.462	21.237	39.799	2.557	4.329	6.886		
1.877	3.474	5.351	1.597	3.026	4.623	280	448	728		
2.962	5.103	8.065	2.535	4.387	6.922	427	716	1.134		
105.517	198.612	304.129	90.232	164.163	254.395	15.184	34.550	49.734	304.129	298.088
6.331	6.203	12.534	5.669	5.377	11.046	662	826	1.488		
16.666	16.432	33.098	14.555	13.903	28.458	2.111	2.529	4.640		
4.347	4.004	8.351	3.737	3.487	7.224	610	517	1.127		
5.108	4.069	9.777	5.008	3.449	8.457	700	620	1.320		
13.795	18.458	32.253	12.767	15.885	28.652	1.028	2.573	3.601		
10.994	13.203	24.197	10.238	11.343	21.581	756	1.860	2.616		
2.819	3.814	6.633	2.525	3.285	5.810	294	529	823		
933	1.231	2.164	746	1.089	1.835	187	142	329		
1.927	2.662	4.589	1.692	2.461	4.153	235	201	436		
63.250	70.076	133.596	56.937	60.279	117.216	6.583	9.797	16.380	133.596	137.892
388.848	386.530	775.378	345.030	329.850	674.880	43.717	56.781	100.498	775.378	780.921

(36)

**ELEVES NORMAUX, ELEVES RETARDES, ELEVES AVANCES, PAR ANNEE D'ETUDES
DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, AU 31-12-47**

**NORMALE LEERLINGEN, TEN ACHTEREN ZIJNDE LEERLINGEN, VOORUITZIJNDE LEERLINGEN,
PER STUDIEJAAR IN HET LAGER ONDERWIJS OP 31-12-47.**

Année d'études — Studiejaar	Elèves normaux c.-à-d. d'âge normal Normale leerlin- gen, d.w.z. van normale leeftijd	Elèves retardés de — Ten achter met			Elèves avancés — Vooruit	Taux — Totalen
		1 an — 1 jaar	2 ans — 2 jaren	3 ans et plus — 3 jaren en meer		
Age - Leeftijd						
1 ^e - 6 ans - 6 jaar	85.120 = 70 %	20.305	5.718	4.567	5.818	121.528
2 ^e - 7 ans - 7 jaar	73.387 = 64 %	24.238	8.581	5.882	3.041	115.129
3 ^e - 8 ans - 8 jaar	71.997 = 60 %	27.215	10.145	7.673	3.502	120.532
4 ^e - 9 ans - 9 jaar	65.043 = 56 %	26.798	11.604	8.137	3.719	115.301
5 ^e - 10 ans - 10 jaar	57.769 = 54 %	25.828	13.038	7.072	3.572	107.289
6 ^e - 11 ans - 11 jaar	51.535 = 53 %	25.040	14.720	3.048	3.337	97.680
7 ^e - 12 ans - 12 jaar	36.309 = 58 %	19.232	3.971	462	2.119	62.093
8 ^e - 13 ans - 13 jaar	28.110 = 75 %	6.491	1.077	394	1.553	37.625
Totaux - Totalen	469.570 = 60,4%	175.147 = 22,5%	68.854 = 8,8%	37.235 = 4,8%	26.671 = 3,5%	777.177

(37)

[N° 66]

Section III

Enseignement normal

Sectie III

Normaalonderwijs

SECTION III

ENSEIGNEMENT NORMAL : 127.714.000 FR.

L'enseignement normal n'absorbe que 2,6 % du budget.

De cette somme de près de 128 millions, 87 % sont consacrés aux rémunérations des services permanents.

Par exemple, environ 33 millions servent à liquider les subsides-traitements — voir chiffres exacts page 106 du budget —

de l'enseignement normal provincial : 4.200.000 fr.; de l'enseignement normal communal : 4.000.000 fr.; et de l'enseignement normal privé : 25.175.000 fr.

Ces chiffres sont approximatifs.

Quant aux écoles normales de l'Etat, aux sections normales moyennes, aux sections normales gardiennes et aux écoles d'application, elles ont besoin d'un crédit global de 72 millions pour faire face aux rétributions de leurs agents définitifs, depuis la révision des barèmes.

En Commission.

Lors de la discussion, l'an dernier, du budget de l'instruction publique, un membre de la Commission avait parlé de la situation du personnel enseignant laïc des écoles normales privées.

Il est revenu à la charge cette année.

Il a expliqué qu'avant 1912, il n'était pas question de traitements ni de pension pour le personnel en cause.

Après 1912, la pension fut accordée.

Au lendemain de la guerre 1914-18, on décida, paraît-il, de porter à égalité les traitements des professeurs laïcs de l'enseignement normal agréé et ceux du personnel des écoles de l'Etat.

Cependant, on continue à payer aux premiers le traitement de l'instituteur.

Quelle solution propose notre collègue ? Le même traitement pour les professeurs laïcs de l'enseignement normal privé que pour les professeurs de l'enseignement normal de l'Etat. Quant aux professeurs religieux, il leur serait servi la moitié de ces traitements. D'autre part, les conditions de diplôme auxquelles doivent satisfaire les professeurs des écoles normales de l'Etat devraient être imposées aux professeurs de l'enseignement libre. Notre collègue rappelle, pour appuyer ses vues, que la Commission nationale scolaire instituée en 1945 par le Gouvernement avait une section de l'enseignement normal, présidée par M. l'inspecteur Slock, et cette section avait marqué son accord sur l'égalité des traitements ainsi conçue. Notons que c'est la seule section qui ait déposé son rapport si nous sommes bien renseignés.

Un autre membre de la Commission estime que la situation actuelle est injuste, mais qu'elle ne pourrait être changée que par une législation nouvelle ou par une modification de l'arrêté royal, la question des subventions de l'Etat à l'enseignement privé revêtant, ainsi que chacun le sait, un aspect politique.

SECTIE III.

NORMAALONDERWIJS : FR. 127.714.000

Het normaalonderwijs neemt slechts 2,6 % van de begroting in beslag.

Van deze som van nagenoeg 128 miljoen wordt 87 % besteed aan de bezoldiging van de vaste diensten.

Zo bijvoorbeeld is ongeveer 33 miljoen bestemd voor de uitkering van weddetoelagen — zie juiste cijfers blz. 106 van de begroting :

in het provinciaal normaalonderwijs	fr. 4.200.000
in het gemeentelijk normaalonderwijs	4.000.000
en in het privaat normaalonderwijs	25.175.000

Dit zijn afgeronde cijfers.

Wat de rijksnormalscholen, het middelbaar normaalonderwijs, het normaalonderwijs voor bewaarscholen en de oefenscholen betreft, deze hebben, sedert de herziening van de weddeschalens, een globaal krediet van 72 miljoen frank nodig voor de bezoldiging van hun vast personeel.

In de Commissie.

Bij de bespreking van verleden jaar over de begroting van Openbaar Onderwijs had een commissielid het over de toestand van het onderwijzend lekpersoneel in private normaalscholen.

Hij is er dit jaar weer op terug gekomen.

Hij betoogde, dat er vóór 1912 geen sprake was van wedde of pensioen voor het betrokken personeel.

Na 1912 werd er een pensioen verleend.

Even na de oorlog 1914-1918 werd, naar het schijnt, beslist dat de wedde van de lekeleraars in het aangenoem normaalonderwijs gelijk zou gesteld worden met die van het personeel in de rijksnormalscholen.

Toch wordt nog steeds aan eerstgenoemden de wedde van onderwijzer betaald.

Welke oplossing stelt onze collega voor ? Voor de lekeleraars in het privaat normaalonderwijs, dezelfde wedden als voor de leraren in rijksnormalscholen. De geestelijke leraren zouden de helft van deze wedde ontvangen. Voorts zouden de diploma vereisten, waaraan de leraren in het rijksnormaalonderwijs moeten voldoen, ook moeten gesteld worden aan de leraren in het vrij normaalonderwijs. Onze collega brengt, ter staving van zijn zienswijze, in herinnering dat de in 1945 van regeringszijde ingestelde nationale schoolcommissie een afdeling voor normaalonderwijs had, onder het voorzitterschap van de heer inspecteur Slock, en dat deze afdeling zich akkoord verklaard heeft over de aldus opgevattte weddegelijkheid. Wij wijzen er op, dat deze afdeling de enige is, die verslag heeft uitgebracht, als wij het ten minste goed voor hebben.

Een ander lid van de Commissie oordeelt, dat de tegenwoordige toestand onbillijk is, maar dat hij slechts door een nieuwe wetgeving of door een wijziging van het koninklijk besluit kan veranderd worden, daar de kwestie van de staatstoelagen aan het vrij onderwijs, zoals elkeen weet, een politiek karakter vertoont.

STATISTIQUE — STATISTIEK**Situation au 1-12-48 — Toestand per 1-12-48****ENSEIGNEMENT NORMAL — NORMAAL ONDERWIJS**

Nature des établissements — <i>Soort van inrichtingen</i>	Enseignement		Enseignement		Enseignement	
	<i>Onderwijs</i> normal	<i>gardien</i>	<i>Onderwijs</i> normal	<i>prim.</i>	<i>Onderwijs</i> normal	<i>moyen</i>
	<i>Normaal</i>	<i>Froebel</i>	<i>Normaal</i>	<i>Lager</i>	<i>Normaal</i>	<i>Middelb.</i>
	Nombre d'écoles — <i>Aantal scholen</i>	Population — <i>Bevolking</i>	Nombre d'écoles — <i>Aantal scholen</i>	Population — <i>Bevolking</i>	Nombre d'écoles — <i>Aantal scholen</i>	Population — <i>Bevolking</i>
Et. de l'Etat — Rijksscholen	7	216	16	1.220	9	392
Et. des Provinces — Provinciescholen	1	33	5	427	—	—
Et. des Communes — Gemeentescholen	3	75	7	745	3	148
Total — Totaal	11	324	28	2.392	12	540
Libres — Vrije	27	899	53	6.068	22	702
Total général — Algemeen totaal	38	1.223	81	8.460	34	1.242

Extrait du Bulletin des questions et réponses parlementaires du 26-10-1948, pages 1.276 et 1.277.
Uittreksel uit het Bulletin der parlementaire vragen en antwoorden dd. 26-10-1948, blz. 1.276 en 1.277.

Voici une statistique plus détaillée, compte on tenu de l'enseignement normal frœbelien.
Ziehier een uitvoeriger statistiek, zonder rekening te houden met het frœbel-normaalonderwijs.

A. — ENSEIGNEMENT NORMAL DE L'ETAT
A. — RIJKSNORMAALONDERWIJS

Enseignement normal primaire

Lager normaalonderwijs

Ecole pour instituteurs — *Scholen voor onderwijzers*

9.

1. Blankenberge	avec 101 élèves met leerlingen	
2. Couvin	" 47 "	
3. Gand — Gent	" 71 "	
4. Huy — Hoei	" 48 "	
5. Lierre — Lier	" 93 "	
6. Mons — Bergen	" 76 "	
7. Nivelles — Nijvel	" 48 "	
8. Verviers	" 81 "	
9. Virton	" 67 "	
—		
	632	

Ecole pour institutrices. — *Scholen voor onderwijzeressen*

7.

1. Andenne	avec 83 élèves met leerlingen	
2. Arlon	" 38 "	
3. Bruges — Brugge	" 77 "	
4. Bruxelles (Forest) — Brussel (Vorst)	" 114 "	
5. Bruxelles II — Brussel II	" 138 "	
6. Liège — Luik	" 73 "	
7. Tournai — Doornik	" 55 "	
—		

Enseignement normal moyen

Middelbaar normaalonderwijs

Ecole pour régents. — *Scholen voor regenten*

4.

1. Lierre — Lier	avec 63 élèves met leerlingen	
2. Gand — Gent	" 51 "	
3. Mons — Bergen	" 30 "	
4. Nivelles — Nijvel	" 46 "	
—		190

Ecole pour régentes. — *School voor regentessen*

5.

1. Bruges — Brugge	avec 43 élèves met leerlingen	
2. Bruxelles (Forest) — Brussel (Vorst)	" 47 "	
3. Bruxelles (2e district) — Brussel (2e district)	" 36 "	
4. Liège — Luik	" 54 "	
5. Tournai — Doornik	" 22 "	
—		202

Coût de l'enseignement normal de l'Etat,
y compris le frœbelien :
57.238.882 fr.

Kosten van het Rijksnormaalonderwijs,
met inbegrip van het frœbelonderwijs :
57.238.882 fr.

(Les traitements étant ceux du barème de 1946.)

(De wedden zijn die van de schaal 1946.)

B. — ENSEIGNEMENT NORMAL PRIVE
53 écoles - 6.068 élèves

17 écoles normales privées agréées d'instituteurs
avec 2.419 élèves.

Alsemberg	118
Anvers — <i>Antwerpen</i> . .	137
Arlon	105
Bokrijk	57
Br.-le-Comte — 's Gravenbr. .	71
Bruxelles II (2 sections) .	44
Brussel II (2 afd.) . .	+275

36 écoles normales privées agréées d'institutrices
avec 3.649 élèves.

Bastogne — <i>Bastenak.</i> .	81	Celles	53
Berchem	228	Champion	61
Blégny	51	Diest	78
Borgloon	94	Eekloo	95
Brugelette	28	Gand — <i>Gent</i> . . .	136
Bruges — <i>Brugge</i> . .	96	Gosselies	61
Bruxelles (r. de Ligne) Brussel (de Lignestr.) .	80	Gijzegem	116
Bruxelles II ^e district (2 sections)	43	Hasselt	145
Brussel II ^e district +91 (2 afdelingen) . . .	53	Herenthals	54
		Heverlee (2 sections) .	70
		2 afdelingen	+249

Subvention de l'Etat en 1947 : 22.098.417 fr.
non compris les subs-traitements payés au personnel
des écoles d'application.

ENSEIGNEMENT NORMAL MOYEN PRIVE

697 élèves: 134 d'éc. de régents; 563 d'éc. de régentes

4 écoles de régents — 4 scholen van regenten :
20 écoles de régentes — 20 scholen van regentes :

Bastogne (fermée)	Nivelles — <i>Nijvel</i> . .	27
<i>Bastenaken</i> . . (gesloten)	Pecq (fermée)	
Bruxelles — <i>Brussel</i> . .	Ramegnies-Chin . .	24
Champion	Berchem	47
Liège — <i>Luijk</i> . . .	Bruges — <i>Brugge</i> . .	82
Loverval	Eekloo	22
Namur — <i>Namen</i> . . .		
	Total : 134 élèves-régents.	
	Totaal : 134 leerlingen-regenten.	

B. — PRIVAAT NORMAALONDERWIJS
53 scholen - 6.068 leerlingen

17 erkende private normaalscholen voor onderwijzers
met 2.419 leerlingen.

Carlsbourg	81	Oostakker	181
Louvain — <i>Leuven</i> . . .	55	St-Nicolas — <i>St-Niklaas</i> . .	177
Malonne	62	Thuin	48
Malines — <i>Mechelen</i> . . .	176	Tirlemont — <i>Tienen</i> . . .	161
Mechelen a/m	252	Torhout	336
		Zwijnaarde	83

36 erkende private normaalscholen voor onderwijzeressen
met 3.649 leerlingen

Hoegaarde (2 sect.) .	35 + 45	Pesches	75
Huy — <i>Hoei</i>	50	Renaix — <i>Ronse</i> . .	66
Kain	59	<i>St-Amandsberg</i> . . .	145
Leuze	44	St-Nicolas — <i>Sint-Niklaas</i> . . .	125
Louvain — <i>Leuven</i> . . .	79		
Liège — <i>Luijk</i>	99	Tielt	204
Nivelles — <i>Nijvel</i> . . .	80	Turnhout	99
Wavre N.-D. (2 sections) — <i>O. L. V.</i> + <i>Waver</i> (2 afd.) . .	113	Virton	63
Pecq	45	Vorselaar	146
		Wijnegem	139

Toelagen van de Staat in 1947 : 22.098.417 fr.
zonder inbegrip van de subs-wedden, aan het personeel
der oefenscholen betaald.

PRIVAAAT MIDDELBAAR NORMAALONDERWIJS

697 leerlingen : 134 sch. regent; 563 sch. regentes

4 écoles de régents — 4 scholen van regenten :
20 écoles de régentes — 20 scholen van regentes :

Gand — <i>Gent</i>	10	Wavre N.-D. (2 sections) — <i>O. L. V.</i> + <i>Waver</i> (2 afd.) . .	42
Heverlee (2 sections) .	54		
(2 afd.)		Saint-Nicolas — <i>Sint-Niklaas</i>	24
Landen	18		
Louvain (2 sections) .		Tielt	31
— <i>Leuven</i> (2 afd.) . .	32	Turnhout	31
		Total : 563 élèves-régentes.	
		Totaal : 563 leerlingen-regentessen.	

49

(43)

[Nº 66]

Section IV

Enseignement moyen

Sectie IV

Middelbaar onderwijs

SECTION IV

ENSEIGNEMENT MOYEN : FR. 924.030.000

Cet enseignement va absorber 19,5 % du budget de 1949.

La majoration très sensible des crédits par rapport à 1948 — elle est de 135 millions environ — est expliquée — pages 121 et 122 du budget — avec clarté et assez largement pour que le rapporteur puisse se dispenser de répéter, ici, la justification donnée par le Département.

Il se borne à indiquer les trois raisons invoquées :

- 1° L'extension de l'enseignement moyen de l'Etat;
- 2° Revision de tous les barèmes du personnel enseignant, à partir du 1-9-1947;
- 3° Mise en application progressive des décisions prises par la Commission de Réforme de l'enseignement moyen, ainsi que du nouveau plan d'études dans les sections préparatoires.

Que l'on se rende compte de ce que 86,5 % des dépenses afférentes à l'enseignement moyen servent à rémunérer les services permanents.

Remarques.

On trouvera plus loin des tableaux statistiques relatifs à l'enseignement moyen, tableaux dressés suivant les données que fournit le Bureau des Statistiques de la Fondation universitaire.

Mais le rapporteur croit qu'il convient, au seuil de cette partie du rapport, de mettre en relief certaines constatations. Dans le rapport de la Fondation universitaire pour 1947, on a, pour la première fois, englobé, dans les populations de l'enseignement moyen, celles de l'enseignement moyen du degré inférieur, de sorte que les chiffres visent absolument tout l'enseignement moyen du pays, l'officiel, le libre, la population masculine et la population féminine qui alimentent cet enseignement.

La comparaison entre les chiffres relatifs aux années scolaires 1946-47 d'une part et 1947-48 d'autre part est donc intéressante.

Voici les constatations annoncées :

- 1) En 1946-47 population de l'enseignement moyen officiel : 47.135; de l'enseignement libre : 53.324, En 1947-48 population de l'enseignement moyen officiel: 46.830; de l'enseignement libre: 65.918.

Il y avait donc 305 élèves de moins dans l'enseignement moyen officiel et 12.594 de plus dans l'enseignement libre.

SECTIE IV

MIDDELBAAR ONDERWIJS : FR. 924.030.000

Dit onderwijs zal 19,5 % van de begroting van 1949 voor zich nemen.

De zeer merkelijke verhoging van de kredieten ten opzichte van 1948 — ongeveer 135 miljoen — wordt — blz. 121 en 122 van de begroting — duidelijk en breedvoerig genoeg verklaard zodat de verslaggever kan nalaten de door het Departement gegeven verantwoording hier te herhalen.

Hij bepaalt er zich toe hier de drie aangevoerde redenen te vermelden :

1° de uitbreiding van het rijksmiddelbaar onderwijs ;

2° Herziening van al de weddeschalen van het onderwijszend personeel met ingang van 1-9-1947 ;

3° geleidelijk in toepassing brengen van de beslissingen van de Commissie voor de hervorming van het middelbaar onderwijs, alsmede van het nieuwe leerplan in de voorbereidende afdelingen.

Men zij er zich van bewust dat 86,5 % van de uitgaven betreffende het middelbaar onderwijs dienen tot het bezoldigen van de vaste diensten.

Opmerkingen.

Verder vindt men de statistische tabellen betreffende het middelbaar onderwijs, opgemaakt volgens de gegevens die door het Bureau voor de statistiek van de Universitaire stichting geleverd worden.

Maar de verslaggever meent, dat, bij het begin van dit gedeelte van het verslag, sommige bevindingen in het licht moeten gesteld worden. In het verslag van de Universitaire stichting voor 1947, heeft men voor de eerste maal in de bevolking van het middelbaar onderwijs die van het middelbaar onderwijs van de lagere graad omvat, zodat de cijfers volstrekt op het gehele middelbaar onderwijs van het land slaan, het officieel, het vrije, de jongensbevolking, de meisjesbevolking, die dit onderwijs volgen.

De vergelijking tussen de cijfers betreffende de schooljaren 1946-1947, eensdeels, en 1947-1948, anderdeels, is dus belangstelling waard.

Ziehier de bevindingen waarvan sprake :

1° in 1946, bevolking van het officieel middelbaar onderwijs: 47.135; van het vrij onderwijs: 53.324 ; in 1947-1948 bevolking van het officieel middelbaar onderwijs : 46.830 ; van het vrij onderwijs : 65.918.

Er waren dus 305 leerlingen minder in het officieel middelbaar onderwijs en 12.594 meer in het vrij onderwijs.

2) La répartition des élèves selon le sexe est la suivante:

2º De verdeling van de leerlingen volgens het geslacht doet zich voor als volgt :

	GARÇONS — JONGENS		FILLES — MEISJES	
	Année — Jaar 1946-1947	Année — Jaar 1947-1948	Année — Jaar 1946-1947	Année — Jaar 1947-1948
Cycle inférieur — <i>Lagere cyclus</i> . . .	54.173	57.436	17.738	26.990
Cycle supérieur — <i>Hogere cyclus</i> . . .	22.900	22.316	5.638	6.006
	77.083	79.752	23.376	32.996

S'il est donc vrai que l'enseignement moyen belge avait, durant l'année scolaire passée, 2.669 garçons de plus que l'année précédente, 9.620 jeunes filles de plus qu'en 1946-47 fréquentaient cet enseignement.

3) Si l'on envisage la répartition au point de vue linguistique, voici à quoi on arrive :

Is het dus waar dat het Belgisch middelbaar onderwijs, gedurende het voorbije schooljaar, 2.669 jongens meer telde dan het vorig jaar, dan waren er in dit onderwijs 9.620 meisjes meer dan in 1946-1947.

3º Beschouwt men de verdeling in taalopzicht, dan komt men tot het volgende :

Année scolaire — Schooljaar	Elèves d'expression franç. — Franstalige leerlingen	Elèves d'expression flam. — Vlaamstalige leerlingen	TOTALS — TOTALEN	
			TOTALS — TOTALEN	TOTALS — TOTALEN
1946-1947	55.182	45.277	100.459	
1947-1948	58.818	53.930	112.748	
Donc augm. de 3636 <i>Dus verhoging met 3636</i>		Augmentation de 8653 <i>Verhoging met 8653</i>		Augm. de 12.289 unités <i>Verhoging met 12.289 eenh.</i>

Ainsi, dans l'accroissement global de la population de l'enseignement moyen, accroissement qui est de 12.289 unités, les élèves flamands entrent pour 70 %, les Wallons pour 30 %.

4) Le nombre d'établissements de l'enseignement moyen était :

en 1946-47 : enseignement officiel : 218
enseignement libre : 229

447

en 1947-48 : enseignement officiel : 230
enseignement libre : 440

670

Compte tenu de ce que certains établissements n'avaient pas répondu au questionnaire de la Fondation universitaire au moment où celle-ci dressait ses tableaux.

Dus, in de globale toeneming van de bevolking van het middelbaar onderwijs, verhoging die 12.289 eenheden beloopt, komen de Vlaamse leerlingen voor 70 %, de Waalse voor 30 % in aanmerking.

4º Het aantal inrichtingen van het middelbaar onderwijs beliep :

in 1946-1947 Officieel onderwijs : 218
Vrij onderwijs : 229

447

in 1947-1948 Officieel onderwijs : 230
Vrij onderwijs : 440

670

in aanmerking genomen dat sommige inrichtingen op de vragenlijst van de Universitaire Stichting niet geantwoord hadden op het tijdstip dat deze haar tabellen opmaakte.

POPULATIONS DE L'ENSEIGNEMENT MOYEN BELGE
 (l'officiel, le libre, garçons et filles)
BEVOLKING VAN HET BELGISCH MIDDELBAAR ONDERWIJS
 (Officieel, vrij, jongens en meisjes)

	Année 1946-47 — <i>Jaar 1946-47</i>	Année 1947-48 — <i>Jaar 1947-48</i>	Déchets par rapport à la 6 ^e année <i>Afval in verhouding tot het 6^e jaar</i>	
			Année 1946-47 — <i>Jaar 1946-47</i>	Année 1947-48 — <i>Jaar 1947-48</i>
En 6 ^e année — <i>In 6^e jaar</i> . . .	30.221	35.592	—	—
En 5 ^e année — <i>In 5^e jaar</i> . . .	24.059	27.525	20 %	23 %
En 4 ^e année — <i>In 4^e jaar</i> . . .	17.631	21.309	43 %	40 %
En 3 ^e année — <i>In 3^e jaar</i> . . .	12.216	11.401	60 %	68 %
En 2 ^e année — <i>In 2^e jaar</i> . . .	8.736	9.086	72 %	75 %
En 1 ^{re} année — <i>In 1^e jaar</i> . . .	7.596	7.835	75 %	78 %
	100.459	112.748		

En Commission.

Pour la deuxième fois, un commissaire insiste pour qu'il soit porté, à nouveau, à la connaissance du Ministre de l'Instruction Publique, que les **cours de morale** devraient être réservés aux diplômés de philosophie section A.

D'autre part, la situation des **licenciés en géographie** devrait être revalorisée. C'est le seul moyen que l'on ait d'augmenter le nombre de licenciés en cette branche et de voir, par conséquent, les **cours de géographie** enseignés par les spécialistes, par des géographes.

Une heure de géographie par semaine dans chaque classe de l'enseignement moyen, c'est vraiment peu de chose et cela ne paraît pas du tout en rapport avec l'importance de cette science, importance qui devient, un peu plus chaque jour, évidente pour tous ceux qui s'intéressent aux événements européens et aux difficultés qui surgissent à la surface du monde.

Inspection des travaux féminins.

Le rapporteur attire l'attention sur la situation des deux inspectrices des travaux féminins dans l'enseignement moyen.

In de Commissie.

Voor de tweede maal dringt een commissielid er op aan dat nogmaals ter kennis van de Minister van Openbaar Onderwijs worde gebracht dat de cursussen in de zedenleer de gediplomeerden in de wijsbegeerde sectie A zouden moeten voorbehouden worden.

Anderzijds zou de toestand van de *licenciaten in de aardrijkskunde* moeten herwaardeerd worden. Dit is het enige middel waarover men beschikt om het aantal licenciaten in dit vak te verhogen en de lessen in de aardrijkskunde door specialisten, door aardrijkskundigen, te laten onderwijzen.

Een uur aardrijkskunde per week, in elke klas van het middelbaar onderwijs, is werkelijk maar weinig en dat blijkt volstrekt niet in verhouding met het belang van die wetenschap, belang dat, elke dag wat meer, duidelijk wordt voor al wie in de Europese gebeurtenissen en in de moeilijkheden, die op de aardbol ontstaan, belang stelt.

Inspectie der vrouwelijke handwerken.

De verslaggever vestigt de aandacht op de toestand van de twee inspectrices bij het middelbaar onderwijs.

Le cas est simple et réside en ceci: alors qu'il y a 25 inspectrices des travaux féminins dans l'enseignement primaire — une par principalat — il n'y en a que deux pour tout l'enseignement moyen de l'Etat, une par région linguistique.

Leurs consœurs doivent avoir le diplôme d'institutrice primaire et celui d'inspectrice des travaux féminins, mais les deux personnes en cause doivent être régentes de culture générale, régentes d'économie domestique et régentes d'ouvrages manuels.

Les premières inspectent les écoles primaires de leurs ressorts respectifs.

Les secondes inspectent les sections préparatoires des écoles moyennes, les écoles d'application des écoles normales, les institutions d'enseignement secondaire et d'enseignement normal, ainsi que les cours normaux temporaires, pour l'économie domestique et les ouvrages manuels.

Comment se fait-il que les deux inspectrices visées aient été classées dans la catégorie des inspecteurs cantonaux de l'enseignement primaire depuis 1946, alors qu'avant cette époque elles étaient considérées à l'égal des inspecteurs principaux?

Personne ne s'explique et n'excuse cette grave erreur. Aussi la Commission est-elle unanime à appuyer le reclassement des deux inspectrices en cause. Elles doivent être placées sur le même pied que les inspecteurs de l'enseignement moyen du degré inférieur.

La Commission a l'agrément de constater que le Département marque son accord sur ce point.

La réforme de l'enseignement moyen.

Au sujet des déchets dans l'enseignement, déchets qu'a signalés le rapporteur pour ce qui concerne l'enseignement moyen, le Département, par la voix autorisée de M. le Secrétaire général, fait part de ce que le nombre de retardés pédagogiques, retardés d'un an ou de deux ans est, dans l'enseignement primaire, plus impressionnant qu'on ne le croirait. La statistique fournie en fait foi. (Voir section II : Enseignement primaire.)

Il y a tout lieu de croire que la réforme de l'enseignement moyen améliorera la situation, notamment l'emploi intensif de la méthode active, dès à présent, en 6e.

On sait qu'en France, la méthode Decrolienne des centres d'intérêt est employée en 6e, 5e et 4e années de l'enseignement secondaire, notamment à Sèvres. On sait que le lycée de Sèvres constitue un centre international d'études pédagogiques. Il fonctionne dans les locaux de l'ancienne école normale supérieure de jeunes filles qui a émigré à Paris. Le centre est dirigé — pour gouverne —

Hetgeval is eenvoudig en ligt hierin: terwijl er 25 inspectrices voor vrouwelijke handwerken in het lager onderwijs zijn — één per hoofdschoolgebied — zijn er slechts twee voor het ganse rijksmiddelbaar onderwijs, één per taalgebied.

Haar collega's moeten het diploma van onderwijzeres lager onderwijs en dat van inspectrice vrouwelijke handwerken bezitten, maar de twee personen waarover het gaat, moeten regentes algemene ontwikkeling, regentes huishoudkunde en regentes handwerk zijn.

De eerstvermelden inspecteren de lagere scholen van haar onderscheidenlijke dienstkringen.

De laatstbedoelde inspecteren de voorbereidende afdelingen van de middelbare scholen, van de oefenscholen der normalscholen, van de instellingen voor middelbaar onderwijs en normaalonderwijs, alsmede de tijdelijke normaalcursussen in de huishoudkunde en handwerken.

Hoe komt het dat de twee bedoelde inspectrices sedert 1946 in de categorie der kantonnale opzieners van het lager onderwijs gerangschikt zijn, daar waar zij vóór die tijd als de gelijken van de hoofdopzieners beschouwd werden?

Niemand begrijpt noch verontschuldigt die grove dwaling. De Commissie is dan ook eensgezind om de herklassering van de twee betrokken inspectrices te steunen. Zij moeten op dezelfde voet geplaatst worden als de inspecteurs van het middelbaar onderwijs graad.

De Commissie heeft het genoegen vast te stellen dat het Departement over dit punt zijn akkoord betuigt.

De hervorming van het Middelbaar Onderwijs.

Betreffende de achterblijvers in het onderwijs, achterblijvers waarop door de verslaggever wordt gewezen, wat het middelbaar onderwijs betreft, deelt het Departement, door de gezaghebbende stem van de h. secretaris-generaal mede, dat het aantal paedagogisch ten achter blijvenden — met één jaar of twee jaar ten achter blijvende leerlingen — in het lager onderwijs nog indrukwekkender is dan men zou denken. Dit blijkt uit de verstrekte statistiek. (Zie sectie II : lager onderwijs).

Er mag gerust worden aangenomen dat de hervorming van het middelbaar onderwijs de toestand zal verbeteren, onder meer door de intensieve toepassing van de actieve methode in het 6^e studiejaar van nu af aan.

Het is bekend dat in Frankrijk de Decroly-methode van de belangstellingscentra in de 6^e, 5^e en 4^e jaren van het middelbaar onderwijs, nl. te Sèvres wordt toegepast. Als bekend, is het lyceum van Sèvres een internationaal centrum van paedagogische studiën. Het is ingericht in de lokalen van de oude hogere normalschool voor meisjes, die naar Parijs is overgebracht. Het centrum

par Mme Hattinguais, ancienne directrice du lycée d'Alger où elle dirigeait le travail de 150 professeurs et les études de 2.200 élèves. Ceci fait comprendre cela. Aussi, le 21-11-48, une équipe d'inspecteurs de l'enseignement moyen et de l'enseignement normal s'est-elle rendue à Sèvres, pour se rendre compte de l'esprit dans lequel fonctionne l'enseignement secondaire.

Au retour, les inspecteurs feront rapport au Ministre, et, en outre, feront connaître aux professeurs de l'enseignement moyen, les fruits de leurs observations.

Ce n'est pas là première fois, disons-le en passant, que la Commission regrette l'absence de stage pédagogique chez les professeurs de l'enseignement moyen belge. Ceux-ci n'acquièrent du métier qu'après des années de fonctions. Cela n'empêche qu'il faut rendre hommage aux centaines de professeurs de l'enseignement moyen qui se réunissent pour discuter la réforme de l'enseignement moyen et des méthodes actives.

Nouvelles écoles moyennes.

Il s'agit des écoles moyennes créées par l'Etat ou que l'Etat a reprises à d'autres pouvoirs publics.

Elles ont une population globale de 10.128 élèves.

En voici la liste et les populations respectives :

staat onder de leiding van Mme Hattinguais, gewezen directrice van het lyceum te Algiers, waar zij het werk van 150 leraars en de studies van 2.200 leerlingen onder haar leiding had. Het ene verklaart het andere. Op 21 November 1948 is er dan ook een groep opzieners van het middelbaar en het normaalonderwijs naar Sèvres afgereisd, om er zich rekenschap te geven van de geest waarin het middelbaar onderwijs daar werkt.

Bij hun terugkeer zullen die opzieners aan de Minister verslag uitbrengen en bovendien aan de leraars van het middelbaar onderwijs hun bevindingen mededelen.

Het is niet de eerste maal — dit zij terloops gezegd — dat de Commissie het gebrek aan een paedagogische stage der leraars van het Belgisch middelbaar onderwijs betreurt. Deze geraken slechts na jaren dienst in het vak ingewerkt. Wat niet belef dat hulde dient gebracht aan honderden leraars van het middelbaar onderwijs, die bijeenkomen om de hervorming van het middelbaar onderwijs en de actieve methodes te bespreken.

Nieuwe middelbare scholen.

Het betreft middelbare scholen, die de Staat heeft opgericht of van andere openbare besturen heeft overgenomen.

Zij hebben een globale bevolking van 10.128 leerlingen.

Ziehier de lijst en het aantal leerlingen :

ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT MOYEN CREEES DEPUIS LA LIBERATION

SEDERT DE BEVRIJDING OPGERICHTE INSTELLINGEN VAN MIDDELBAAR ONDERWIJS

	Population au 15-9-1948 <i>Bevolking op 15-9-1948</i>	
Créations 1945-1946 — Opgericht 1945-1946 :		
Comines — Komen	143	population après 3 ans <i>bevolking na 3 jaar</i>
Deinze	272	871, moyenne de — <i>gemiddeld</i>
Leopoldsburg	456	290.
Créations 1946-1947 — Opgericht 1946-1947 :		
Frasnes-lez-Buissenal	187	après 2 ans — <i>na 2 jaar</i>
Herentals	491	1.708, moyenne de — <i>gemiddeld</i>
Kapellen	475	341.
Torhout	223	
Zottegem	332	
Créations 1947-1948 — Opgericht 1947-1948 :		
Assche	626	après 1 an — <i>na 1 jaar</i>
Avelgem	434	3.206, moyenne de — <i>gemiddeld</i>
Bastogne — Bastenaken	129	291.
Borgloon	304	
Denderleeuw	364	
Genk	133	
Hoboken	132	
Laroche	144	
Mol	500	
Tielt	265	
Wetteren	175	
Créations 1948-1949 — Opgericht 1948-1949 :		
Bad-Honnef	200	2.496,
Bertrix	69	
Eghezée	74	
Enghien — Edingen	217	
Gedinne	50	
Geel	273	
Knokke	111	
Landen	120	
Nederbrakel	276	
Overij sche	170	
Overpelt	239	
Pont-à-Celles	99	
Saint-Georges	374	
Saint-Vith — Sankt-Vith	25	
Temsche	199	
Anc. écoles complémentaires — Gewezen M.U.L.O. scholen :		
Eupen	59	310, moyenne de — <i>gemiddeld</i>
Hombourg	57	78.
La Calamine — Kalmis	140	
Welkenraedt	54	
Reprises 1948-1949 — Overgenomen 1948-1949 :		
Anvers (f.) — Antwerpen (m.)	589	1.537, moyenne de — <i>gemiddeld</i>
Gand (f.) — Gent (m.)	346	512.
Uccle — Ukkel	602	
		<i>Totaal : 10.128 élèves.</i>
		<i>Totaal : 10.128 leerlingen.</i>

(50)

A ce propos, la Commission a entendu un exposé très intéressant de M. le Secrétaire général, précisant les conditions dans lesquelles se fait le choix des sièges de ces établissements. Le résultat est que, dans un rayon de 10 km., chaque enfant peut trouver une école d'enseignement moyen.

Un commissaire fait, à ce sujet, observer que le Parlement ayant pour tâches essentielles : 1°) l'examen et la discussion de la politique suivie par les divers ministres, et, 2°) l'étude et le vote des budgets, il est souhaitable que la Commission soit mise en possession des cartes grâce auxquelles M. le Secrétaire général a illustré son exposé. Ce souhait a été exaucé.

Transfert d'écoles primaires ou gardiennes à l'Etat.

Un autre commissaire voudrait voir figurer au rapport la liste des écoles reprises par l'Etat.

On a pu trouver dans le bulletin des questions et réponses parlementaires du 26 octobre 1948, la réponse à une question analogue posée par M. le Ministre d'Etat Heyman : Mais on trouvera ci-après tous les renseignements possibles à cet égard.

Dienaangaande heeft de Commissie een zeer belangwekkende uiteenzetting van de h. Secretaris-Generaal gehoord, over de voorwaarden waarin de zetel van di instellingen wordt gekozen. Het resultaat is dat elk kind binnen een kring van 10 km. een middelbare school kan vinden.

Een commissielid laat dienaangaande opmerken dat het Parlement als bijzonderste taak heeft : 1°) de politiek van de verschillende ministers te onderzoeken en te bespreken en 2°) de begrotingen te onderzoeken en er over te stemmen en dat het dus wenselijk is dat de Commissie inzage krijgt van de kaarten waarmee de h. Secretaris-generaal zijn uiteenzetting opgehelderd heeft. Op die wens werd ingegaan.

Overneming van lagere en bewaarscholen door de Staat.

Een ander commissielid verlangt in het verslag de lijst der door de Staat overgenomen scholen te vinden.

In het bulletin van Vragen en Antwoorden van 26 October 1948 komt een antwoord voor, op een soortgelijke vraag van de h. minister van State, Heyman. Hieronder worden echter alle mogelijke inlichtingen dienaangaande gegeven.

ÉCOLES PRIMAIRES ET CARDIENNES COMMUNALES REPRISÉES
Demandes formulées par délibérations des Conseils communaux intéressés.

OVERGENOMEN GEMEENTELIJKE LAGERE SCHOLEN EN BEWAARSCHOLEN
Aanvragen bij beslissing van de betrokken gemeenteraden.

	Etablissements Inrichting	Classes reprises Overgenomen klassen	Date de l'Arrêté	Date de la prise en cours
			Datum van Besluit	Ingangs-datum
S. A.—Ath. Af.	Bourg-Léopold — Leopoldsburg	écoles primaires communales du Centre pour garçons et pour filles <i>lagere gemeentescholen van het Centrum voor jongens en meisjes</i>	19-5-1948	1-1-1948
E. M. — M. S.	Pepinster	écoles primaires communales pour et pour filles — <i>lagere gemeentescholen voor jongens en meisjes</i>	19-5-1948	1-1-1948
E.M.g.—M.S.j.	Andenne	école primaire communale du Centre <i>lagere gemeenteschool v. h. Centrum</i>	19-5-1948	1-1-1948
E.M.f.—M.S.m.	Andenne	école gardienne commun. du Centre <i>gemeent. bewaarschool v.h. Centrum</i>	19-5-1948	1-1-1948
E. M. — M. S.	Looz — Borgloon	écoles prim. communales pour garçons et filles — école gardienne com. <i>lagere gemeentescholen v. jongens en meisjes — gem. bewaarschool</i>	19-5-1948	1-1-1948
E.M.g.—M.S.j.	Flobecq (g.)	école primaire comm. pour garçons <i>lagere gemeenteschool voor jongens</i>	20-8-1947	15-9-1947
E.M.f.—M.S.m.	Flobecq (f.)	école primaire commun. pour filles <i>lagere gemeenteschool voor meisjes</i>	20-8-1947	15-9-1947
S. A.—Ath. Af.	Grammont — Geeraardsbergen .	écoles primaires communales pour et pour filles — <i>lagere gemeentescholen voor jongens en meisjes</i>	20-8-1947	15-9-1947
E. M. — M. S.	La Roche	»	20-8-1947	15-9-1947
E. M. — M. S.	Avelgem	école primaire comm. pour garçons <i>lagere gemeenteschool voor jongens</i>	20-8-1947	15-9-1947
E. M. — M. S.	Frances-lez-Buissenal	»	20-8-1947	15-9-1947
E. M. — M. S.	Avelgem	écoles primaire et gardienne comm. pour filles — <i>gemeentelijke lagere en bewaarscholen voor meisjes</i>	14-7-1948	1-9-1948
E.M.f.—M.S.m.	Flobecq	école gardienne communale <i>gemeentelijke bewaarschool</i>	14-7-1948	1-9-1948
E.M. — M. S.	La-Roche-en-Ardenne	»	14-7-1948	1-9-1948
E.M. — M. S.	Vilvoorde — Vilvoorde	»	14-7-1948	1-9-1948
E. M. — M. S.	Saint-Georges-s/M	écoles primaires et gardiennes communales du hameau de Stockay <i>gemeent. lagere en bewaarscholen van het gehucht Stockay</i>	19-5-1948	1-9-1948

(52)

ECOLES GARDIENNES ADOPTABLES REPRISES

OVERGENOMEN AANNEEMBARE BEWAARSCHOLEN

Etablissements <i>Inrichting</i>	Date de l'arrêté <i>Datum van besluit</i>	Date de la prise en cours <i>Ingangsdatum</i>
E. M. — M. S. Herentals	19-5-1948	1-1-1948
E. M. — M. S. Menin — Menen	"	"
E. M. — M. S. Torhout	"	"
E. M. f. — M. S. m. Diest	"	"
E. M. f. — M. S. m. Hasselt	"	"
E. M. f. — M. S. m. Nieuport — Nieuwpoort . . .	"	"
E. M. f. — M. S. m. Dixmude — Diksmuide . . .	14-7-1948	1-9-1948
E. M. — M. S. Poperinge	"	"
E. M. — M. S. Saint-Trond — Sint-Truiden . .	31-7-1947	1-1-1948

SECTIONS GARDIENNES ET PREPARATOIRES CREEES**NIEUW GESTICHTÉ VOORBEREIDENDE EN BEWAARSCHOOLAFDELINGEN**

Etablissements — <i>Inrichting</i>	Sections créées — <i>Gestichté afdelingen</i>	Date de l'Arrêté — <i>Datum van Besluit</i>	Date de la prise en cours — <i>Ingangs- datum</i>
E. M. — M. S. Maldegem	section gardienne — bewaarschool	19-5-1948	1-1-1948
E. M. — M. S. Assche	section préparatoire complète voll. voorbereidende afdeling	20-8-1947	15-9-1947
E. M. — M. S. Bastogne — <i>Bastenaken</i>	"	20-8-1947	15-9-1947
E. M. — M. S. Denderleeuw	"	20-8-1947	15-9-1947
S. A.—Ath. Af. Genk	section gardienne — bewaarschool	20-8-1947	15-9-1947
E. M. — M. S. Looz — <i>Borgloon</i>	section préparatoire complète voll. voorbereidende afdeling	20-8-1947	15-9-1947
E. M. — M. S. Mol	" section gardienne — bewaarschool	20-8-1947	15-9-1947
E. M. — M. S. Tielt	section préparatoire complète voll. voorbereidende afdeling		
E. M. — M. S. Gilly	section gardienne — bewaarschool degré sup. filles — hogere graad meisjes.	20-8-1947	15-9-1947
E. M. — M. S. Hal — <i>Halle</i>	"	20-8-1947	15-9-1947
E. M. — M. S. Mouscron — <i>Moeskroen</i>	6e prép. filles — 6e voorb. meisjes	20-8-1947	15-9-1947
S. A.—Ath. Af. Binche	sec. froebelienne — <i>froebelafdeling</i>	20-8-1947	15-9-1947
E. M. — M. S. Aywaille	sec. préparatoire compl. filles volled. voorb. afdeling meisjes	14-7-1948	1-9-1948
E. M. — M. S. Wetteren	"	14-7-1948	1-9-1948
E.M.f.—M.S.m. Tongres — <i>Tongeren</i>	"	14-7-1948	1-9-1948
A.R.f.- K. At.m. Gand — <i>Gent</i>	section gardienne — bewaarschool	14-7-1948	1-9-1948
E. M. — M. S. Auderghem — <i>Oudergem</i>	6e ann. prépar. — 6e jaar voorb. classes 5e et 6e prép. (r. français) 5e en 6e klassen voorb. (<i>Frans reg.</i>)	14-7-1948	1-9-1948
E. M. — M. S. Assche	section gardienne — bewaarschool	14-7-1948	1-9-1948
E. M. — M. S. Bastogne — <i>Bastenaken</i>	"	14-7-1948	1-9-1948
E. M. — M. S. Denderleeuw	"	14-7-1948	1-9-1948
S. A.—Ath. Af. Deinze	"	14-7-1948	1-9-1948
E. M. — M. S. Frasnes-lez-Buissenal	"	14-7-1948	1-9-1948
S. A.—Ath. Af. Kapellen	"	14-7-1948	1-9-1948
E.M.f.—M.S.m. Saint-Trond — <i>Sint-Truiden</i>	section gardienne — bewaarschoolafd.	acc. Budg. inst. Begr. 23-10-1948	1-11-1948
E. M. — M. S. Geel	section prép. et section gardienne voorber. afd. en bewaarsch. afd.	6-3-1948	1-9-1948
E. M. — M. S. Overijssche	"	6-3-1948	1-9-1948
E. M. — M. S. Overpelt	"	6-3-1948	1-9-1948
E. M. — M. S. Tamise — <i>Temsche</i>	"	6-3-1948	1-9-1948
E. M. — M. S. Enghien — <i>Edingen</i>	"	6-3-1948	1-9-1948
A. R. — K. A. Bouillon	section prépar. — voorber. afd.	19-5-1948	15-9-1947
E. M. — M. S. Philippeville	sect. gardienne — bewaarsch. afd.	19-5-1948	15-9-1947

Services médico-sociaux.

Des services médico-sociaux devraient être, affirme un sénateur, installés dans tous les établissements d'enseignement moyen.

Le Département s'en rend évidemment compte.

A cette occasion, il est rappelé que l'inspection médicale, le service de surveillance médicale deviennent obligatoires pour les universités.

On fait remarquer qu'en 1921 déjà — si l'on peut dire — M. le Ministre Nolf voulait organiser une sérieuse inspection médicale scolaire, mais il se heurta aux exigences excessives des médecins.

M. Marteaux était animé des mêmes bonnes intentions quand il dirigeait le Département de la Santé Publique. Mais il ne put mener à bien la tâche envisagée.

Pour le moment, il semble impossible — tout au moins difficile — de trouver des médecins qui consentiraient à se préoccuper uniquement de la santé de 6 à 700 élèves d'une institution d'enseignement. C'est pourquoi le Département s'évertue à trouver des infirmières scolaires qui, dans un service full-time, soigneraient les élèves, et cela d'après les indications des médecins, dans la dizaine d'établissements choisis actuellement.

Cinéma scolaire.

Le Département a adressé à la Commission une invitation qui, pour être verbale, n'en était pas moins formelle, et qui a pour objet de permettre aux Membres de la Commission d'assister, dans une petite salle du Résidence Palace, à la projection de trois petits films :

Un 1^{er} film est relatif à l'Orientation professionnelle.

Un 2^{ème} porte pour titre : l'Arbre de la Liberté, et a pour but de montrer l'enseignement civique à l'école.

Le 3^{ème} est un documentaire sur l'Ecole Supérieure d'Agriculture de Gand.

Les Secrétaires-Economies dans l'enseignement moyen ont présenté, à un Commissaire, des revendications qu'il fait connaître à la Commission.

Le personnel des sections préparatoires envoie des délégations et du courrier aux membres de la commission, afin d'exposer le cas, la situation des instituteurs et institutrices en fonctions dans les sections et, d'autre part, la situation des régentes et régents chargés de fonctions enseignantes en section préparatoire.

Medisch-sociale diensten.

Een senator beweert dat in alle inrichtingen van middelbaar onderwijs medisch-sociale diensten zouden moeten bestaan.

Het Departement geeft zich hiervan natuurlijk rekening.

Bij deze gelegenheid wordt er aan herinnerd dat het geneeskundig toezicht en de dienst van het geneeskundig toezicht verplicht worden voor de universiteiten.

Men laat opmerken dat reeds in 1921 de h. Minister Nolf een ernstig geneeskundig schooltoezicht wilde instichten, doch op de overdreven eisen van de geneesheren stuitte.

De h. Marteaux was met dezelfde goede bedoelingen bezield toen hij aan het hoofd van het Departement van Volksgezondheid stond. Maar hij kon de voorgenomen taak niet tot een goed einde brengen.

Voor het ogenblik lijkt het onmogelijk of althans moeilijk geneesheren te vinden, die er in zouden toestemmen zich enkel met de gezondheid van 6 tot 700 leerlingen van een onderwijsinrichting bezig te houden. Daarom tracht het Departement schoolverpleegsters te vinden, die voltijds de leerlingen zouden verzorgen, zulks naar de richtlijnen van de geneesheer, in een tiental thans gekozen inrichtingen.

Schooldfilmen.

Het Departement heeft de Commissie mondeling maar niettemin uitdrukkelijk uitgenodigd om in een kleine zaal van het Residence Palace de vertoning van drie films bij te wonen.

De eerste film had betrekking op de voorlichting bij beroepskeuze.

De tweede is getiteld « Vrijheidsboom » en handelt over de burgerlijke opvoeding in de school.

De derde is een documentaire film over de landbouwhogeschool te Gent.

De secretarissen-huismeesters van het middelbaar onderwijs hebben aan een commissielid hun eisen uitgezet en deze heeft de Commissie er van op de hoogte gebracht.

Het personeel der voorbereidende afdelingen stuurt afvaardigingen en briefwisseling naar de commissieleden om het geval en de toestand van de onderwijzers en onderwijzeressen uit die afdelingen, en van de regenten en regentessen belast met het onderwijs in de voorbereidende afdelingen uiteen te zetten.

Tous les commissaires ayant reçu un exposé imprimé, point n'est nécessaire de le reprendre ici.

Le mieux semble être de faire connaître l'avis du Département, avis qui reçoit l'approbation de la Commission.

Voici cet avis :

A. — Instituteurs(trices) porteurs du diplôme de Régent(e).

Conformément à l'arrêté du Régent du 31 mai 1948, le barème du régent est maintenu aux instituteurs(trices) qui bénéficient des dispositions de l'arrêté royal du 2 février 1927, pour autant qu'ils comptent au 1-1-1946, 15 années de services admissibles en qualité d'instituteur(trice) ou de régent(e) dans l'enseignement, et cela jusqu'au 31 août 1950 au plus tard.

En vertu du même arrêté, les intéressés doivent opter définitivement, avant cette dernière date, pour la section moyenne ou la section préparatoire annexée à l'école moyenne. Dans ce dernier cas, ils cesseront de bénéficier du barème de régent à partir du 1er septembre 1950.

Les 9 instituteurs et 65 institutrices qui se trouvent dans cette situation ont été invités à formuler, dès à présent, leur choix pour l'une ou l'autre section; deux institutrices seulement ont marqué leur préférence pour la section préparatoire. Les 72 autres seront placés, au fur et à mesure des possibilités, dans le cadre du personnel des sections moyennes.

B. — Instituteurs(trices) non-porteurs du diplôme de régent(e).

Cette catégorie revendique, pour la première fois depuis la libération, une rémunération égale aux 9/10 du régent.

La Commission a suivi, avec attention et sympathie, les travaux de la Commission interdépartementale et paritaire qui s'est occupée des traitements, depuis la libération. Il n'y a jamais été question de cette revendication dite des 9/10, mais bien des 8/10. Cette dernière seule est donc recevable.

Un membre de la Commission déclare que les **frais de transport des fonctionnaires** s'élèvent à une somme de 17.500.000 fr. qui prête à critique, somme dont les 8/10 seraient représentés par des réquisitoires. On trouvera, en annexe, le détail de la somme indiquée.

Le même membre s'élève contre le fait que, dans certaines régions du pays, on organise le **transport des élèves**.

Daar alle commissieleden een gedrukte uiteenzetting ontvangen hebben, is het niet nodig deze hier over te nemen.

Het beste lijkt wel hier het advies van het Departement, waaraan de Commissie haar goedkeuring hecht, mede te delen :

Ziehier dat advies :

A. — Onderwijzers (onderwijzeressen) houders van het diploma van regent(es).

Overeenkomstig het besluit van de Regent van 31 Mei 1948, worden de weddeschalen van regent behouden voor de onderwijzers (ressen), die in aanmerking komen voor de bepalingen van het K.B. van 2 Februari 1927, voor zover zij, op 1-1-1946, 15 jaren in de hoedanigheid van onderwijzer(es) of van regent(es) aanvaardbare diensten in het onderwijs tellen, en wel tot uiterlijk 31 Augustus 1950.

Krachtens hetzelfde besluit moeten de betrokkenen, vóór laatstvermelde datum, definitief kiezen voor de middelbare afdeling of voor de aan de middelbare scholen toegevoegde voorbereidende afdelingen. In dit laatste geval zullen zij ophouden met ingang van 1 September 1950 de weddeschaal van regent te genieten.

De 9 onderwijzers en 65 onderwijzeressen die zich in die toestand bevinden, werden verzocht reeds nu hun keuze voor de ene of de andere afdeling te laten kennen; slechts twee onderwijzeressen hebben hun voorkeur voor de voorbereidende afdeling getuigd. De 72 overigen zullen, naar mate van de mogelijkheden, in het kader van het personeel der middelbare afdelingen geplaatst worden.

B. — Onderwijzers(ressen) niet-houders van het diploma van regent(es).

Deze categorie eist, voor de eerste maal sedert de bevrijding, een bezoldiging gelijk aan 9/10 van de regent-wedde.

De Commissie heeft met aandacht en sympathie de werkzaamheden van de interdepartementale en paritaire commissie gevolgd, die zich sedert de bevrijding met de wedden heeft beziggehouden. Er is nooit sprake geweest van die z.g. eis om 9/10, doch wel om 8/10. Deze laatste alleen is dus ontvankelijk.

Een lid van de Commissie verklaart dat de *kosten van vervoer der ambtenaren* een tot kritiek aanleiding gevende som van 17.500.000 fr. belopen, waarvan 8/10 door vorderingen zou vertegenwoordigd zijn. Als bijlage vindt men de uitvoerige opgave van de vermelde som. Hetzelfde lid komt op tegen het feit dat in sommige streken van het land voor het *vervoer van leerlingen* wordt gezorgd.

Cependant, il est à noter qu'il ne figure au budget aucun crédit, pour l'organisation de transports d'élèves en commun. Il y a lieu de se demander s'il ne serait pas désirable d'établir une telle organisation dans certaines contrées où les moyens de communication sont très réduits.

L'introduction de ce système permettrait, dans l'avenir, de réaliser l'économie de nouvelles écoles moyennes demandées par différentes administrations communales ou par des groupes de parents d'élèves.

Le rapporteur a noté que là où il y a des transports réguliers d'élèves, ce sont les Comités Scolaires qui font face aux frais. Un commissaire déclare, par ailleurs, qu'il est difficile de peupler les écoles en Flandre, faute de la possibilité actuelle d'organiser le transport en commun des élèves et, aussi, faute de pensionnats. Aussi considère-t-il qu'il y a lieu d'activer la construction de nouveaux pensionnats et, dit-il, aussi longtemps qu'existe la carence qu'il signale, il y a lieu que l'Etat intervienne dans les transports des élèves.

On demande quel chiffre sera à imputer pour la dépense de la construction, pour 1949, de nouveaux athénées ou de nouvelles écoles moyennes.

Réponse :

Coût des 8 nouvelles écoles moyennes prévues pour 1949 : terrains: 6 millions; bâtiments: 24 millions. Total: 30 millions.

Gratuité.

On demande quel est le régime actuel, quels sont les critères. Bien entendu la réponse se trouve dans la circulaire que M. le Ministre Huysmans a envoyée à ce propos et dont il est à supposer que chaque membre de la Commission de l'Instruction Publique a reçu un exemplaire. Cette circulaire prouve que l'application du compromis de mai n'est pas un vain mot.

Mais, à propos de gratuité, un commissaire demande ce qu'il en est à l'athénée de Seraing, par exemple, et aussi ce qu'est le chiffre de la pension dans les pensionnats annexés à l'enseignement moyen.

Le Département répond que les opérations relatives à la récolte de la rétribution scolaire, à l'athénée royal pour garçons, à Seraing, seront bientôt terminées. La réponse porte la date du 7 décembre 1948 et précise que le montant global, pour ce trimestre, est d'environ 14.000 fr.

Nochtans dient aangestipt, dat op de begroting generlei krediet voorkomt voor het inrichten van gemeenschappelijk vervoer van leerlingen. Men kan zich afvragen of het niet wenselijk ware zulke organisatie in te voeren, in sommige streken waar de verkeersmiddelen zeer beperkt zijn.

De invoering van dit stelsel zou het in de toekomst mogelijk maken nieuwe middelbare scholen uit te sparen, welke door verschillende gemeentebesturen of door groepen van ouders van leerlingen gevraagd worden.

De verslaggever heeft aangestipt dat daar waar er regelmatig vervoer van leerlingen bestaat, het de schoolcomité's zijn die in de kosten voorzien.

Een commissielid verklaart ten andere dat het moeilijk is de scholen in Vlaanderen te bevolken ingevolge de tegenwoordige onmogelijkheid om gemeenschappelijk vervoer van leerlingen in te richten en ook bij gebrek aan kostscholen. Ook is hij van mening dat het bouwen van nieuwe kostscholen moet bespoedigd worden en zegt hij, zolang de tekortkoming waarop hij wijst blijft bestaan, moet de Staat tot het vervoer van de leerlingen bijdragen.

Men vraagt welk cijfer voor de uitgave in verband met het bouwen, voor 1949, van nieuwe athenea of van nieuwe middelbare scholen zal moeten aangerekend worden.

Antwoord :

Kosten van de voor 1949 voorziene nieuwe middelbare scholen :

Bouwterreinen : 6 miljoen; gebouwen : 24 miljoen ; totaal : 30 miljoen.

Kosteloos onderwijs. — Men vraagt welk het tegenwoordig stelsel is, welke de criteria zijn. — Wel te verstaan ligt het antwoord in de aanschrijving die door Minister Huysmans naar aanleiding daarvan rondgestuurd werd en waarvan wordt verondersteld, dat elk lid van de Commissie van Openbaar Onderwijs er een exemplaar van gekregen heeft. Deze aanschrijving bewijst dat de toepassing van het in Mei getroffen vergelijk geen ijdel woord is.

Maar naar aanleiding van gratis onderwijs, vraagt een commissielid hoe het staat met het atheneum te Seraing, bv., en ook wat het cijfer is van het pensioen in de aan het middelbaar onderwijs toegevoegde kostscholen.

Het Departement antwoordt dat de verrichtingen betreffende het inzamelen van het schoolgeld in het koninklijk atheneum voor jongens te Seraing weldra zullen beëindigd zijn. Het antwoord vermeldt de datum 7/12/1948 en bepaalt dat het globaal bedrag voor dat kwartaal ongeveer 14.000 fr. beloopt.

Quant au prix moyen de la pension dans les pensionnats visés, voici la réponse du Département :

Le prix moyen de la pension dans les pensionnats annexés aux établissements d'enseignement moyen est de 11.000 fr.

Des mesures de rationalisation ont été prises en ce qui concerne la création des pensionnats et le mode de gestion de ceux-ci.

a) **Création des pensionnats :**

Il est indispensable de prévoir la création d'un pensionnat garçons et d'un pensionnat filles **par province**. Le Brabant bilingue comprenant Bruxelles compte pour deux provinces.

b) **Mode de gestion :**

Il sera mis fin à l'affermage des pensionnats.

On envisage la réforme des pensionnats dans un sens éducatif nettement prononcé.

Fonds Vanderpoorten.

Une question : Pour 1948, quelle est la partie du Fonds qui va être affectée à des constructions nouvelles ?

Utilisation des crédits du Fonds Vanderpoorten.

Les Travaux Publics sont seuls à même de fournir ces renseignements pour les années précédentes.

Il a été prévu une somme de 42.580.000 fr. pour les terrains et bâtiments des établissements créés en septembre 1948; le restant du crédit, soit 257.420.000 fr. a été réservé à la remise en état des établissements existants à la date du 15 septembre 1947.

Le programme qu'on trouvera plus loin donne la nomenclature des acquisitions et travaux prévus à charge du crédit de 300 millions accordé pour l'exercice 1948. Les postes imprimés en italiques concernant les établissements créés au 1er septembre 1948.

Un membre de la Commission relève un ensemble de 5.830.000 fr. pour **publications et abonnements**.

Quelle partie de cette somme a été consacrée, en 1948, à étoffer les bibliothèques des professeurs et des élèves ?

Chacun comprend que les **bibliothèques** des élèves et des professeurs, au lendemain de la guerre, étaient très pauvres.

En 1946, un premier crédit de 4.000.000 fr. a été prévu pour l'achat de livres ; 30 % ont été attribués aux bibli-

Wat de gemiddelde prijs van het pensioen in de bedoelde kostscholen betreft, ziehier het antwoord van het Departement :

De gemiddelde prijs van het pensioen in de aan de instellingen voor middelbaar onderwijs toegevoegde kostscholen beloopt 11.000 fr.

Rationalisatie-maatregelen werden getroffen wat betreft de oprichting van de kostscholen en de wijze van beheer er van.

a) **Oprichting der kostscholen :**

Het is noodzakelijk de oprichting van een jongenskostschool en een meisjeskostschool per provincie te voorzien. Het tweetalige Brabant, met Brussel daarin, telt voor twee provincies.

b) **Wijze van beheer :**

Aan het in pacht geven van de kostscholen zal een einde gemaakt worden.

Men overweegt de hervorming van de kostscholen in een duidelijk uitgesproken opvoedende richting.

Vanderpoortenfonds.

Een vraag : Welk is voor 1948, het gedeelte van de gelden dat aan nieuwe gebouwen zal besteed worden.

Gebruik van de kredieten van het Vanderpoortenfonds.

Alleen Openbare Werken is in staat die inlichtingen over de vorige jaren te verstrekken.

Een som van 42.580.000 fr. werd voorzien voor de bouwterreinen en gebouwen der in September 1948 tot stand gebrachte instellingen ; het overblijvende van het krediet, zijnde 257.420.000 fr., werd besteed aan het weder in goede staat brengen van de op 15 September 1947 bestaande instellingen.

Het program, dat men verder gelieve te vinden, geeft de lijst van de ten bezware van het krediet van 300 miljoen voor het dienstjaar 1948 voorziene aankopen en werken. De cursief gedrukte posten hebben betrekking op de tot 1 September 1948 opgerichte instellingen.

Een lid van de Commissie wijst op een gezamenlijke som van 5.830.000 fr. voor **publicaties en abonnementen**.

Welk gedeelte van die som werd, in 1948, besteed om de bibliotheken der leraren en leerlingen aan te vullen ?

Iedereen begrijpt dat de **bibliotheken** der leerlingen en der leraren, juist na de oorlog, zeer arm waren.

In 1946 werd een eerste krediet van 4 miljoen voor het aankopen van boeken voorzien : 30% ging naar de bi-

thèques des professeurs et 70 % aux bibliothèques des élèves.

En 1947, un crédit (2e tranche) de 5.000.000 fr. a été prévu pour le même objet et réparti dans les mêmes proportions.

En 1948, un crédit (3e tranche) de 5.000.000 fr. a été prévu pour le même objet et réparti dans les mêmes proportions.

Un crédit de même importance a été demandé pour 1949.

Les chefs d'établissements ont reçu chaque année depuis 1946 une somme calculée au prorata du nombre de classes de leurs écoles pour effectuer leurs achats.

Un collègue parle des **tournois d'art dramatique et de chant chorale** organisés dans l'enseignement moyen. Il trouve cette initiative fort intéressante et digne d'encouragements, car il s'agit de faire naître l'esprit d'équipe, le goût de la beauté en même temps que l'**esprit de camaraderie** entre élèves d'un même établissement ou d'établissements différents.

C'est l'occasion de parler des **journaux périodiques** qui ont vu le jour dans certains établissements. Notre collègue trouve qu'il en est de supportables, de bons et de mauvais. Le contraire eût été étonnant, car il faut tenir compte à la fois de la bonne volonté et de l'inexpérience de la jeunesse.

Aussi souhaite-t-il que le Département promène, sur ces journaux un regard attentif et, au besoin, encourageant, de même que pour les œuvres de jeunesse.

Enfin, il souhaite que les meilleurs de ces journaux scolaires soient l'objet d'envois dans les divers établissements et qu'il soit procédé, entre établissements, à des échanges de journaux.

Professeurs de musique et de dessin.

Le même commissaire regrette que, dans certaines écoles moyennes qu'il connaît, le professeur de musique ou le professeur de dessin n'est pas encore nommé, ce qui préjudicie la bonne marche de l'établissement.

Cependant, dit-il, à la page 221 du rapport triennal, on peut constater qu'au 31-12-47, 33 professeurs de dessin et 43 professeurs de musique étaient candidats sans emploi.

A cela que répondre? Ceci :

Les professeurs de **musique et les professeurs de dessin** sont formés professionnellement, les premiers dans les Conservatoires, les seconds, le plus souvent, dans des Académies de dessin ou dans des Instituts Supérieurs des

bibliothèques der leraren en 70% naar de bibliotheken der leerlingen.

In 1947 werd een krediet (2e schijf) van 5 miljoen voorzien voor hetzelfde doel en verdeeld naar dezelfde verhouding.

In 1948, werd een krediet (3e schijf) van 5 miljoen voorzien voor hetzelfde doel en verdeeld naar dezelfde verhouding.

Voor 1949 werd een krediet van hetzelfde bedrag gevraagd.

De hoofden van schoolinrichtingen hebben elk jaar, sedert 1946, een naar rato van het aantal klassen hunner scholen berekende som gekregen om hun aankopen te doen.

Een collega spreekt over *wedstrijden in toneelkunst en koorzang*, in het middelbaar onderwijs ingericht. Hij vindt dit initiatief zeer belangwekkend en waard aangemoedigd te worden, want het gaat er om ploeggeest, smaak voor het mooie, terzelfder tijd als een *geest van kameraadschap* onder de leerlingen van eenzelfde inrichting of van verschillende inrichtingen te scheppen.

Dit is de gelegenheid om te spreken over de *tijdschriften* die in sommige onderwijsinstellingen het licht gezien hebben. Onze collega vindt dat er draaglijke, goede en slechte zijn. Het tegendeel zou verwondering baren, want men moet te gelijk met de goede wil en het gebrek aan ervaring van de jeugd rekening houden.

Hij wenst dan ook, dat het Departement een aandachtige, desnoods bemoedigende blik naar die tijdschriften zou laten gaan, evenals voor de jeugdwerken.

Ten slotte wenst hij dat de beste dezer schooltijdschriften aan verscheidene instellingen zouden rondgestuurd worden en dat de instellingen, onderling, hun tijdschriften zouden uitwisselen.

Muziek- en tekenleraren.

Hetzelfde commissielid betreurt, dat, in sommige middelbare scholen die hij kent, de muziekleraar of de tekenleraar nog niet benoemd is, hetgeen de goede gang van de inrichting schaadt.

Nochtans, zegt hij, op blz. 221 van het driejaarlijks verslag kan men vaststellen, dat, op 31.12.1947, 33 tekenleraren en 43 muziekleraren candidaten zonder betrekking waren.

Wat daarop te antwoorden ? Dit :

De **muziekleraren en de tekenleraren** worden beroepsmatig opgeleid, de eerstvermelden in de Conservatoria, de laatstvermelden, meestal, in de Tekenakademien of in de Hogere Instituten voor schone kunsten. Vaak bereiden

Beaux-Arts. Souvent, les candidats se préparent individuellement à l'examen d'un Jury Central.

Pour pouvoir enseigner ces cours spéciaux, le professeur doit être porteur d'un ou de plusieurs certificats déterminés (1^e - 2^e et 3^e degrés). Il présente cet examen d'aptitude devant un Jury Central qui est institué par les soins de l'Enseignement Normal.

La direction de l'Enseignement Normal organise non seulement ces sessions d'examen, mais également des cours préparatoires à ces examens.

En 1948, une session a été prévue pour les professeurs de musique et de dessin (pour les candidats d'expression française); en 1949, pendant les vacances d'été, une même session aura lieu pour les candidats d'expression flamande. Il y a toutefois actuellement pénurie de candidats porteurs de ces diplômes, ce qui a forcé le Département à engager des professeurs non porteurs des certificats précités, mais qui présentent certaines garanties. Ils sont d'ailleurs avisés de ce qu'ils doivent se présenter à la 1^{ère} session et qu'en aucun cas ils ne pourront être nommés s'ils ne sont pas porteurs des certificats requis.

Rendement de l'enseignement moyen.

Enfin quelqu'un dit que, d'après le rapport de la Fondation Universitaire, il semblerait que notre enseignement moyen aurait des déficiences.

Il est répondu ceci : c'est une vieille querelle entre professeurs d'université et professeurs de l'enseignement moyen. L'un essaie de rejeter la balle à l'autre. Il ne faut pas oublier que nous avons à faire à une génération de guerre. Songez à ce que la jeunesse a eu comme enfance. C'était la guerre et cela explique beaucoup de chose.

Un autre commissaire dit : « Chaque enseignement devrait être amélioré. Il estime que les professeurs d'université qui enseignent dans les deux premières années de candidature, devraient entendre les professeurs de l'enseignement moyen, surtout les professeurs de rhétorique. Mais la réciproque devrait jouer aussi ».

En vérité, il y a beaucoup à faire dans ce domaine, bien que des progrès ont été réalisés. C'est ainsi que deux Commissions mixtes travaillent sérieusement dans ce but.

Cela donne l'occasion au représentant du Département de souligner avec une fierté qu'on devine, le fait suivant :

Une cinquantaine d'étudiants belges de 16 à 18 ans, ont participé à un concours, au Ministère de l'Instruction Publique, concours dont l'enjeu était, pour les deux lauréats, un voyage de dix semaines aux Etats-Unis. Ce voya-

de candidaten zich individueel voor tot het afleggen van het examen voor een centrale examencommissie.

Om in die speciale cursussen onderricht te mogen geven, moet de leraar houder zijn van één of van meer bepaalde akten van bekwaamheid (1^e - 2^e en 3^e graad). Hij legt dit examen van bekwaamheid af vóór een door de zorgen van het normaalonderwijs ingestelde centrale examencommissie.

De directie van het normaalonderwijs richt niet alleen die examenzittingen, doch eveneens voorbereidende cursussen tot die examens in.

In 1948 werd een zitting voorzien voor de muziek- en tekenleraren, (voor de Franstalige candidaten) ; in 1949, tijdens het zomerverlof, zal eenzelfde zitting plaats hebben voor de Vlaamstalige candidaten. Er bestaat thans evenwel tekort aan candidaten die houder zijn van die diploma's, hetgeen het Departement gedwongen heeft tot het in dienst nemen van leraren die geen houder zijn van de voormelde akten, maar toch sommige waarborgen bieden. Er wordt hun trouwens medegedeeld dat zij zich op de eerstkomende zitting moeten aanmelden en dat zij in geen geval zullen kunnen benoemd worden, indien zij niet houder zijn van de vereiste akten.

Rendering van het Middelbaar Onderwijs.

Ten slotte heeft iemand gezegd dat, volgens het verslag van de Universitaire stichting, zou blijken, dat ons middelbaar onderwijs tekortkomingen zou vertonen.

Daarop wordt geantwoord : dit is een oude vete tussen leraren van het middelbaar onderwijs en professoren. De ene tracht de bal naar de andere terug te kaatsen. Men mag niet vergeten dat wij te doen hebben met een geslacht dat onder de oorlog geleden heeft. Denkt aan de kinderjaren die de jeugd van vandaag gekend heeft. Het was oorlog en dit verklaart veel.

Een ander commissielid zegt : Elke onderwijsstaat zou moeten verbeterd worden. Hij oordeelt dat de professoren die in de eerste twee jaren candidatuur les geven, aan de leraren van het middelbaar onderwijs, vooral de rethorica-leraren, gehoor zouden moeten geven. Het omgekeerde zou ook moeten gebeuren.

In der waarheid, er is heel wat te doen op dit gebied, alhoewel toch enige vooruitgang geboekt werd. Zo werken twee gemengde commissies ernstig met dat doel voor ogen.

Dit biedt de vertegenwoordiger van het Departement de gelegenheid om met een fierheid die men zich kan voorstellen de nadruk te leggen op de volgende gebeurtenis :

Een vijftigtal Belgische studenten, in de leeftijd van 16 tot 18 jaar, hebben op het Ministerie van Openbaar Onderwijs aan een vergelijkend examen deelgenomen, waarvan de inzet, voor de twee bekroonden, een reis van tien

(60)

ge est organisé par un grand journal new-yorkais à l'intention des jeunes représentants des seize pays européens bénéficiaires du Plan Marshall.

En Belgique, le concours fut jugé par M. William C. Averitt, directeur de la Section « Enseignement » du journal organisateur, le professeur Closset et Mme Alice Hager, attachée de presse à l'Ambassade des Etats-Unis.

Après une double éliminatoire, Louise Laboulle — 16 ans — de Liège, élève de l'Athénée de Liège, petite fille d'un ancien sénateur, et Roger De Becker — 18 ans — de Bruxelles, élève à l'Athénée d'Etterbeek, furent choisis pour représenter la jeunesse belge, les deux suppléants étant Claudine Walter et Valère Gilaer, tous deux de Bruxelles.

Cette nouvelle a été agréable à tous les membres de la Commission.

Il a été entendu que lors d'une nouvelle expérience du genre, les élèves de l'enseignement moyen libre seraient appelés à participer au concours.

weken naar de Verenigde Staten was. Deze reis wordt op touw gezet door een groot New-Yorks dagblad, ten geieve van de jonge vertegenwoordigers van de zestien Europese landen, die voor het genot van het Marshall-plan in aanmerking komen.

In België werd de wedstrijd beoordeeld door de heer William C. Averitt, directeur van de afdeling «Onderwijs» van de organiserende krant, professor Closset en Mevr. Alice Hager, persattaché bij de ambassade der Verenigde Staten.

Na een tweevoudige schiftingsproef werden Louise Laboulle — 16 jaar — uit Luik, leerlinge aan het Atheneum te Luik, kleindochter van een gewezen senator, en Roger De Becker — 18 jaar — uit Brussel, leerling aan het Atheneum te Etterbeek, uitgekozen om de Belgische jeugd te vertegenwoordigen ; de twee plaatsvervangers waren Claudine Walter en Valère Gilaer, beiden uit Brussel.

Dit nieuws was al de leden van de Commissie zeer aangenaam.

Er werd overeengekomen, dat, ter gelegenheid van een nieuwe proefneming van die aard, de leerlingen van het vrij middelbaar onderwijs zouden opgeroepen worden om aan de wedstrijd deel te nemen.

NOMBRE D'ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT MOYEN DE L'ETAT
 Année scolaire 1948-49 — 1^{er} trimestre

AANTAL INRICHTINGEN VOOR RIJKSMIDDELBAAR ONDERWIJS
 Schooljaar 1948-49 — 1ste kwartaal

Etablissements	Régime linguistique français				Régime double français — néerlandais				Régime néerlandais				Totaux — Totalen					
	<i>Frans taalstelsel</i>				<i>Tweevoedig stelsel Frans — Nederlands</i>				<i>Nederlands taalstelsel</i>									
Inrichtingen	garçons — jongens	g./f. — j./m.	filles — meisjes	Totaux Totalen	garçons — jongens	g./f. — j./m.	filles — meisjes	Totaux Totalen	garçons — jongens	g./f. — j./m.	filles — meisjes	Totaux Totalen	garçons — jongens	g./f. — j./m.	filles — meisjes	Totaux Totalen		
Athénées Royaux Koninklijke Athenea	11	22	6	39	—	—	3	1	4	5	14	3	22	16	39	10	65	
Sections d'Athènes Athenea-afdelingen	1	11	7	19	—	—	2	—	—	2	—	13	2	15	1	26	9	36
Ecoles Moyennes Middelbare scholen	14	36	22	72	2	2	2	6	10	31	18	59	26	69	42	137		
Total Totaal	-26	69	35	130	2	7	3	12	15	58	23	96	43	134	61	238		

(61)

[N° 66]

NOMBRE DE COMMUNES SIEGES D'ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT MOYEN DE L'ETAT

AANTAL GEMEENTEN WAAR INRICHTINGEN VOOR RIJKSMIDDELBAAR ONDERWIJS GEVESTIGD ZIJN

104 communes sièges de 1 établissement — 104 gemeenten zetels van 1 inrichting = 104
 50 communes sièges de 2 établissements — 50 gemeenten zetels van 2 inrichtingen = 100
 9 communes sièges de 3 établissements — 9 gemeenten zetels van 3 inrichtingen = 27
 1 commune siège de 7 établissements — 1 gemeente zetel van 7 inrichtingen = 7

TOTAL — TOTAAL : 164 communes — gemeenten.

238 établissements — inrichtingen.

ENSEIGNEMENT MOYEN DE L'ETAT
RIJKSMIDDELBAAR ONDERWIJS

Nombre de sections d'études — <i>Aantal studieafdelingen</i>	Régime linguistique		Total — <i>Totaal</i>	
	<i>Taalstelsel</i>			
	Français — <i>Frans</i>	Néerlandais — <i>Nederlands</i>		
Sections froebéliennes — <i>Froebelafdelingen</i>	14	31	45	
Sections préparatoires — <i>Voorbereidende afdelingen</i>	114	91	205	
Sections anciennes inférieures — <i>Lagere oudere afdelingen</i>	103	69	172	
Sections supérieures grec-latin — <i>Grieks-Latijnse hogere afdelingen</i>	58	37	95	
Sections supérieures latin-mathématiques — <i>Latijns-wiskundige hogere afdelingen</i>	52	31	83	
Sections supérieures latin-sciences — <i>Wetenschappelijk-Latijnse hogere afdelingen</i>	8	3	11	
Sections modernes inférieures — <i>Lagere moderne afdelingen</i>	141	106	247	
Sections supérieures scientifiques — <i>Wetenschappelijke hogere afdelingen</i>	55	38	93	
Sections supérieures commerciales — <i>Hogere handelsafdelingen</i>	56	38	94	
Sections commerciales ou administratives E. M. — <i>Middelbare handels- of administratieve afdelingen</i>	36	31	67	
Sections familiales — <i>Familiale afdelingen</i>	53	38	91	
Sections pré-agricoles — <i>Voorbereidende landbouwafdelingen</i>	5	1	6	
Sections pré-industrielles — <i>Voorbereidende nijverheidsafdelingen</i>	10	8	18	
Totaux — Totalen	705	522	1227	

POPULATION DANS L'ENSEIGNEMENT MOYEN DE L'ETAT
1948 - 1949

BEVOLKING IN HET RIJKSMIDDELbare ONDERWIJS
1948 - 1949

Répartition par sections et régimes.

Verdeling naar afdeling en stelsels.

Sections — Afdelingen		Taux — Totalen		Taux — Totalen	
		Français — Frans	Néerlandais — Nederlands		
1. Froebel	g/j f/m	173 246	575 1.152	748 1.398	2.146
2. Préparatoires — Voorbereidende	g/j f/m	8.806 5.155	12.547 7.126	21.353 12.281	33.634
HUMANITES ANCIENNES OUDERE HUMANIORA					
3. Cycle inférieur — latines simples — <i>Lagere cyclus</i> — <i>eenvoudige latijnse</i>	g/j f/m	3.824 1.782	2.296 943	6.120 2.725	8.945
4. Grec-latin — <i>Grieks-latijns</i>	g/j f/m	1.585 841	994 505	2.579 1.346	3.925
5. Latin-mathématiques — <i>Latijns-wiskunde</i>	g/j f/m	661 133	239 53	900 186	1.086
6. Latin-sciences — <i>Latijn-wetenschappen</i>	g/j f/m	82 42	56 —	138 42	180
HUMANITES MODERNES MODERNE HUMANIORA					
7. Section moyenne — <i>Middelbare afdeling</i>	g/j f/m	7.359 4.381	8.436 3.498	15.795 7.879	23.674
8. Scientifique — <i>Wetenschappelijke</i>	g/j f/m	1.015 131	905 88	1.920 219	2.139
9. Commerciale — <i>Handelsafdeling</i>	g/j f/m	786 568	1.177 405	1.963 973	2.936
SECTIONS SPECIALES SPECIALE AFDELINGEN					
10. Section comm. et adm. E. M. — <i>Handels- en adm.</i> <i>afdeling M. S.</i>	g/j f/m	281 401	374 348	655 749	1.404
11. Section familiale — <i>Familiale afdeling</i>	g/j f/m	— 1.086	— 1.204	— 2.290	2.290
12. Section pré-agricole — <i>Prae-landbouwafdeling</i>	g/j f/m	115 —	35 —	150 —	150
13. Section pré-industrielle — <i>Prae-nijverheidsafdeling</i>	g/j f/m	284 —	340 —	624 —	624
Totaux — Totalen	g/j f/m	24.971 14.766	27.974 15.322	52.945 30.088	83.033

Si l'on défaillait les populations des sections fröbeliennes et préparatoires, il reste
 Telt men de bevolking van de froebel- en voorbereidende afdelingen af, dan blijven er over

47.253 élèves.
 47.253 leerlingen

ENSEIGNEMENT MOYEN OFFICIEL

OFFICIEEL MIDDENBAAR ONDERWIJS

Année scolaire 1948-1949

A. ETAT

A. STATAT

Nombre d'établissements <i>Aantal inrichtingen</i>	Français — <i>Frans</i>				Français — Néerlandais <i>Frans — Nederlands</i>				Néerlandais — Néerlandais <i>Nederlands — Nederlands</i>				Taux généraux <i>Algemene totalen</i>			
	garçons <i>jongens</i>	g./f. <i>j./m.</i>	filles <i>meisjes</i>	Taux Totalen	garçons <i>jongens</i>	g./f. <i>j./m.</i>	filles <i>meisjes</i>	Taux Totalen	garçons <i>jongens</i>	g./f. <i>j./m.</i>	filles <i>meisjes</i>	Taux Totalen	garçons <i>jongens</i>	g./f. <i>j./m.</i>	filles <i>meisjes</i>	Taux Totalen
Humanités complètes <i>Volledige humaniora</i>	12	33	13	58	—	5	1	6	5	27	5	37	17	65	19	101
Cycles inférieurs <i>Lagere cyclussen</i>	14	36	22	72	2	2	2	6	10	31	18	59	26	69	42	137
Totalen	26	69	35	130	.2	7	3	12	15	58	23	96	43	134	61	238

B. PROVINCES

C. COMMUNES

C. GEMEENTEN

Humanités complètes	6	—	6	12	—	—	—	—	1	—	—	1	7	—	—	6	13
<i>Vollelige humaniora</i>																	
Cycles inférieurs	3	1	1	5	—	—	—	—	—	—	—	1	1	3	1	2	*
<i>Lagere cyclussen</i>																	6
Totaux	9	1	7	17	—	—	—	—	1	—	—	1	2	10	1	8	19
Totalen																	

ENSEIGNEMENT LIBRE
(Source : Fondation Universitaire)

VRIJ MIDDELBAAR ONDERWIJS
(Bron : Universitaire Stichting)

A. SUBSIDIES - PATRONNES.

Humanités complètes	3	—	—	3	—	—	—	—	—	11	—	—	11	14	—	—	14
<i>Vollelige humaniora</i>																	
Cycles inférieurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2	3	1	—	2
<i>Lagere cyclussen</i>																	3
Totaux	3	—	—	3	—	—	—	—	—	12	—	—	2	14	15	—	2
Totalen																	17

B. NON SUBSIDIES.

Humanités complètes	76	1	49	126	7	—	8	15	82	—	27	109	165	1	84	250
<i>Vollelige humaniora</i>																
Cycles inférieurs	16	—	70	86	—	—	4	4	25	—	63	88	41	—	137	178
<i>Lagere cyclussen</i>																
Totaux	92	1	119	212	7	—	12	19	107	—	90	197	206	1	221	428
Totalen																

(65)

[N° 66]

(66)

Population.

ENSEIGNEMENT MOYEN
1947-48

Bureau des statistiques de la Fondation universitaire.

Bevolking.

MIDDELBAAR ONDERWIJS
1947-48

Statistiekbureau der Universitaire Stichting

	Enseignement en français Onderwijs in het Frans			Enseignement en flamand Onderwijs in het Nederlands			Taux Totalen
	garçons jongens	filles meisjes	Total Totaal	garçons jongens	filles meisjes	Total Totaal	
Ens. officiel — <i>Off. onderwijs</i>	17.441	10.354	27.795	13.406	5.629	19.035	46.830
Ens. libre — <i>Vrij onderwijs</i>	21.221	9.802	31.023	27.684	7.211	34.895	65.918
Taux — Totalen . . .	38.662	20.156	58.818	41.090	12.840	53.930	112.748

ENSEIGNEMENT MOYEN

MIDDELBAAR ONDERWIJS

Répartition par province pour l'année scolaire 1947-48
des établissements d'enseignement moyen et population.

Verdeling, per provincie, voor het schooljaar 1947-48,
van de inrichtingen voor middelbaar onderwijs,
alsmede de bevolking.

PROVINCES PROVINCIES	Nombre d'établissements <i>Aantal inrichtingen</i>			Population des établissements <i>Bevolking der inrichtingen</i>		
	Enseigne- ment officiel <i>Officieel onderwijs</i>	Enseigne- ment libre <i>Vrij onderwijs</i>	Taux <i>Totalen</i>	Enseigne- ment officiel <i>Officieel onderwijs</i>	Enseigne- ment libre <i>Vrij onderwijs</i>	Taux <i>Totalen</i>
Anvers — <i>Antwerpen</i>	20	66	86	5.132	10.936	16.068
Flandre Occident. — <i>West-Vlaanderen</i>	23	53	76	3.326	6.334	9.660
Flandre Orientale — <i>Oost-Vlaanderen</i> .	23	76	99	4.651	10.433	15.084
Limbourg — <i>Limburg</i>	11	20	31	1.790	3.107	4.897
Brabant — <i>Brabant</i>	50	104	154	13.687	16.075	39.762
Hainaut — <i>Henegouwen</i>	50	49	99	8.545	5.876	14.421
Liège — <i>Lutik</i>	26	30	56	5.901	5.308	11.209
Namur — <i>Namen</i>	17	25	42	2.444	3.654	6.098
Luxembourg — <i>Luxemburg</i>	10	17	27	1.354	2.195	3.549
Royaume — <i>Rijk</i>	230	440	670	46.830	65.918	112.748

Régime linguistique des établissements d'enseignement moyen de l'agglomération bruxelloise.

Dans les établissements de l'Etat la population scolaire inscrite en régime français est descendue de 89,78 % en 1933-34 à 72,58 % en 1946-47, et en régime flamand, elle est montée de 10,22 % à 27,42 %.

Dans les établissements communaux les chiffres sont respectivement, pour les mêmes années scolaires: régime français 98,86 % et 98,61 %; régime flamand 1,14 % et 1,39 %.

Au total : 94,12 % en régime français en 1933-34, 82,81 % en régime français en 1946-47; et en régime flamand, 5,88% en 1933-34 et 17,19% en 1946-47.

On peut en conclure que la population de la section flamande a considérablement augmenté depuis la mise en application de la loi.

Même conclusion en ce qui concerne les sections préparatoires. (Voir détails pages 186 à 193 du rapport triennal).

Taalstelsel der inrichtingen voor Middelbaar Onderwijs in de Brusselse Agglomeratie.

In de Rijksinrichtingen is de in het Frans stelsel ingeschreven schoolbevolking gedaald van 89,78% in 1933-34 tot 72,58 % in 1946-47 en, in het Vlaams stelsel, is zij gestegen van 10,22 % tot 27,42 %.

In de gemeentelijke inrichtingen zijn de cijfers, onderscheidenlijk, voor dezelfde schooljaren : Frans stelsel 98,86 % en 98,61 %; Vlaams stelsel 1,14 % en 1,39 %. Totaal 94,12 % in het Frans stelsel in 1933-1934, 82,81 % in het Frans stelsel in 1946-1947 en in het Vlaams stelsel 5,88% in 1933-1934 en 17,19% in 1946-1947.

Daaruit kan men besluiten dat de bevolking van de Vlaamse afdeling zeer aanzienlijk is gestegen sedert het in toepassing brengen van de wet.

Zelfde gevolgtrekking wat de voorbereidende afdelingen betreft (zie bijzonderheden blz. 186 tot 193 van het driejaarlijks verslag).

CANDIDATS (ES) A UN EMPLOI CLASSES (ES) PAR SPECIALITE
(P. 221 du Rapport Triennal.)

CANDIDATEN VOOR EEN BETREKKING, PER SPECIALITEIT GERANGSCHIKT
(Blz. 221 van het Driejaarlijks Verslag.)

CANDIDATS SANS EMPLOI — CANDIDATEN ZONDER BETREKKING

	Wallonie — Wallonië		Flandres — Vlaanderen	
	Masculins — <i>Mannelijke</i>	Féminins — <i>Vrouwelijke</i>	Masculins — <i>Mannelijke</i>	Féminins — <i>Vrouwelijke</i>
FACULTE DE PHILOSOPHIE ET LETTRES — FACULTEIT WIJSBEGEERTE EN LETTEREN :				
Philosophie — <i>Wijsbegeerte</i>	—	—	2	—
Histoire — <i>Geschiedenis</i>	22	14	45	8
Philologie classique — <i>Klassieke philologie</i>	70	31	59	16
Philologie romane — <i>Romaanse philologie</i>	59	35	11	9
Philologie germanique — <i>Germaanse philologie</i>	14	29	73	14
	165	109	190	47
FACULTE DES SCIENCES — FACULTEIT WETENSCHAPPEN :				
Mathématiques — <i>Wiskunde</i>	23	11	16	9
Physique — <i>Natuurkunde</i>	2	6	1	2
Chimie — <i>Scheikunde</i>	1	6	6	2
Sciences naturelles — <i>Natuurwetenschappen</i>	2	1	8	2
Géographie — <i>Aardrijkskunde</i>	4	4	2	4
Sciences commerciales — <i>Handelswetenschappen</i>	8	3	24	0
Education physique — <i>Lichamelijke opvoeding</i>	—	3	—	—
	40	34	57	19
Régent(e)s littéraires — Regent(essen) letterkunde	68	66	9	51
Régent(e)s scientifiques — Regent(essen) wetenschappen	72	70	20	68
Régent(e)s germaniques — Regent(essen) Germaanse	37	26	41	60
	177	162	70	179
Instituteurs(trices) — Onderwijzers(essen)	168	100	500	250
Cours spéciaux — <i>Bijzondere cursussen</i>	—	29	—	8
Economie domestique — <i>Huishoudkunde</i>	—	—	—	—
Education physique — <i>Lichamelijke opvoeding</i>	—	10	—	4
Dessin — <i>Tekenen</i>	4	17	8	4
Musique — <i>Muziek</i>	12	23	2	6
Ouvrages manuels — <i>Handwerken</i>	—	28	—	14
	—	—	—	—
Totaux — Totalen	566	512	827	531

FONDS DES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES DE L'E.M. DE L'ETAT

Répartition du crédit de 300.000.000, budget extraordinaire, exercice 1948.
(Revision du 16-9-1948)

FONDS DER SCHOOLGEBOUWEN VAN HET RIJKSMIDDELBAAR ONDERWIJS

Verdeling van het krediet van 300.000.000, buitengewone begroting, dienstjaar 1948.
(Herziening 16-9-1948.)

I. Acquisitions : terrains et immeubles — Aankopen : terreinen en gebouwen.

PROV. D'ANVERS — PROV. ANTWERPEN	Tot.	8.000.000
<i>Geel</i>		2.000.000
<i>Mol</i>		1.500.000
<i>Turnhout</i>		4.500.000
PROV. DE BRABANT — PROV. BRABANT	Tot.	4.500.000
<i>Overyssche</i>		4.000.000
<i>Nivelles — Nijvel</i>		500.000
PROV. DE HAINAUT — PROV. HENEGOUWEN	Tot.	17.900.000
<i>Enghien — Edingen</i>		4.000.000
<i>Ath (athen.)</i>		1.000.000
<i>Ath (E. M. f.) (M. S. m.)</i>		400.000
<i>Gosselies</i>		2.000.000
<i>Peruwelz</i>		3.000.000
<i>Rœulx</i>		2.000.000
<i>Soignies</i>		2.000.000
<i>Tournai (E. M. f.) (M. S. m.)</i>		3.500.000
PROV. DE LIEGE — PROV. LUIK	Tot.	1.000.000
<i>Landen</i>		
<i>St. Georges</i>		1.000.000
PROV. DE LIMBOURG — PROV. LIMBURG	Tot.	6.750.000
<i>Overpelt</i>		250.000
<i>Borgloon</i>		800.000
<i>Hasselt (E. M. f.) (M. S. m.)</i>		1.700.000
<i>Tongeren (E. M. f.) (M. S. m.)</i>		4.000.000
PROV. DE LUXEMBOURG — PROV. LUXEMBURG	Tot.	3.800.000
<i>Bertrix</i>		800.000
<i>Bastogne</i>		3.000.000
PROV. DE NAMUR — PROV. NAMEN	Tot.	800.000
<i>Couvin</i>		800.000
PROV. DE FLANDRE ORIENTALE — PROV. OOST-VLAANDEREN	Tot.	6.500.000
<i>Nederbrakel</i>		1.500.000
<i>Temscbe</i>		400.000
<i>Aalst (E. M. f.) (M. S. m.)</i>		1.700.000
<i>Zottegem</i>		1.400.000
<i>Dendermonde</i>		1.500.000
PROV. DE FLANDRE OCCIDENTALE — PROV. WEST-VLAANDEREN	Tot.	13.500.000
<i>Knokke</i>		10.000.000
<i>Veurne</i>		1.500.000
<i>Brugge</i>		2.000.000
Total des crédits prévus pour les acquisitions — <i>Totaal der voor de aankopen voorziene kredieten</i>		62.750.000

II. Achèvement des travaux en cours d'exécution. — Voltooiing der werken in uitvoering.

PROV. D'ANVERS — PROV. ANTWERPEN Tot. 140.000

Herentals	60.000
Malines (E. M. f.) — Mechelen (M. S. m.)	80.000

PROV. DE BRABANT — PROV. BRABANT

PROV. DE HAINAUT — PROV. HENEGOUWEN Tot. 15.500.000

Châtelet (E. M. f.) (M. S. m.)	4.400.000
Chimay (Ath)	10.350.000
Pâturages	750.000

PROV. DE LIEGE — PROV. LUIK Tot. 850.000

Chênée	850.000
------------------	---------

PROV. DE LIMBOURG — PROV. LIMBURG Tot. 5.700.000

Genk	1.150.000
Hasselt	800.000
Leopoldsburg	2.520.000
Maaseik	1.230.000

PROV. DE LUXEMBOURG — PROV. LUXEMBURG Tot. 810.000

Vielsalm	810.000
--------------------	---------

PROV. DE NAMUR — PROV. NAMEN Tot. 1.950.000

Florennes	1.200.000
Ciney	300.000
Fosses	450.000

PROV. DE FLANDRE ORIENTALE — PROV. OOST-VLAANDEREN Tot. 6.050.000

Eekloo	600.000
Gent (Ath. f.) (Ath. m.)	580.000
Lokeren (E. M. g.) (M. S. j.)	1.300.000
Oudenaarde	3.500.000
Zelzate	70.000

PROV. DE FLANDRE OCCIDENTALE — PROV. WEST-VLAANDEREN

Roeselare	
---------------------	--

Total des crédits à prévoir pour l'achèvement des travaux en cours — *Totaal der kredieten te voorzien voor de voltooiing der werken in uitvoering* 31.000.000

III. Nouveaux travaux. — Nieuwe werken.

A) CONSTRUCTIONS SEMI-PERMANENTES, ou BARAQUEMENTS, soit pour l'installation des nouvelles écoles, soit pour l'extension d'écoles existantes. — A) WERKEN VAN SEMI-BLIJVENDE AARD of LOODSEN, hetzij om nieuwe scholen in te richten, hetzij om scholen uit te breiden 28.000.000

REPARTITION — VERDELING

1re Série de pavillons 1ste Reeks paviljoenen	2e Série — 2e Reeks	3e Série — 3e Reeks
BERTRIX 2	NEDERBRAKEL 4	VELGEM 1
BEAURAING 1 (note a)	ST. GEORGES 3	BOOM 2
COMINES 1 (note a)	LANDEN 3	LIER (g.) (j.)
OVERPELT 4	EGHEZEE 1	TURNHOUT 2
TEMSCHE 4		ST. VITH 1 (note d)
ASSCHE 2		COMINES 1 (note e)
DENDERLEEUW 2		
KAPELLEN 2		
DEINZE 1 (note b)		
MOL 1		
PHILIPPEVILLE 1		
FRASNES 1		
ST. VITH 1 (note c)		
GEEL 4		
Total — Totaal 27 +	Total — Totaal 11 +	Total — Totaal 8 = 46 pavillons — paviljoenen

RÉSUME — SAMENVATTING :

Nouvelles écoles (1-9-1948) 27 pavillons — Nieuwe scholen (1-9-1948) 27 paviljoenen	18.630.000
Ecoles existantes, 19 pavillons — Bestaande scholen, 19 paviljoenen	9.370.000

fr. 28.000.000

NOTES — NOTA'S :

- a) destination originale — *oorspronkelijke bestemming*: BERTRIX.
- b) " " ZOTTEGEM.
- c) " " BORGLOON.
- d) " " LIERRE (filles) — LIER (meisjes):
- e) " " MOL.

B) CONSTRUCTIONS DEFINITIVES — B) BLIJVENDE BOUWWERKEN :

PROV. D'ANVERS — PROV. ANTWERPEN	Tot.	12.000.000
Malines (E. M. g.) — Mechelen (M. S. j.)		12.000.000
PROV. DE BRABANT — PROV. BRABANT	Tot.	25.000.000
Diest (Ath.)		10.000.000
Tienen — Tirlemont (Ath.)		15.000.000
PROV. DE HAINAUT — PROV. HENEGOUWEN	Tot.	8.000.000
Châtelet		8.000.000
Saint-Ghislain		(voir note 1 — zie nota 1)
PROV. DE LIEGE — PROV. LUIK		(voir note 3 — zie nota 3)
PROV. DE LIMBOURG — PROV. LIMBURG	Tot.	5.500.000
Hasselt (E. M. f.) (M. S. m.)		5.500.000
PROV. DE LUXEMBOURG — PROV. LUXEMBURG	Tot.	25.000.000
Laroche		6.000.000
Marche		13.000.000
St. Hubert		6.000.000
PROV. DE NAMUR — PROV. NAMEN	Tot.	6.000.000
Couvin		6.000.000
PROV. DE FLANDRE ORIENTALE — PROV. OOST-VLAANDEREN		
PROV. DE FLANDRE OCCIDENTALE — PROV. WEST-VLAANDEREN	Tot.	36.500.000
Bruges — Brugge		2.000.000
Dixmude — Diksmuide		9.000.000
Ypres — Ieper		13.000.000
Comines — Komen		8.000.000
Courtrai — Kortrijk		(voir note 2 — zie nota 2)
Furnes — Veurne		4.500.000
TOTAL des crédits prévus pour nouvelles constructions — TOTAAL der kredieten voorzien voor nieuwe werken	semi-perm. — semi-blijv. définitif — blijvende	28.000.000 118.000.000
		146.000.000

NOTES — NOTA'S :

- 1) Saint-Ghislain (E. M. g. et f.) : un crédit de 15.000.000 de dommages de guerre est prévu. — St-Ghislain (M. S. j. en m.) : een krediet groot 15.000.000 van oorlogsschade is voorzien.
- 2) Courtrai (Ath.) : un crédit de 10.000.000 de dommages de guerre est prévu. — Kortrijk (Ath.) : een krediet groot 10.000.000 van oorlogsschade is voorzien.
- 3) Verviers (Ath.) : un crédit est prévu aux dommages de guerre. — Verviers (Ath.) : een krediet is voorzien aan oorlogsschade.

RECAPITULATION — SAMENVATTING

Sommes déjà engagées (Situation 9-IV-1948) — Reeds vastgelegde sommen (Toestand 9-IV-1948)	58.000.000
I. Crédits prévus pour l'acquisition de terrains et immeubles — Kredieten voorzien voor het aankopen van terreinen en gebouwen	62.750.000
II. Crédits prévus pour l'achèvement des travaux en cours — Kredieten voorzien voor de voltooiing van werken in uitvoering	31.000.000
III. Crédits prévus pour les travaux nouveaux — Kredieten voor de nieuwe werken	146.000.000
Marge pour les cas imprévus — Marge voor onvoorzienige gevallen	2.250.000
	300.000.000

REPONSE A UNE QUESTION POSEE.
ANTWOORD OP EEN GESTELDE VRAAG.

LES TRANSPORTS A L'I.P.
VERVOER BIJ O.O.

17 millions prévus pour 1949.
17 miljoen voorzien voor 1949.

(74)

	Abonnements C.F.B. et titres de transport (réquisitoires) — Annonnementen M.B.S. en reisbewijzen (reisorderingen)	Dépenses des voitures — Kosten der wagens	Indemnité kilométrique — Kilometer-vergoeding	Autres dépenses de transport. Cartes de tramways, taxis — Andere uitgaven van vervoer. Tramkaarten, taxis	Indemnité forfaitaire de déplacement — Forfaitaire verplaatsingsvergoeding	Frais de route et de séjour — Kosten van verplaatsing en verblijf	Missions à l'étranger — Zendingen naar het buitenland
SECTION BUDGETAIRE — BEGROTINGSSECTIE	Administration centrale — Hoofdbestuur Ministre et Cabinet — Minister en Kabinet Enseignement primaire — Lager onderwijs Inspection — Schooltoezicht Juries et Commissions — Commissies en Examencommis- sies	834.000 250.000 130.000 240.000	675.000 250.000 1.000.000	170.000 36.000	36.000 3.500.000	900.000 56.000	750.000
Enseignement normal — Normaalonderwijs :							
Inspection et personnel des établissements — Inspectie en personeel der instellingen	203.000		50.000		400.000		
Jurys, cours normaux, etc. — Examencommis- sies normaalcursussen, enz.	537.000				100.000		
Excursions scolaires à but pédagogique, tournoi d'art dramatique — Schooluitstappen met paedagogisch doel, toneeltornooi						300.000	500.000
Enseignement moyen — Middelbaar onderwijs :							
Inspection et personnel des établissements — Inspectie en personeel der instellingen	925.000		480.000				
Enseignement supérieur et sciences — Hoger en weten- schappelijk onderwijs :							
Universités de l'Etat — Rijksuniversiteiten Ecoles de médecine vétérinaire de l'Etat — Rijks- dierartsenijsscholen	60.000 40.000		165.000		45.000 55.000		115.000 25.000
Instituts agronomiques de l'Etat — Rijkslandbouw- hogescholen	40.000		30.000			70.000	55.000
Etablissements scientifiques — Wetenschappelijke Instituten	140.000		115.000			23.000	395.000

Académies royales des sciences — Koninklijke Académies voor Wetenschappen	180.000	1.000	25.000
Commissions, jurys, etc. — Commissies, examencommissies, enz.	175.000	3.000	
Enseignement technique — Technisch onderwijs :			
Inspection et personnel des établissements — <i>Inspectie en personeel der instellingen</i>	605.000	605.000	800.000
Excursions à but pédagogique — <i>Uitstappen met pedagogisch doel</i>		75.000	300.000
Enseignement artistique — Kunstonderwijs :			
Inspection — <i>Inspectie</i>	10.000	30.000	
Conservatoires de musique de l'Etat — <i>Rijksmuziekconservatoria</i>	90.000	6.300	37.000
Ecoles d'architecture de l'Etat — <i>Rijkscholen voor bouwkunde</i>	16.500	4.000	14.500
Excursions pédagogiques — <i>Pedagogische uitstappen</i>		73.000	
Jurys et commissions — <i>Commissies en examencommissies</i>		10.000	
Beaux-Arts — Schone Kunsten :			
Musées de l'Etat — <i>Rijksmusea</i>	33.000	15.000	125.000
Archives centrales iconographiques et Commission Royale des monuments et des sites — <i>Centraal iconografisch Archief en Kon. Commissie voor Monumenten en landschappen</i>	140.000	80.000	7.000
Académies royales littéraires — <i>Kon. Academien voor Letterkunde</i>	40.000		2.000
Concours, jurys, commission — <i>Wedstrijden, commissies, examencommissies</i>	5.000		20.000
Education populaire — Volksopleiding :			
Inspection — <i>Inspectie</i>	170.000	233.000	180.000
Taux — Totalen	4.613.500	1.920.000	512.300
			1.933.000
			5.210.000
			2.758.500
			56.300
			16.947.300



(77)

[N° 66]

Section V

Enseignement Supérieur et des Sciences

Sectie V

Hoger en Wetenschappelijk Onderwijs

SECTION V

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DES SCIENCES :
FR. 527.086.000.

La somme de 527 millions à laquelle s'élève cette section représente 11 % du budget de l'Instruction Publique.

Les dépenses d'administration générale sont particulièrement importantes par rapport à ces chiffres puisqu'elles absorbent un peu plus de 373 millions, soit 70 % du crédit en question.

Viennent ensuite les subventions. Elles sont de 152 millions, approchant 30 % du crédit de la section 5.

Comme la précédente, cette section se présente en majoration sensible sur les chiffres du budget de 1948. Mais cette majoration est parfaitement justifiée par le Département, pages 135 à 138.

Notons avec plaisir qu'une 2e tranche de 25 millions va au rééquipement des laboratoires; qu'une 3e tranche de 10 millions est consacrée au Fonds National de Recherche Scientifique, en vue de favoriser le développement de la physique nucléaire; qu'une 4e tranche de 500.000 francs est destinée à favoriser la publication de l'Atlas National de Belgique, préparé par le Comité National de Géographie.

Nous voyons aussi que 7.500.000 francs de bourses d'études universitaires figurent au chapitre des subventions, cependant que 2 millions de francs couvriront les bourses de voyage destinées aux diplômés de nos universités.

Le crédit de 7.500.000 fr. inscrit au budget de 1948 est avéré insuffisant. Un certain nombre d'étudiants ne pourront recevoir l'aide financière dont ils ont besoin.

La même somme est prévue au budget de 1949. Elle sera, sans aucun doute, plus insuffisante encore.

Le nombre des candidats aux bourses d'études s'accroît chaque année.

L'administration de l'Enseignement Supérieur et des Sciences n'était pas, au moment de l'établissement des prévisions pour 1949, en possession des éléments d'appréciation nécessaires, les demandes ne devant être introduites que pour le 1er décembre.

Relevons aussi que l'Université Libre de Bruxelles et l'Université Catholique de Louvain qui, en 1947, jouissaient d'une subvention de 42 millions de l'Etat se verront, en 1949, gratifiées de 54.270.000 fr., ce qui fait tout de même 12 millions de plus qu'en 1947 et 4 millions de plus qu'en 1948.

SECTIE V

HOGER EN WETENSCHAPPELIJK ONDERWIJS :
FR. 527.086.000

De som van 527 miljoen welke die afdeling bedraagt vertegenwoordigt 11 % van de begroting van Openbaar Onderwijs.

De uitgaven voor algemeen bestuur zijn bijzonder aanzienlijk ten opzichte van die cijfers, vermits zij ietwat meer dan 373 miljoen, zegge 70 % van het onderwerpelijk krediet oplopen.

Vervolgens hebben wij de subsidiën. Deze belopen 152 miljoen, nagenoeg 30 % van het krediet onder sectie 5.

Zoals de vorige, doet deze sectie zich voor met een merklijke verhoging tegenover de cijfers van de begroting 1948. Maar deze verhoging wordt door het Departement volkomen verantwoord op blz. 135 tot 138.

Laten wij met genoegen aanstippen dat een tweede gedeelte van 25 miljoen naar de wederuitrusting der laboratoria gaat; dat een derde gedeelte van 10 miljoen aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek besteed wordt met het oog op de ontwikkeling van de atoomphysica; dat een vierde gedeelte van 500.000 fr. bestemd is tot bevordering van de uitgave der Nationale Atlas van België; in voorbereiding bij het Nationaal Aardrijkskundig Genootschap.

Wij zien ook dat 7.500.000 fr. universitaire studiebeurzen onder het hoofdstuk « subsidiën » voorkomen, terwijl 2 miljoen frank dienen ter bekostiging van de voor gediplomeerden onzer universiteiten bestemde reisbeurzen.

Het krediet van 7.500.000 fr., op de begroting van 1948 uitgetrokken, bleek onvoldoende. Een zeker aantal studenten zullen de financiële hulp waaraan zij behoeft hebben, niet kunnen ontvangen.

Dezelfde som is voorzien in de begroting 1949. Zij zal, ongetwijfeld, nog ontoereikender zijn.

Het aantal candidaten tot het verkrijgen van studiebeurzen stijgt elk jaar.

Het Bestuur van Hoger en Wetenschappelijk Onderwijs was op het tijdstip van de berekening der ramingen voor 1949 niet in het bezit van de nodige beoordelingsgegevens, daar de aanvragen slechts tegen 1 December moeten ingediend worden.

Laten wij ook aanstippen dat de Vrije Universiteit te Brussel en de Katholieke Universiteit te Leuven, die in 1947 een subsidie van 42 miljoen van de Staat genoten, in 1949 54.270.000 fr. krijgen, hetgeen dan toch 12 miljoen meer is dan in 1947 en 4 miljoen meer dan in 1948.

La Faculté Polytechnique du Hainaut, à Mons, suit le même mouvement et va émarger pour 10.854.000 fr. au budget de 1949.

Le rapporteur note très volontiers que les recteurs des 4 universités se sont mis d'accord pour introduire l'examen médical des futurs étudiants. C'est une mesure qu'il salue, puisque l'expérience a démontré qu'un pourcentage trop élevé de candidats tuberculeux se présentent dans les universités. Ils ne sont point capables physiquement de poursuivre les études universitaires.

L'Etat, sur ce point, aidera les institutions, par une subvention globale de 1.350.000 fr. C'est bien.

En Commission.

Force est au rapporteur de mettre l'accent sur le rapport que M. le recteur Goormachtig a fait, le 11 octobre dernier, à la séance de rentrée à l'Université de Gand, en présence de nombreuses et hautes personnalités consulaires, militaires, judiciaires, civiles et académiques où M. le Ministre de l'Instruction Publique occupait la première place : « Il semble que, pour l'année 1949, disait le Recteur, l'Université de Gand ne disposera, pour la continuation des travaux de construction de l'hôpital universitaire que de 5 millions de francs. A ce rythme, ironise l'orateur, l'hôpital universitaire sera achevé dans deux siècles et je n'hésite pas, continue le Recteur, à déclarer que, si le Gouvernement suit les suggestions du Comité de la hache, il ne remplira pas son devoir à l'égard des besoins culturels et médico-sociaux du pays flamand. »

Et le Recteur ajoute que, dans ces conditions, la Faculté de Médecine de Gand pourra, tout simplement être supprimée.

« Je comprends, dit-il, que l'Etat se trouve, actuellement, devant de grosses difficultés financières. Mais pour moi, la santé du peuple est bien plus précieuse et a une priorité sur d'autres travaux.

Depuis 12 ans, les bâtiments en construction de l'hôpital universitaire restent exposés aux intempéries. C'est là une situation intolérable. » L'orateur ne voit qu'un moyen de sauver cette grande entreprise : celui de la création d'un fonds réglé selon les mêmes modalités que pour la Bibliothèque Albertine.

Le Recteur a terminé en demandant le soutien du Ministre de l'Instruction Publique.

Il a certainement — du moins le rapporteur le croit — l'appui chaleureux de la Commission de l'Instruction Publique du Sénat.

De Polytechnische Faculteit van Henegouwen, te Bergen, volgt dezelfde beweging en staat op de begroting van 1949 voor 10.854.0000 fr. geboekt.

Met genoegen merkt de verslaggever hier op dat de rectoren der vier universiteiten zich akkoord gesteld hebben om de medische keuring van de toekomstige studenten in te voeren. Dit is een maatregel die hij begroet, daar uit ervaring is gebleken dat een te hoog percentage teringlijdende candidaten zich bij de universiteiten aanmelden. Zij zijn lichamelijk niet bekwaam om de universitaire studiën voort te zetten.

Wat dit punt betreft, zal de Staat de instellingen helpen met een globale toelage van 1.350.000 fr. Dat is flink.

In de Commissie.

De verslaggever is genoodzaakt de nadruk te leggen op het verslag dat de H. Rector Goormachtig, op 11 October j. l., bij de openingszitting van de Gentse universiteit, in aanwezigheid van talrijke en hooggeplaatste consulaire, militaire, rechterlijke, burgerlijke en academische persoonlijkheden, waaronder de H. Minister van Openbaar Onderwijs de eerste plaats bekleedde, voorgedragen heeft : « Het schijnt, dat voor het jaar 1949, zegde de rector, de Gentse universiteit voor de voortzetting van de werken tot aanbouw van het Academisch Ziekenhuis slechts over 5 miljoen fr. zal beschikken.

In dit tempo, zegt spreker spottend, zou het universiteits ziekenhuis voltooid zijn binnen 200 jaar en ik aarzel niet, zegt de rector verder, te verklaren dat, indien de Regering de suggesties van het Bijlcomité involgt, zij aan haar plicht te kort komt tegenover de culturele en geneeskundig-sociale belangen van het Vlaamse Land. »

En de rector voegt er aan toe dat de Faculteit Geneeskunde te Gent onder die voorwaarden, eenvoudig weg zal mogen afgeschaft worden.

« Ik ben ervan bewust, zegt hij, dat de Staat zich heden voor financiële moeilijkheden bevindt. Maar voor mij is de gezondheid van het volk zijn hoogste en waardevolste bezit en heeft het de voorrang boven andere werken. »

» Sedert twaalf jaar staat het gebouwencomplex van het academisch ziekenhuis onvoltooid en blootgesteld aan wind en regen. Dit is een onduldbare toestand. » Spreker ziet slechts één middel dat deze onderneming kan reden : « het is het stichten van een fonds, geregeld volgens dezelfde modaliteiten als voor de Albertina-Bibliotheek. »

De rector besloot zijn betoog met de steun van de Minister van Openbaar Onderwijs te vragen.

Het geniet zeker — de verslaggever denkt het tenminste — de warme steun van de Commissie van Openbaar Onderwijs van de Senaat.

La Presse a publié, le 12 octobre, l'essentiel du discours de rentrée qu'a prononcé, à l'Université de Louvain, Mgr Van Waeyenbergh, recteur magnifique. Il a notamment décrit l'œuvre de restauration entreprise grâce aux concours généreux des particuliers comme de l'industrie et du commerce et grâce à l'aide des pouvoirs publics.

Souhaitons que l'Université de Gand rencontre la même sympathie effective auprès des particuliers, auprès de l'industrie, du commerce et des pouvoirs publics.

La Commission ne s'étonnera point de ce que le rapporteur du budget de l'I.P. reçoive, de divers organismes, des communications ayant l'aspect de revendications.

Par exemple, en ce qui concerne les universités, un ordre du jour considère qu'une majoration de traitement ayant été octroyée, à dater du 1er juillet 1948, à tous les agents des services publics, on espère que sera respecté l'esprit de l'art. 14ter, al. 2 de la loi du 25 février 1948 prévoyant que les traitements du corps enseignant des universités de l'Etat suivront exactement les variations des traitements des fonctionnaires de l'ordre administratif.

Ce souhait est assurément partagé. Le rapporteur en profite pour faire une observation personnelle. Il ne croit pas qu'il soit souhaitable d'opposer le personnel enseignant, à quelque degré qu'il soit, au personnel administratif d'un même département ministériel. Dans le cas présent, il le reconnaît, cette opposition n'est pas du tout tentée, mais le rapporteur doit maintenir sa déclaration, parce qu'il sait les efforts incessants faits par le personnel administratif pour éviter les retards dans les adaptations successives des traitements du personnel enseignant.

Cela dit, il y a lieu de s'arrêter un moment à la page 136 du budget, à l'article 3-1-a : **Rémunerations du personnel des services permanents — agents définitifs — Universités de l'Etat.**

En effet, le rapporteur a accepté d'évoquer la loi du 25 février 1948 et lire une note concernant l'art 8, litt.e de cette loi, afin que des précisions soient apportées à l'interprétation. Voici cette note :

Aux termes de l'article 8 littera e de la loi du 25 février 1948 la rémunération d'un membre du corps enseignant universitaire ne peut **en aucun cas** être inférieure au montant de la rémunération globale dont il jouissait avant l'entrée en vigueur de la loi.

D'autre part, aux termes de l'article 2 de la loi du 5 juin 1937, les professeurs **part-time** en fonction à la date de la promulgation de cette loi continueront à être rémunérés selon le **barème** fixé par l'article 13 de la loi du 30 juillet 1928.

De pers heeft, op 12 October, de hoofdzaken van de openingsrede gepubliceerd, welke in de **Leuvense universiteit** gehouden werd door Mgr Van Waeyenbergh, rector magnificus. Hij heeft namelijk een beeld opgehangen van de herstellings- en wederopbouwwerken, ondernomen dank zij de milde medewerking van de particulieren, evenals van de nijverheids- en de handelswereld en dank zij de hulp van de openbare besturen.

Laten wij hopen dat de Gente universiteit dezelfde werkdadige sympathie moge ondervinden bij de particulieren, de nijverheid, de handel en de openbare besturen.

De Commissie zij er niet over verwonderd dat de verslaggever over de begroting van Openbaar Onderwijs, vanwege verscheidene lichamen en sommige persoonlijkheden, mededelingen ontvangt, die veel op eisen gelijken.

Bijvoorbeeld, wat de universiteiten betreft, is men in een motie van oordeel dat, daar met ingang van 1-7-1948 een wedeverhoging aan al de personeelsleden der openbare diensten verleend werd, men hoopt dat de geest van artikel 14ter, 2e alinea, der wet van 25-2-48 zal nagekomen worden, waarbij wordt voorzien dat de wedden van het onderwijzend personeel der rijksuniversiteiten stipt de schommelingen van de wedden der ambtenaren van de administrative macht zal volgen.

Die wens wordt ongetwijfeld gedeeld. De verslaggever neemt de gelegenheid te baat om een persoonlijke opmerking te maken. Hij denkt niet dat het wenselijk is het onderwijzend personeel, in om het even welke graad, tegenover het administratief personeel van eenzelfde ministerieel departement te stellen. In het onderhavig geval, hij geeft het toe, wordt volstrekt geen poging tot tegenstelling gedaan, maar de verslaggever kan van zijn verklaringen niets afdoen, omdat hij weet hoezeer het administratief personeel zich onophoudend inspant om de vertraging in de achtereenvolgende aanpassingen van de wedden van het onderwijzend personeel te vermijden.

Dit gezegd zijnde, dient een ogenblik stilgestaan bij blz. 136 van de begroting, op artikel 3/1/a : **Bezoldigingen van het personeel der vaste diensten — Vastaangestellde personeelsleden — Rijksuniversiteiten.**

Inderdaad, de verslaggever heeft aanvaard de wet van 25-2-48 te berde te brengen en een nota voor te lezen betreffende artikel 8, litt. e van die wet, om de uitlegging nader te bepalen. Ziehier deze nota :

Naar luid van artikel 8, litt. e der wet van 25 Februari 1948, mag de bezoldiging van een lid van het onderwijzend personeel ener universiteit, **in geen geval** lager zijn dan het bedrag van de globale bezoldiging welke hij vóór de inwerkingtreding van de wet genoot.

Anderdeels, naar luid van artikel 2 der wet van 5 Juli 1937, zullen de part-time-professoren, in functie op de datum van afkondiging van die wet, verder bezoldigd worden volgens de bij artikel 13 der wet van 30 Juni 1928 vastgestelde **weddeschaal**.

C'est-à-dire que leur barème est le même que celui des professeurs full-time avec cette seule différence que les augmentations de traitement ne leur sont accordées que par termes de cinq ans au lieu de trois ans. (art.13, loi du 30 juillet 1928).

L'article 8 de la loi du 25 février 1948 doit dès lors être interprété en ce sens que la rémunération actuelle des professeurs part-time, **qui étaient en fonction le 5 juin 1937**, peut uniquement différer de celle de leurs collègues full-time en ce qui concerne les époques auxquelles les augmentations périodiques leur sont allouées.

Cette note fournit à un membre de la Commission l'occasion de rompre une lance en faveur des droits acquis.

Un commissaire répond que, l'an dernier, au cours du 1er semestre, durant l'indisposition du rapporteur actuel, la question a été traitée en Commission, à l'occasion de la discussion du projet de loi concernant le rajustement des traitements des professeurs des universités de l'Etat. Les mêmes cas d'espèces y furent évoqués. Le texte de loi fut admis à l'unanimité moins une voix.

Et voici le commentaire de l'article 8, tel qu'il figure au rapport de M. Mazereel. (page 2) :

« Si l'enseignement ne constitue, pour l'intéressé, qu'une charge accessoire, soit qu'il comporte moins de cinq heures de cours par semaine, soit que les fonctions principales de l'intéressé se trouvent ailleurs, celui-ci jouira d'un traitement forfaitaire de 9.000 fr. (à 100 p.c.) par heure hebdomadaire entière.

» Seront considérés comme entrant dans cette catégorie, que nous pourrions appeler « part-time » :

» ...c) Ceux qui exercent une profession libérale, par exemple : les médecins, les pharmaciens, les avocats, etc., profession qui absorberait la plus grande partie de leur activité.

» Il est bon que l'université puisse s'attacher des hommes dont l'expérience scientifique et l'expérience des affaires ne peuvent que profiter à la formation de notre élite intellectuelle.

» Il est juste que, cet enseignement n'étant pas, à proprement parler, la source de leur gagne-pain, l'Etat honore leurs services de façon différente. »

Le premier commissaire insistant au nom des droits acquis, il lui est répondu que, dans le même rapport Mazereel (page 4), il est dit que sont conservés « les droits acquis, notamment en ce qui concerne les rémunérations acquises », c'est-à-dire qu'en aucun cas, ces professeurs « part-time » ne verront diminuer leur traitement antérieur.

Dit wil zeggen dat hun weddeschaal dezelfde is als die van de full-time-professoren, met het enig verschil dat de weddeverhogingen hun slechts zullen toegekend worden bij termijnen van vijf jaar in de plaats van drie jaar (art. 13, wet van 30 Juli 1938).

Artikel 8 der wet van 25 Februari 1948 moet bijgevolg in die zin uitgelegd worden, dat de tegenwoordige bezoldiging der part-time-professoren, **die in functie waren op 5 Juni 1937**, slechts van die hunner full-time-collega's kan verschillen wat betreft de tijdstippen waarop de periodieke verhogingen hun toegekend worden.

Deze nota geeft aan een lid van de Commissie de gelegenheid om een lans te breken ten gunste van de verworven rechten.

Een commissielid antwoordt dat, verleden jaar, in de loop van het eerste halfjaar, tijdens de ongesteldheid van de tegenwoordige verslaggever, de kwestie in de Commissie behandeld werd, ter gelegenheid van de bespreking van het wetsontwerp betreffende de heraanpassing der wedden van het onderwijsend personeel van de rijksuniversiteiten. Dezelfde specifieke gevallen werden er te berde gebracht. De tekst van de wet werd, op één na, met algemene stemmen aangenomen.

En ziehier de commentaar op artikel 8, zoals die voorkomt in het verslag van de h. Mazereel (blz.2) :

« Indien het onderwijs voor de betrokkenen slechts een bijambt is, hetzij omdat het minder dan vijf uren cursus per week omvat, hetzij omdat de hoofdfuncties van de betrokkenen elders liggen, geniet deze een forfaitaire wedde van 9.000 fr. (100 t.h.) per volle wekelijkse uur.

» Worden beschouwd als behorende tot deze categorie, welke wij « part-time » zouden kunnen noemen :

» ...c) zij die een vrij beroep uitoefenen, bij voorbeeld dokters, apothekers, advocaten, enz., welk beroep het grootste deel van hun bedrijvigheid in beslag neemt.

» Het heeft zijn nut dat de universiteit mannen aan zich kan verbinden, wier ervaring op het gebied van de wetenschappen en van de zaken niet dan ten goede kan komen aan de vorming van onze intellectuele elite.

» Het is maar billijk dat de Staat hun diensten op een andere wijze beloont, aangezien het onderwijs eigenlijk niet hun broodwinning is. »

Daar het eerstbedoeld commissielid aandringt uit naam van de verworven rechten, wordt hem geantwoord dat in hetzelfde verslag Mazereel (blz. 4) wordt gezegd dat worden behouden « de verworven rechten, inzonderheid wat betreft de verworven wedde », d.w.z. dat in geen geval de part-time-professoren hun vroegere wedde zullen zien verminderen.

Il faut donc entendre par droits acquis, dans le cas présent, le fait qu'en aucun cas les professeurs part-time ne verront diminuer leur traitement antérieur, confirme le représentant du Département.

L'Academia Belgica de Rome.

Il en est question à l'article 18-2, page 149 du budget.

Fondée en 1939, cette académie que dirige M. Fernand de Visscher, possède la personnalité juridique en tant qu'établissement d'utilité publique.

Elle accueille, chaque année, une douzaine de pensionnaires, étudiants ou artistes, et met à leur disposition un logement confortable, ainsi qu'une magnifique bibliothèque, comprenant les fonds légués par Frans Cumont — et qui constituent l'une des plus riches collections du monde concernant l'antiquité classique, — le fonds de l'Institut Historique Belge et le fonds Marie-José (relations artistiques entre la Belgique et l'Italie).

Les pensionnaires étudiants se recrutent parmi les boursiers du Fonds National de Recherche Scientifique, parmi les titulaires des bourses de voyage et sont, pour la plupart, déjà désignés pour entrer dans l'enseignement supérieur.

Les pensionnaires artistes sont des titulaires du Prix de Rome et du Prix Godecharles ou d'autres jeunes gens spécialement recommandés par les académies.

L'Académie organise chaque année un cycle de conférences données par d'éminentes personnalités belges ou étrangères, ainsi que des concerts et des expositions.

Est-il convenable que l'organisation de ces manifestations ait été tout entière à charge du Directeur?

Aucun crédit non plus n'a pu être affecté au développement normal de la bibliothèque, ni même à la continuation des abonnements aux périodiques. Cette stagnation de la bibliothèque est de nature à faire tort au crédit de la Belgique.

Le crédit accordé cette année s'élève à 725.000 fr. et doit couvrir la totalité des dépenses : entretiens du bâtiment, traitement du Directeur et de tout le personnel, etc.

La Commission de l'I. P. estime à l'unanimité que, pour satisfaire aux besoins et maintenir le standing culturel de notre maison belge à Rome, il y a lieu de déposer un amendement portant à 1 million le crédit global, amendement que la Commission espère voir adopter par le Ministre de l'Instruction Publique.

In het onderhavig geval moet dus door verworven rechten verstaan worden het feit dat in geen geval de part-time-professoren hun vroegere wedde zullen zien verminderen, bevestigt de vertegenwoordiger van het Departement.

De Academia Belgica te Rome.

Er is sprake daarvan in artikel 18/2 blz. 149, van de begroting.

Opgerecht in 1939, bezit deze onder leiding van de h. Fernand De Visscher staande academie, rechtspersoonlijkheid als inrichting ten algemene nutte.

Elk jaar ontvangt zij een twaalftal studenten of kunstenaars, en stelt zij te hunner beschikking een gerieflijk onderdak, alsmede een prachtige bibliotheek, omvattende de door Frans Cumont nagelaten fondsen, — die een van de rijkste verzamelingen ter wereld betreffende de klassieke oudheid vormen, — het fonds van het Belgisch geschiedkundig instituut en het Marie-José-fonds (kunstbetrekkingen tussen België en Italië).

De studerende pensionnairs worden geworven onder hen die een beurs genieten van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, onder hen die een reisbeurs genieten en meestal aangewezen zijn om in het hoger onderwijs te treden.

De kunststudierende pensionnairs zijn houders van de Prijs van Rome en de Prijs Godecharles of andere jongelieden, bijzonder aanbevolen door de academiën.

De academie richt elk jaar een cyclus in van door voorstaande Belgische of vreemde persoonlijkheden gehouden voordrachten, alsmede concerten en tentoonstellingen.

Is het aangewezen dat de inrichting van die kunstuitingen algeheel ten laste van de directeur valle?

Geen enkel krediet werd evenmin besteed aan de normale ontwikkeling van de bibliotheek en ook niet aan het voortzetten der abonnementen op de tijdschriften. Deze stilstand van de bibliotheek is van zulke aard dat zij het gezag van België kan schaden.

Het dit jaar verleende krediet beloopt 725.000 fr. en moet de totaliteit der uitgaven bestrijden: onderhoud van het gebouw, wedde van de directeur en van het ganse personeel, enz.

De Commissie van Openbaar Onderwijs is eenparig van oordeel dat, om in de behoeften te voorzien en de culturele standaard van ons Belgisch huis te Rome te handhaven, een amendement moet worden ingediend waarbij het globale krediet op één miljoen wordt gebracht, amendement dat de Commissie door de Minister van Openbaar Onderwijs hoopt te zien aannemen.

Voici d'ailleurs la communication que nous fait le Département :

Le Gouvernement accorde tous les ans à l'Academia Belgica une subvention forfaitaire, pour l'aider à poursuivre ses travaux. Cette subvention sert également à ses frais de personnel et de matériel.

En 1947, la subvention s'élevait à 600.000 fr.

En 1948, elle est portée à 725.000 fr.

Pour 1949, on a demandé un crédit de 825.000 fr.

Etant donné que les frais de cette institution vont toujours en augmentant, M. le Ministre a estimé que la subvention pour 1949 était insuffisante et que pour l'année 1950 elle devrait être portée à 1.000.000 fr.

Ziehier trouwens de mededeling die ons door het Departement gedaan wordt :

De Regering verleent elk jaar aan de Academia Belgica een forfaitaire toeage, om haar in staat te stellen haar werk voort te zetten. Deze subsidie dient eveneens voor haar kosten aan personeel en materieel.

In 1947 beliep de subsidie 600.000 fr.

In 1948 werd zij op 725.000 fr. gebracht.

Voor 1949 werd een krediet van 825.000 fr. gevraagd.

Aangezien de kosten van die instelling steeds toenemen, heeft de h. Minister geoordeeld dat de subsidie voor 1949 ontoereikend was en dat zij voor het jaar 1950 op 1 miljoen zou moeten gebracht worden.

ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE — UNIVERSITAIR ONDERWIJS

Etablissements — Inrichtingen	Nombre d'étudiants(es) inscrits en novembre — <i>Aantal ingeschreven studenten (studentinnen) in november</i>		Total des crédits inscrits au budget ordinaire pour 1949 sous le feuilleton d'ajuste- ments encore soumis au Parlement (décembre 1948). — <i>Totaal der op de gewone begroting 1949 uitgetrokken kredieten, zonder de nog aan het Parlement voorge- legde aanvullende aanpas- singebegroting (Dec. 1948).</i>
	1947-1948	1948-1949	
Université de Gand — <i>Universiteit te Gent</i>	2.163	2.330	101.997.200
Université de Liège — <i>Universiteit te Luik</i>	2.850	2.910	119.109.000
Ecole de médecine vétérinaire, Cureghem — <i>Veeartsenijs- school, Kuregem</i>	100	96	9.623.000
Institut agronomique Gembloux — <i>Rijkslandbouwhoge- school Gembloers</i>	399	365	12.345.000
Institut agronomique, Gand — <i>Rijkslandbouwhogeschool Gent</i>	101	93	14.642.900
Université de Bruxelles — <i>Universiteit te Brussel</i>	3.697	3.779	50.438.905
Université de Louvain — <i>Universiteit te Leuven</i>	6.250	6.867	50.438.905
Faculté polytechnique de Mons — <i>Polytechnische facul- teit te Bergen</i>	239	275	10.487.782
Institut Saint-Louis — <i>St-Aloysiusgesticht te Brussel</i>	319	287	—
Facultés N.-D. de la Paix, Namur — <i>Faculteit O.-L.-V. van Vrede te Namen</i>	402	421	—
<hr/>		16.520	17.423
Au jury central de 1948 — <i>Centrale examencommissie in 1948</i>	453	—	
<hr/>		16.973	

**RELEVE GENERAL DES INSCRIPTIONS DANS LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (*)
1947-1948**

**ALGEMENE OPGAVE VAN DE INSCHRIJVINGEN IN DE INRICHTINGEN VOOR
HET HOGER ONDERWIJS (*)
1947-1948**

B = Belges — Blg = Belgen ; E = Etrangers — Bl = Buitelanders.

SECTION D'ENSEIGNEMENT ONDERWIJSAFDELINGEN	HOMMES — MANNEN			FEMMES — VROUWEN			Totaux généraux Alg. totalen
	B - Blg	E - Bl	Tot.	B - Blg	E - Bl	Tot.	
Théologie — <i>Godegeleerdheid</i>	48	19	67	—	—	—	67
Droit canon — <i>Kerkelijk recht</i>	13	10	23	—	—	—	23
Sciences religieuses — <i>Godsdienstige wetenschap</i> .	5	0	5	1	—	1	6
Philosophie (Ec. St-Thomas d'Aquin) — <i>Wijsbegeerte (St-Thomas van Aquino-school)</i>	122	51	173	10	2	12	185
Philosophie et Lettres et sections annexes — <i>Wijsbegeerte en letteren en bijafdelingen</i>	794	54	848	584	23	607	1.455
Droit et sections annexes — <i>Recht en bijafdeling</i>	3.199	46	3.245	431	13	444	3.689
Sciences — <i>Wetenschappen</i>	807	49	856	251	23	273	1.129
Médecine, Pharmacie et sections annexes — <i>Geneeskunde, Artsenijkunde en bijafdelingen</i>	4.459	168	4.627	845	50	893	5.520
Médecine vétérinaire — <i>Veeartsenijkunde</i>	269	1	270	2	0	2	272
Sciences appliquées, arts et manufactures — <i>Toegepaste wetenschappen, Kunsten en Nijv.</i>	2.292	184	2.476	7	4	11	2.487
Agronomie — <i>Landbouwkunde</i>	885	66	951	9	2	11	962
Sciences commerciales, économiques, financières, consulaires, coloniales, maritimes et actuarielles — <i>Handels-, economische, financiële, consulaire, koloniale, zeevaart- en verzekeringstechnische wetenschappen</i>	2.043	156	2.199	208	21	229	2.428
Sciences politiques, sociales, administratives et diplomatiques — <i>Politieke, sociale, bestuurlijke en diplomatieke wetenschappen</i>	711	89	800	128	22	150	950
Pédagogie et psychologie appliquée — <i>Onderwijskunde en toegepaste zielkunde</i>	180	26	206	105	11	116	322
Nombre total d'inscriptions	15.827	919	16.746	2.578	171	2.749	19.495
<i>Totaal aantal inschrijvingen</i>	—	—	—	—	—	—	—
Nombre total d'étudiants	14.572	845	15.417	2.366	150	2.516	17.933
<i>Totaal aantal studenten</i>	—	—	—	—	—	—	—

(*) 1) Cette statistique a été établie par la Fondation universitaire. Elle rapporte donc non seulement aux établissements figurant au tableau précédent de l'enseignement universitaire, mais, en plus, à l'Ecole royale militaire (Division polytechnique), à la faculté des sciences politiques et administratives de l'Université Coloniale d'Anvers, à l'Institut supérieur de commerce de l'Etat, à Anvers, aux Ecoles supérieures de commerce (St-Ignace, d'Anvers, de Mons — la libre et la provinciale — de Liège, à celles pour jeunes filles, d'Anvers et d'Etterbeek), et à l'Ecole supérieure des textiles de Verviers.

2) Chacun sait que certains étudiants sont porteurs de plus d'une inscription.

3) Seules les inscriptions en qualité d'élèves réguliers ont été prises en considération.

(*) 1) Deze statistiek werd door de Universitaire Stichting opgemaakt. Zij heeft dus betrekking niet alleen op de instellingen welke in de vorige tabel van het universitair onderwijs voorkomen, maar bovendien op de Koninklijke Militaire School (Polytechnische afdeling), op de Faculteit Staatswetenschappen en administratieve wetenschappen van de Koloniale Hogeschool te Antwerpen, op de Rijks-handelshogeschool te Antwerpen, op de Handelshogescholen (St-Ignatius, te Antwerpen en te Bergen — de vrije en de provinciale —, te Luijk, op die voor meisjes te Antwerpen en te Etterbeek) en op de Hogere textielschool te Verviers.

2) Iedereen weet dat sommige studenten meer dan één inschrijving bezitten.

3) Alleen de inschrijvingen als regelmatige leerling werden in aanmerking genomen.

(86)

(87)

[N° 66]

Section VI

Enseignement Technique et Agricole

Sectie VI

Technisch-en Landbouwonderwijs

SECTION VI

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : FR. 597.325.000

Le crédit demandé pour 1949 dépasse de près de 54 millions celui de 1948 et forme 12,3% du budget de l'Instruction Publique.

Les grands postes des crédits budgétaires pour l'enseignement technique sont :

SECTIE VI.

TECHNISCH ONDERWIJS : FR. 597.325.000

Het voor 1949 gevraagde krediet overtreft met nage-noeg 54 miljoen dat van 1948 en vormt 12,3% van de begroting van Openbaar Onderwijs.

De grote posten der begrotingskredieten voor het technisch onderwijs zijn :

	En — In 1948	En — In 1949
Art. 3/1 Agents définitifs. Rémunération — <i>Vastaangestelde personeelsleden. Bezoldiging</i>	40.488.400	58.993.000
Art. 3/2 Agents temporaires. Rémunérations — <i>Tijdelijk personeel. Bezoldiging</i>	5.838.000	11.400.000
Art. 3/4 Subsides-traitements — <i>Toelagen-wedden</i>	408.000.000	420.000.000
Art. 14/1 Travaux et fournitures de premier équipement aux services permanents — <i>Werken en leveringen voor eerste uitrusting aan de vaste diensten</i>	26.790.000	32.500.000
Art. 17/1 Subsides forfaitaires aux institutions agréées — <i>Forfaitaire subsidiën aan erkende instellingen</i>	30.000.000	30.000.000
Art. 17/2 Subsides pour frais d'équipement aux établissements agréés — <i>Subsidiën voor uitrustingkosten aan erkende inrichtingen</i>	20.000.000	20.000.000

Le crédit réservé aux établissements de l'Etat s'élève à 126.725.000 fr., soit 21,3% des crédits de la section VI et se décomposant comme suit :

75.595.000 pour les **15 écoles existantes** dont 6 sont techniques, 2 commerciales, 7 agricoles ou horticoles et une de service social, d'études sociales, à Quaregnon.

Pour les 19 écoles nouvelles créées par Arrêté du Régent du 13 avril 1948 :

12 écoles techniques (à Gand, Malines, Diest, Renaix, Eecloo, Péruwelz, Namur, Izelle, Athus, Anderlecht, Rance et Dour) ;

3 écoles agricoles ou horticoles (une dans la province de Namur, une à Melle, une à Ath) ;

2 écoles commerciales (à Alost et à Aarschot).

2 instituts d'études sociales (à Bruxelles et à Courtrai).

Le crédit prévu est de 53 millions.

Het de Rijksinrichtingen voorbehouden krediet beloopt 126.725.000 fr., zegge 21,3% van de kredieten van sectie VI en doet zich onderverdeeld voor als volgt :

75.595.000 fr. voor de *15 bestaande scholen*, waarvan 6 technische scholen, 2 handelsscholen, 7 landbouw- of tuinbouwscholen en 1 school voor maatschappelijk dienstbetoon, sociale studiën, te Quaregnon.

Voor de 19 bij het Regentsbesluit van 13 April 1948 opgerichte nieuwe scholen :

12 technische scholen : te Gent, Mechelen, Diest, Ronse, Eekloo, Péruwelz, Namen, Izelle, Athus, Anderlecht, Rance en Dour ;

3 landbouw- of tuinbouwscholen : één in de provincie Namen, één te Melle en één te Aat ;

2 handelsscholen : te Aalst en te Aarschot ;

2 instituten voor sociale studiën : te Brussel en te Kortrijk.

Het voorziene krediet beloopt 53 miljoen.

Remarquons que l'enseignement technique agréé absorbe 470.600.000 fr., soit, à très peu de chose près, 80 % du crédit de la section VI.

Répartition approximative :

- enseignement technique provincial 60.400.000, soit 10 % des crédits de la section VI;
- enseignement technique communal 111.600.000, soit 18,7 % des crédits de la section VI;
- enseignement technique libre 298.600.000, soit 50 % des crédits de la section VI.

Les dépenses d'entretien et de consommation s'élèvent à 8.850.000 fr. ce qui est à peu près le double du crédit de l'an dernier. On en trouve la motivation pp. 165 et 166 du budget. Mais chacun sait que les dépenses pour la consommation de gaz, d'électricité et d'eau se sont accrues partout.

Soulignons que, pour répondre au vœu émis l'an passé par la Commission, soucieuse de l'intérêt de l'économie du pays, le Gouvernement encourage la formation d'une élite d'ingénieurs techniciens, de licenciés en sciences commerciales et d'architectes, en accordant des bourses aux élèves, à concurrence d'une somme globale de 1 million, tandis que 300.000 fr. — c'est-à-dire 3 fois plus qu'en 1947 — sont destinés aux bourses, prix, prêts aux élèves des établissements d'enseignement technique et agricole, etc., de l'Etat (degré moyen et normal).

Enfin, le rapporteur se réjouit de ce qu'une somme de 100.000 fr. — c'est pourtant bien peu de chose — sera consacrée aux organismes participant ou aidant à la propagande en faveur de l'enseignement technique et agricole, alors que s'accroissent — de 17.000 unités en 1947-48 — les populations de l'enseignement moyen dans des proportions qui font craindre, au rapporteur, que la Belgique connaisse à nouveau, dans peu d'années, un chômage de diplômés universitaires comme elle en a connu un de 1932 à 1936.

Rappelons que l'article 23 du budget prévoit un crédit nouveau de 2 millions destiné à l'**exposition internationale d'enseignement technique** qui n'a pu avoir lieu en 1948, faute de locaux, et qui a été remise à 1949.

Le 23 septembre dernier, le Ministre de l'Instruction Publique a reçu une délégation parlementaire du P. S. C.

« L'entretien a porté principalement sur les questions intéressant l'**enseignement technique et son personnel enseignant**.

Laten wij opmerken dat het erkend technisch onderwijs 470.600.000 fr. oplorpt, zegge, op weinig na, 80 % van het krediet van sectie VI.

Verdeling bij benadering :

- provinciaal technisch onderwijs: 60.400.000 d.i. 10 % van het krediet van sectie VI ;
- gemeentelijk technisch onderwijs: 111.600.000, d.i. 18,7 % van het krediet van sectie VI ;
- vrij technisch onderwijs: 298.600.000, d.i. 50 % van de kredieten van sectie VI.

De uitgaven voor onderhoud en verbruik belopen 8.850.000 fr., hetgeen nagenoeg het dubbele van het krediet van verleden jaar bedraagt. De verantwoording ervan vindt men op blz. 165 en 166 van de begroting. Doch, iedereen weet dat de uitgaven voor verbruik van gas, electriciteit en water overal zijn toegenomen.

Laten wij er op wijzen, lat. om te gemoet te komen aan de wens verleden jaar uitgebracht om de belangen van 's lands economie bezorgde Commissie door de Regering de opleiding van een keurcorps van technisch-ingenieurs, van licentiaten in handelswetenschappen en van architecten aanmoedigt door verlening van **studiebeurzen** aan leerlingen, ten belope van een globale som van één miljoen, terwijl een som van 300.000 fr. — d.w.z. driemaal meer dan in 1947 — bestemd is voor de beurzen, prijzen, geldvoorschotten aan de leerlingen der inrichtingen voor technisch en landbouwonderwijs, enz., van de Staat (middelbare en normale graad).

Tenslotte verheugt de verslaggever er zich over dat een som van 100.000 fr. — dit is nochtans heel weinig — zal besteed worden aan de lichamen die deelnemen of steun verlenen *aan de propaganda ten gunste van het technisch en landbouwonderwijs*, daar waar de bevolking van het middelbaar onderwijs toeneemt — met 17.000 eenheden in 1947-1948 — in een mate die de verslaggever doet vrezen dat België opnieuw, binnen enkele jaren, een werkloosheid bij de universiteitsgediplomeerden zal kennen, zoals wij er een gekend hebben van 1932 tot 1936.

Laten wij er aan herinneren dat art. 23 der begroting een nieuw krediet van 2 miljoen voorziet, bestemd voor de *internationale tentoonstelling van technisch onderwijs*, die in 1948 geen plaats kon vinden, bij gebrek aan lokalen, en tot 1949 werd uitgesteld.

Op 23 September jl. ontving de h. Minister van Openbaar Onderwijs een parlementaire afvaardiging van de C.V.P.

« Het onderhoud ging in hoofdzaak over de kwesties betreffende *het technisch onderwijs en het onderwijzend personeel er van*.

» On a insisté pour la publication, à bref délai, au « Moniteur belge », d'un arrêté du Régent accordant 75 % des traitements — au lieu de 60 % — aux professeurs des écoles de la série A.

» Comme convenu, affirme le communiqué, la même mesure sera prise après la réorganisation des autres séries d'écoles techniques. »

Le Ministre a annoncé à la délégation que la décision paraîtrait au « Moniteur » d'un jour à l'autre.

Et c'est ainsi qu'au « Moniteur » des 25 et 26 octobre 1948 — le fait est assez considérable pour en indiquer la date — paraissait l'Arrêté du Régent du 1er octobre 1948 dont il nous paraît utile de donner ci-après le texte :

1er OCTOBRE 1948. — Arrêté du Régent.

**Subside-traitement
au personnel des écoles techniques agréées.**

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté du Régent du 10 mars 1947, déterminant notamment les bases d'octroi et l'affectation des subventions aux écoles techniques et agricoles agréées;

Vu l'arrêté du Régent du 31 octobre 1947, relatif au paiement direct du subside-traitement au personnel des écoles techniques agréées;

Considérant qu'il y a lieu, par mesure transitoire, sans toutefois préjuger des décisions qui seront prises dans le cadre de la réorganisation générale de l'enseignement technique, de majorer l'intervention de l'Etat dans le subside-traitement alloué au personnel laïc à fonctions exclusives fonctionnant dans les écoles techniques agréées dans les catégories A1, A2, A3 et A4, ainsi que dans les écoles d'agriculture et d'horticulture, agréées dans les catégories A1, A2 et A3;

Sur la proposition du Ministre de l'Instruction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. — Le subside-traitement du personnel des institutions de l'enseignement technique et agricole agréé prévu aux articles 1 et 2 de l'arrêté du Régent du 10 mars 1947, est porté de 60 à 75 p.c. du traitement en faveur du personnel laïc à fonctions exclusives, dont la nomination est agréée dans les écoles techniques classées dans les catégories A1, A2, A3 et A4 ainsi que dans les écoles agricoles et horticoles classées dans les catégories A1, A2 et A3.

» Er werd aangedrongen op de afkondiging, binnen korte tijd, in het « Belgisch Staatsblad », van een besluit van de Regent tot verlening van 75 % der wedden — in de plaats van 60 % — aan de leraars der scholen van reeks A.

» Zoals overeengekomen, verklaart het communiqué, zal dezelfde maatregel na de reorganisatie der andere reeksen van technische scholen getroffen worden. »

De Minister heeft aan de afvaardiging medegedeeld dat de beslissing eerstdaags in het « Staatsblad » zou verschijnen.

Zo komt het dat in het « Staatsblad » van 25 en 26 October 1948 — het feit is vermeldenswaardig genoeg om de datum ervan op te geven — het besluit van de Regent dd. 1 October 1948 verscheen waarvan het ons nuttig blijkt de tekst hierna weer te geven :

1 OCTOBER 1948. — Besluit van de Regent.

**Weddetoelage aan het personeel der erkende
technische scholen,**

KAREL, Prins van België, Regent van het Koninkrijk,

Aan allen, tegenwoordig en toekomenden, Heil.

Gelet op het Regentsbesluit van 10 Maart 1947 dat o. m. de grondslagen voor het verlenen alsmede de bestemming van de toelagen aan de erkende technische en landbouwscholen vastgesteld;

Gelet op het Regentsbesluit van 31 October 1947, betreffende de rechtstreekse betaling van de weddetoelagen aan het personeel der erkende technische scholen :

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat als overgangsmaatregel, zonder evenwel vooruit te lopen op de beslissingen die bij de algemene herinrichting van het technisch Onderwijs zullen getroffen worden, de tussenkomst van de Staat te verhogen in de weddetoelagen, die toegekend worden aan het lekenpersoneel met uitsluitende betrekking dat werkzaam is in de technische scholen, erkend in de categorieën A1, A2, A3 en A4, evenals in de land- en tuinbouwscholen erkend in de categorieën A1, A2 en A3.

Op de voordracht van de Minister van Openbaar Onderwijs,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De weddetoelagen van het personeel der erkende inrichtingen voor technisch- en landbouwonderwijs, voorzien bij de artikels 1 en 2 van het Regentsbesluit van 10 Maart 1947, worden gebracht van 60 op 75 t.h. van de wedden ten voordele van het lekenpersoneel met uitsluitende betrekking, wiens benoeming erkend is in de technische scholen, gerangschikt in de categorieën A1, A2, A3 en A4, evenals in de land- en tuinbouwscholen gerangschikt in de categorieën A1, A2 en A3.

Toutefois, le montant des subsides accordés aux écoles par les pouvoirs subsidiaires, ne peut en aucun cas dépasser les 100 p.c. des barèmes des traitements fixés par l'Etat pour l'enseignement technique et agricole agréé et qui servent de base au calcul des subsides-traitements.

Art. 2. Par dérogation au litt. 2, §§ a et b, de l'article 5, de l'arrêté du Régent du 10 mars 1947, les traitements du personnel, visés à l'article 1 du présent arrêté, sont majorés des charges patronales incombant aux autorités scolaires et résultant, soit des règlements provinciaux, sur le fonctionnement des caisses autonomes provinciales des pensions, soit des lois sociales applicables aux travailleurs.

Cette subvention complémentaire est liquidée aux Pouvoirs et Comités organisateurs, conformément aux dispositions de l'article 3, de l'arrêté du Régent du 31 octobre 1947.

Art. 3. Le Ministre de l'Instruction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel est d'application à partir du 1er janvier 1948.

Donné à Bruxelles, le 1er octobre 1948.

Het totaal der toelagen door de subsidiërende machten aan de scholen toegekend, mag nochtans in geen geval de 100 t.h. overschrijden van de weddeschalen door de Staat vastgesteld voor het erkend technisch en landbouwonderwijs, die tot grondslag dienen voor de berekening van de weddetoelagen.

Art. 2. In afwijking van litt. 2, §§ a en b, van artikel 5 van het Regentsbesluit van 10 Maart 1947, worden de bij artikel 1 van onderhavig besluit bedoelde wedden van het personeel verhoogd met de werkgeversbijdragen, die ten laste vallen van de schooloverheden en die een gevolg zijn hetzij van de provinciale reglementen op de werking der autonome provinciale pensioenkassen, hetzij van de sociale wetten die op de arbeiders toepasselijk zijn.

Deze aanvullende toelage wordt aan de inrichtende Machten en Comité's uitgekeerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van het Regentsbesluit van 31 October 1947.

Art. 3. De Minister van Openbaar Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit dat op 1 Januari 1948 van kracht wordt.

Gegeven te Brussel, de 1^e October 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Vanwege de Regent :

Le Ministre de l'Instruction publique,
Camille HUYSMANS.

De Minister van Openbaar Onderwijs,
Jos. MERLOT.

Vu :
Le Ministre du Budget,
Jos. MERLOT.

Mij bekend :
De Minister van Begroting,

Le Ministre de l'Intérieur,
P. VERMEYLEN.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. VERMEYLEN.

Coordination de l'enseignement technique.

Le 17 novembre, M. le sénateur Van In et, le 30 novembre, M. le député Van Walleghem ont posé à M. le Ministre, chacun une question qui revêt, à notre sens, un grand intérêt. Le Ministre a fait paraître la réponse dans le « Bulletin des Questions et Réponses » des 30 novembre et 14 décembre 1948.

Nous croyons rendre service aux sénateurs en reproduisant, avec la permission des interrogateurs, les questions et les réponses. Elles intéressent beaucoup de monde.

Question n° 3 de M. Van In du 17 novembre 1948 :

Je lis dans le « **modus vivendi** » (18 mai 1948) relatif à l'enseignement technique les passages suivants :

1^o La réorganisation sera poursuivie par catégorie, en ce sens que pour les écoles A, elle sera effectuée avant le 1er août 1948;

Coördinatie van het technisch onderwijs.

Op 17 November en op 30 November stelden onderscheidenlijk de h. Senator Van In en de h. Volksvertegenwoordiger Van Wallegem aan de h. Minister elk een vraag die, naar onze mening, van groot belang is. De Minister liet het antwoord verschijnen in het Bulletin der Vragen en Antwoorden dd. 30 November en 14 December 1948. Wij denken de senatoren een dienst te bewijzen, zo wij, met bewilliging van de hh. vraagstellers, de vragen en antwoorden overdrukken. Zij zijn voor velen van belang.

Vraag n° 3 van de heer Van In van 17 November 1948 :

Ik lees in de **modus vivendi** (18 Mei 1948) betreffende het technisch onderwijs de volgende passages :

1^o De herinrichting zal per categorie doorgevoerd worden, met dien verstande dat ze voor de A-scholen vóór 1 Augustus 1948 zal gedaan zijn,

2^o L'article 2 de l'arrêté du Régent du 9 février 1948 relatif à la rémunération du personnel de l'Etat, dans lequel certains membres de l'enseignement technique agréé ne viennent pas en considération pour l'application des nouvelles pensions, restera applicable pour chaque catégorie d'écoles, jusqu'au moment de la réorganisation de cette catégorie, notamment après la révision coordonnée des assimilations, titres et diplômes.

3^o Conformément à sa déclaration du 5 mai devant la Chambre, le gouvernement publiera avant la fin de l'année scolaire actuelle ses arrêtés relatifs à la réorganisation de l'administration centrale et de l'inspection de l'enseignement technique.

Puis-je demander à l'honorable ministre :

1^o Où en est le travail de la réorganisation :

a) En ce qui concerne les écoles A;

b) En ce qui concerne les écoles B et C.

Combien d'écoles A n'ont plus été agréées après la réorganisation ?

Existe-t-il des écoles A qui ont été agréées à nouveau, mais où le personnel enseignant n'est pas rémunéré pour l'une ou l'autre raison ? Si oui, combien ?

2^o Où en est cette révision des assimilations, titre et diplômes ?

Quand le ministre pense-t-il pouvoir abroger l'article 2 de l'arrêté du 9 février 1948, afin de rendre possible l'application de barèmes de l'Etat pour l'enseignement technique agréé ?

3^o Quels sont les arrêtés parus ou à paraître relativement à la réorganisation de l'administration centrale et de l'instruction ?

Réponse.

Un premier rapport se rapportant à la rationalisation des écoles techniques dans les catégories A. 1, A. 2, A. 3 et A. 4, a été déposé avant le 1er août 1948. Ce rapport a reçu mon approbation.

En ce qui concerne les écoles agréées dans les autres catégories, l'examen de la situation continue activement. Aucune suppression d'écoles dans les catégories A. 1, A. 2, A. 3 et A. 4 n'a été proposée. Toutefois, la possibilité d'apporter certaines modifications dans l'organisation intérieure de certaines d'entre elles n'est pas exclue. Dans le rapport relatif à la rationalisation déposé pour les quatre catégories d'écoles précitées, il a été proposé d'agréer 11 nouvelles écoles ou sections.

Le subside-traitement de l'Etat en faveur du personnel de ces écoles ne pourra être liquidé que lorsque l'arrêté

2^o Artikel 2 van het Regentsbesluit van 9 Februari 1948 betreffende de bezoldiging van het rijkspersoneel waarbij sommige leden van het erkend technisch onderwijs voorlopig niet in aanmerking kwamen voor de toepassing van de nieuwe spanningen, zal voor iedere categorie van scholen toepasselijk blijven tot op het ogenblik van herinrichting dezer categorie, nl. na de gecoördineerde herziening der gelijkstellingen, titels en diploma's.

3^o Overeenkomstig haar verklaring van 5 Mei vóór de Kamer, zal de Regering voor het einde van het huidig schooljaar haar besluiten bekendmaken betreffende de herinrichting van het centraal bestuur en van de inspectie van het technisch onderwijs.

Mag ik aan de achtbare heer minister vragen :

1^o Hoe ver is het werk der reorganisatie gevorderd :

a) Wat betreft de A-scholen ;

b) Wat betreft de B- en C-scholen ?

Hoeveel A-scholen werden na de reorganisatie niet meer erkend ?

Bestaan er A-scholen, die opnieuw erkend werden, maar waar het onderwijzend personeel om de een of andere reden niet bezoldigd wordt ? Zo ja, hoeveel ?

2^o Hoe ver is die herziening der gelijkstellingen, titels en diploma's gevorderd ? Wanneer denkt de Minister artikel 2 van het besluit van 9 Februari 1948 te kunnen intrekken, ten einde de toepassing der staatsbarema's in het erkend technisch onderwijs mogelijk te maken ?

3^o Welke zijn de besluiten die verschenen zijn, of moeten bekendgemaakt worden, in verband met de herinrichting van het centraal bestuur en van de inspectie ?

Antwoord :

1^o Een eerste verslag betreffende de rationalisatie van de technische scholen der categorieën A.1, A.2, A.3 en A.4 werd voor 1 Augustus 1948 neergelegd. Dit verslag werd door mij goedgekeurd.

Het onderzoek van de toestand der scholen in andere categorieën erkend wordt actief voortgezet. In de categorieën A.1, A.2, A.3 en A.4 werd geen enkele afschaffing van scholen voorgesteld. De mogelijkheid is nochtans niet uitgesloten dat sommige wijzigingen zouden gebracht worden aan de interne organisatie van enkele dezer scholen. In het verslag over de rationalisatie, dat voor de vier hoger bedoelde categorieën van scholen nedergelegd werd, wordt de erkenning van elf nieuwe scholen of afdelingen voorgesteld.

De wedde-toelage van de Staat ten voordele van het personeel dezer scholen kan slechts uitgekeerd worden

d'agrément, actuellement soumis à l'approbation du comité du budget et au contreseing du ministre du budget, aura été signé par Mgr le Régent.

2^o Mon administration examine en ce moment la question des assimilations des titres et diplômes et établit les projets d'arrêtés permettant l'abrogation progressive de l'article 2 de l'arrêté du Régent du 9 février 1948, en vue de l'application des nouveaux barèmes au personnel de l'enseignement technique agréé.

Ces nouveaux barèmes seront, avec effet rétroactif, appliqués dans les catégories d'écoles, au fur et à mesure que la rationalisation de ces catégories sera terminée. C'est ainsi qu'ils pourront être appliqués très prochainement pour les catégories A. 1, A. 2, A. 3 et A. 4.

3^o Les projets de réorganisation de l'administration centrale ainsi que de l'inspection sont à l'étude, tant chez moi-même qu'au ministère du budget.

Question de M. Van Walleghem du 30 novembre 1948 :

M. le ministre aurait-il la bonne obligeance de me faire savoir :

1^o A quelle date et pour quel exercice les écoles techniques, catégorie A, reçoivent les 75 % des subSIDes pour le traitement des membres de leur personnel;

2^o Si, en raison de la normalisation et du travail du comité de coordination, un regroupement des écoles a été effectué.

En conséquence, combien d'écoles communales et provinciales ont subi, et dans quelle proportion, une réduction du nombre de cours et une diminution aux subsides? Idem pour les écoles libres agréées.

Réponse :

1^o Le subside-traitement de l'Etat a été porté, à partir du 1er janvier 1948, de 60 % à 75% en faveur du personnel laïc à fonctions exclusives fonctionnant dans les écoles classées dans l'une des catégories suivantes :

A 1 — Ecoles techniques supérieures;

A 2 — Ecoles techniques secondaires;

A 3 — Ecoles professionnelles;

A 4 — Ecoles d'apprentissage;
ainsi que dans les écoles d'agriculture A 1, A 2 et A 3.

2^o Un premier rapport ayant trait à la rationalisation des écoles techniques dans les catégories A 1, A 2, A 3 et

nadat het erkenningsbesluit, dat thans aan de goedkeuring van het comité van begroting en aan de medeondertekening van de heer minister van begroting is voorgelegd, door de Prins-Regent zal ondertekend zijn.

2^o Mijn bestuur onderzoekt thans het vraagstuk der gelijkstelling van de titels en de diploma's en maakt de ontwerpen van besluiten op, die moeten toelaten dat artikel 2 van het Regentsbesluit van 9 Februari 1948 gelediglijk afgeschaft wordt, dit met het oog op de toepassing van de nieuwe weddeschalen voor het personeel van het erkend technisch onderwijs.

Deze nieuwe weddeschalen zullen met terugwerkende kracht toegepast worden in de verschillende categorieën van scholen naarmate de rationalisatie ervan zal geëindigd zijn. Zo zal het mogelijk zijn deze weddeschalen eerlang toe te passen in de categorieën A.1, A.2, A.3 en A.4.

3^o De ontwerpen tot reorganisatie van het hoofdbestuur en van de inspectie liggen ter studie, bij mij zelf en bij het departement van begroting.

Vraag van de heer Van Walleghem van 30 Nov. 1948 :

Believe het de heer Minister mij mede te delen :

1^o Sedert welke datum en voor welk dienstjaar de technische scholen, categorie A, de 75 % toelagen ontvangen voor de wedden van hun personeelsleden ;

2^o Of ingevolge de normalisatie en het werk van het comité voor coördinatie een hergroepering van de scholen werd doorgevoerd.

Dus, in hoeveel gemeente- en provinciale scholen werd een vermindering bereikt, en in welke verhouding, van het aantal cursussen en van de toelagen ? Dezelfde inlichtingen worden gevraagd wat betreft de vrije erkende scholen.

Antwoord :

1^o De weddetoelage van de Staat werd van 1 Januari 1948 af, van 60 % op 75 % gebracht ten voordele van het lekenpersoneel met een uitsluitende betrekking aan de scholen, die gerangschikt zijn in een van de volgende categorieën :

A 1 — Hogere technische scholen ;

A 2 — Middelbare technische scholen ;

A 3 — Vakscholen ;

A 4 — Leerwerkplaatsen ;
alsmede aan de landbouwscholen A 1, A 2 en A 3.

2^o Een eerste verslag, dat betrekking heeft op de rationalisatie der technische scholen in de categorie A 1, A 2,

A 4 a été déposé avant le 1er août 1948. Aucune suppression d'écoles ni aucune fusion n'ont été proposées dans les catégories susdites. Toutefois, la possibilité d'apporter certaines modifications dans l'organisation intérieure de certaines d'entre elles n'est pas exclue.

Cette question fait actuellement l'objet d'un examen.

En Commission.

Un commissaire commence son intervention dans les termes suivants : « S'il y a un domaine où une partie de l'opinion n'est pas satisfaite, c'est bien l'enseignement technique. »

» On avait prévu un crédit de 5 millions en 1947 pour l'école technique agricole de Dixmude. En 1948, un crédit à peu près semblable. Rien n'est dépensé. Il y a deux ans que l'on est en droit de croire à des négligences venant d'ailleurs que de l'Instruction publique. Il y a, en matière d'expropriation de terrain, d'étonnantes tergiversations.

» Autre chose : par arrêté du Régent du 13-4-48, une école de service social a été créée à Courtrai.

» Or, comment peut-on expliquer qu'on n'ait point encore trouvé un emplacement pour cette école, un emplacement convenable où l'on pourrait installer définitivement l'école ?

» Autre chose encore : Le rapporteur a parlé du rapport Braun et d'une question posée par notre collègue M. Van In.

» Or, aucune suppression d'école n'a été proposée.

» Je pourrais citer une école dans l'agglomération bruxelloise, école qui forme des ingénieurs-techniciens et qui est cependant dans l'impossibilité matérielle d'en former.

» Enfin, je souligne que, dans le Code de l'enseignement technique — dit notre collègue — on énonce les conditions qu'une école doit remplir pour mériter l'agrération. Il y en a qui ne remplissent pas ces conditions et sont cependant agréées. Le contrôle n'est donc pas sincère. »

Et notre Collègue d'annoncer qu'il développera ces quatre points lors du débat public au Sénat.

M. le Secrétaire général fait à ce qui précède les réponses suivantes :

A 3 en A 4, werd vóór 1 Augustus 1948 neergelegd.

Geen enkele opheffing van scholen of samensmeltingen, in voornoemde categorieën, voorgesteld geworden. De mogelijkheid om zekere wijzigingen te brengen aan de interne organisatie van sommige dezer inrichtingen echter niet uitgesloten.

Deze kwestie maakt, op dit ogenblik, het voorwerp van een onderzoek.

In de Commissie.

Een commissielid begint zijn tussenkomst met de volgende woorden : « Is er een gebied waarop een deel van de openbare mening niet bevredigd is, dan is het wel het technisch onderwijs. »

» Men had in 1947 een krediet van 5 miljoen voor de technische landbouwschool te Dixmude voorzien. In 1948 een krediet van nagenoeg hetzelfde bedrag. Niet is uitgegeven. Reeds twee jaren is men er toe gerechtigd aan nalatigheid te denken, die van elders komt dan van Openbaar Onderwijs. Op het gebied van onteigening van gronden doen zich zonderlinge weifelingen voor.

» Iets anders : bij besluit van de Regent van 13-4-1948 werd te Kortrijk een school voor maatschappelijk dienst betoont opgericht.

» Hoe is het te verklaren dat men voor die school nog geen bouwplaats gevonden heeft, een behoorlijke ligging waar men de school definitief zou kunnen inrichten ?

» Nog iets anders : de verslaggever heeft gesproken over het verslag Braun en over een door onze collega de heer Van In, gestelde vraag.

» Welnu, er werd geen enkele opheffing van school voorgesteld.

» Wij zouden een school in de Brusselse agglomeratie kunnen aanhalen, school die technisch-ingénieurs vormt en die nochtans in de materiële onmogelijkheid verkeert er op te leiden.

» Tenslotte wijs ik er op, dat in de code van het technisch onderwijs — zegt onze collega — de voorwaarden vermeld staan waaraan een school moet voldoen om de erkenning te verdienen. Er zijn er die aan die voorwaarden niet voldoen en nochtans erkend zijn. De contrôle is dus niet oorecht. »

En onze collega kondigt aan dat hij ter gelegenheid van het openbare debat in de Senaat die vier punten zal ontwikkelen.

De heer secretaris-generaal geeft op het vorenstaande de navolgende antwoorden :

- 1) en ce qui concerne la rationalisation, elle a commencé — comme convenu — par les écoles A 1, A 2, A 3 et A 4 parce que c'est là qu'il y avait moins matière à discussion. Le travail est fini pour ces quatre catégories d'écoles.

Pour les écoles A 5, A 6, A 7 et A 8, le travail n'est pas terminé, pour la bonne raison qu'il n'est pas simple. Voyez, par exemple, combien nous avons d'écoles commerciales. Il n'y en a que deux en Hollande.

D'autre part, il y a 5 écoles St-Luc et 5 écoles du même genre créées par l'Etat ou par d'autres pouvoirs. Qui pourrait soutenir que la Belgique a besoin de 10 écoles pour former des **architectes**?

Nous avons trop d'écoles « du bois », trop d'écoles « du fer », mais nous n'avons pas assez d'écoles de chauffeurs et de réparateurs d'autos.

- 2) On parle de l'**école de Gand**. Là, grâce à l'influence qu'a exercé votre Commission, les crédits sont prévus pour que cette école soit à la hauteur. Le Ministre l'avait déjà annoncé dans son discours, lors de la discussion du budget de l'an dernier.

- 3) Que dire à propos de l'**école technique de Dixmude**? Il y était annexé une ferme qui était évaluée à 5 millions et demi. Le propriétaire en demandait six fois plus. Prix du marché noir. Pourtant, 40 Ha. à 125.000 fr. l'Ha., c'était bien payé.

- 4) Quant à l'**école de Service Social de Courtrai**, il paraît que les Travaux publics n'ont pas su trouver, jusqu'ici, de terrain convenable. Le Commissaire à qui l'on répond, signale qu'il avait indiqué 3 terrains convenables. Il y a là un rodage bien nécessaire à pratiquer.

L'Etat est, à l'heure qu'il est, maître de 27 écoles, pour lesquelles il faudrait un crédit de 125 millions. Il n'y en a que 6 de prévus. Il faut bien tenir compte de la situation des finances publiques.

- 5) **Cumuls dans l'Enseignement Technique.** — Un arrêté est en préparation, en vertu duquel les dirigeants d'écoles de plein exercice ne pourront plus, à partir du 1-9-49, avoir, le soir, plus de 14 heures de cumul.

- 6) **L'avis du Comité de Coordination.** — Quand l'Etat a l'intention de créer une école technique, a-t-il soin de prendre l'avis du Comité de Coordination? On a créé une école technique supérieure dans un faubourg de Bruxelles, parce que, dit-on, des raisons d'ordre linguistiques le conseillaient. Ah! cette empoisonnante question linguistique!!

- 1° Wat de rationalisatie betreft, deze is begonnen — zoals overeengekomen — met de scholen A 1, A 2, A 3 en A 4, omdat er daar de minste aanleiding tot discussie bestond. Voor die vier categorieën van scholen is het werk af.

Voor de scholen A5, A6, A7 en A8 is het werk niet af, om de goede reden dat het niet eenvoudig is. Gaat bv. na hoeveel handelsscholen wij bezitten. In Nederland bestaan er slechts twee.

Ten andere, er bestaan vijf St-Lucasscholen en vijf scholen van dezelfde aard, door de Staat of door andere overheidslichamen opgericht. Wie zou kunnen staande houden, dat België tien scholen nodig architecten op te leiden?

Wij hebben te veel scholen voor « houtbewerking », te veel scholen voor « ijzerbewerking ». Maar wij hebben niet genoeg « scholen voor autobestuurders en autoherstellers ».

- 2° Men spreekt over de *school te Gent*. Daar, dank zij de door uw Commissie uitgeoefende invloed, zijn de kredieten voorzien, opdat die school op de hoogte van haar taak zij. De Minister had het reeds in zijn redevoering aangekondigd, ter gelegenheid van de behandeling van de begroting van verleden jaar.

- 3° Wat te zeggen naar aanleiding van de technische landbouwschool te Diksmuide? Daarbij hoorde een boerderij die op 5,5 miljoen geraamde was. De eigenaar vroeg er zes maal meer voor. Zwarte marktprijs. Nochtans, 40 Ha., tegen 125.000 fr. per Ha., was een goede prijs.

- 4° Wat de *school voor maatschappelijk dienstbetoon te Kortrijk* betreft, blijkt dat Openbare Werken tot nu toe geen behoorlijk bouwterrein heeft kunnen vinden. Het commissielid aan wie wordt gevraagd, wijst er op dat hij drie behoorlijke terreinen had aangeduid. Er is hier wel nog wat in te werken.

Op dit ogenblik is de Staat meester over 27 scholen, waarvoor een krediet van 125 miljoen zou nodig zijn. Er zijn er slechts 6 voorzien. Er moet wel met de toestand van 's lands financiën rekening gehouden worden.

- 5° **Cumulaties in het technisch onderwijs.** Een besluit is in voorbereiding, krachtens hetwelk de leiders van full-time-scholen met ingang van 1-9-1949's avonds niet meer dan 14 uren cumulatie zullen mogen verrichten.

- 6° **Het advies van het Coördinatiecomité.** Zorgt de Staat er voor, wanneer hij voornemens is een technische school op te richten, het advies van het Coördinatiecomité in te winnen? Men heeft in een voorstad van Brussel een hogere technische school opgericht, omdat, zegt men, redenen van taalkundige aard dit raadzaam maakten. Ah, die allesvergallende taalkwestie!

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE DE L'ETAT

(En novembre 1948)

TECHNISCH ONDERWIJS VAN DE STAAT

(In November 1948)

ECOLES — SCHOLEN	Profes- seurs full time	Chargés de cours	Personnel administr.	Personnel subalt.	Nombre d'élèves	Dépenses
	Leraren full time	Docenten	Administ. personeel	Lager personeel	Aantal leerlingen	Uitgaven
1. Institut Supérieur de Commerce - Anvers — <i>Rijks-handelshogeschool - Antwerpen</i>	24	32	4	3	205	6.152.555
2. Ecole Sup. indust. de l'Etat à Gand — <i>Rijkshogere Nijverheidsschool te Gent</i>	38	9	4	11	1.445	5.811.330
3. Musée professionnel, Morlanwelz — <i>Rijksvakmuseum te Morlanwelz</i>	30	65	2	12	1.230	5.451.102
4. Inst. Normal Sup. d'Ec. ménagère Agric. Laeken — <i>Rijkshoger normaal instituut voor landbouwh. Laken</i>	14	12	1	4	92	1.991.027
5. Ecole d'Horticulture Vilvorde — <i>Rijkstuinbouwschool te Vilvoorde</i>	9	2	4	17	195	2.487.962
6. Ecole d'Horticulture Melle — <i>Rijkstuinbouwschool te Melle</i>	10	5	1	18	84	2.184.081
7. Ecole d'Agriculture Huy — <i>Rikslandbouwschool te Hoei</i>	14	4	—	3	122	2.250.534
8. Ecole centrale pratique de Maréchalerie, Anderlecht — <i>Rikscentrale praktische hoefsmidschool te Anderlecht</i>	5	—	1	1	113	625.194
9. Ecole des Mines de l'Etat, Hasselt — <i>Rijksmijnbouw-school te Hasselt</i>	17	4	1	5	288	(*)
10. Ecole supérieure de Commerce, Alost — <i>Rijkshogere Handelsschool te Aalst</i>	3	12	—	2	229	
11. Ecole technique de l'Etat, Diest — <i>Rijkstechnische School te Diest</i>	19	5	—	3	396	(*)
12. Ecole technique de l'Etat, Renaix — <i>Rijkstechnische School te Ronse</i>	5	18	1	2	503	
13. Ecole professionnelle de l'Etat pour jeunes filles, Diest — <i>Rijksberoepsschool voor Meisjes, Diest</i>	11	3	—	4	260	
A reporter — <i>Over te dragen</i>					5.490	

N. B. — Pour les écoles créées en septembre 1947 (marquées d'un *) il a été dépensé, pour le dernier trimestre 9.500.000 fr. (crédit global). Les autres établissements pour lesquels il n'a pas été indiqué de sommes ont été créés en septembre 1948.

SUITE — VERVOLG

ECOLES — SCHOLEN	Professeurs full time	Chargés de cours	Personnel administr.	Personnel subalt.	Nombre d'élèves	Dépenses
	Leraren full time	Docenten	Administ. personeel	Lager personeel	Aantal leerlingen	Uitgaven
Report — Overdracht						
14. Ecole d'Agriculture de l'Etat, Dixmude — <i>Rijkslandbouwschool te Diksmuide</i>	7	3	—	3	34	(*)
15. Ecole industrielle et commerciale supérieure de l'Etat, Ypres — <i>Rijkshogere Nijverheids- en Handelsschool te Ieper</i>	—	13	1	1	272	(*)
16. Ecole de laiterie de l'Etat, Gand — <i>Rijkszuivelschool te Gent</i>	1	13	—	1	150	
17. Ecole prof. de l'Etat pour jeunes filles, Peruwelz — <i>Rijksberoepsschool voor meisjes, te Peruwelz</i>	13	12	—	1	322	
18. Institut d'Etudes Sociales de l'Etat, Quaregnon — <i>Rijksinstituut voor Sociale Studiën te Quaregnon</i>	8	26	—	1	115	(*)
19. Ecole technique supérieure de l'Etat, Anderlecht — <i>Rijkshogere Technische school te Anderlecht</i>	16	1	—	1	605	
20. Institut des Industries agricoles de l'Etat, Izolle — <i>Rijksinstituut voor Landbouwnijverheid te Izolle</i>	14	1	—	—	146	
21. Ecole prof. de l'Etat pour jeunes filles, Namur — <i>Rijksvakschool voor meisjes te Namen</i>	12	5	—	—	114	
22. Institut Ménager et Agricole de l'Etat, Irchonwelz (Ath) — <i>Rijkslandbouwhuishoudschool te Irchonwelz (Aat)</i>	10	6	1	2	52	
23. Ecole Industrielle de l'Etat, Dour — <i>Rijksnijverheids-school te Dour</i>	1	39	—	—	570	
24. Ecole Technique et Commerciale de l'Etat, Rance — <i>Rijkstechnische en handelsschool te Rance</i>	3	22	—	—	389	
25. Ecole Industrielle Supérieure de l'Etat, Athus — <i>Rijkshogere nijverheidsschool te Athus</i>	1	12	—	—	65	
26. Ecole Industrielle avec sections commerciales, Frameries — <i>Nijverheidsschool met handelsafdelingen te Frameries</i>	—	23	—	—	285	
27. Institut d'études sociales de l'Etat, Ixelles — <i>Rijks-instituut voor sociale studiën te Elsene</i>	6	15	1	—	104	
Total — Totaal					8.385	

N. B. — Voor de in September 1947 opgerichte scholen (met * gemerkt) werd, voor het laatste kwartaal, 9.500.000 frank uitgegeven (globaal krediet). De andere inrichtingen waarvoor geen som is aangeduid, werden in September 1948 opgericht.

ECOLES DE PLEIN EXERCICE — SCHOLEN MET VOLLE DAGTAAK
Ecole techniques et professionnelles — Technische en vakscholen.
A la date du 1-8-1948 — Op datum 1-8-1948.

	Etat Staat	Provinc. Provincies	Commun. Gemeent.	Libres Vrije	Total Totaal
POUR GARÇONS — VOOR JONGENS :					
A1 = Ec. techn. supérieures — <i>Hog. techn. scholen</i>	9	3	3	15	30
A2 = Ec. techn. secondaire — <i>Midd. techn. scholen</i>	2	5	7	34	55
A3 = Ecoles professionnelles — <i>Vakscholen</i>	7	16	19	83	125
A4 = Ateliers d'apprentissage — <i>Leerwerkplaatsen</i>	2		11	21	34
	27	24	40	153	244
POUR FILLES — VOOR MEISJES :					
C1 = Ec. profess. moy. — <i>Mid. vakschool</i>	3	1	26	107	137
C2 = Ecole profess. primaire — <i>Lagere vakschool</i>			3	26	29
C3 1e cat. = At. d'appr. 1re cat. — <i>Leerwerkpl. 1e cat.</i>	3		3	57	63
C3 2e catég. = Id. 2e catég. — <i>Id. 2e cat.</i>		1	12	49	62
C4 M ass. — <i>gel. C3/1</i> = Cours profess. (D. M.) Assimilés at. appr. 1e catég. — <i>Vakcursussen (D. M.) Gelijkgest. leerwerkpl. 1e categ.</i>				3	3
C4 P ass. C2 = ass. école prof. prim. — <i>gelijkgesteld lagere Vakschool</i>				1	1
C4 P ass. C3/2 = Cours profess. (D. P.) Assim. at. appr. 2e catég. — <i>Vakcursussen (D. P.) Gelijkgest. leerwerkpl. 2e categ.</i>			1	3	4
C5 et C5C1 = Ecoles ménagères — <i>Huishoudscholen</i>	2		9	63	74
	8	2	54	309	373

Ecole de Commerce — Handelsscholen.

POUR GARÇONS — VOOR JONGENS :					
A5 = Instituts sup. — <i>Handelshogescholen</i>	1	1		6	8
A6/A1 = Ec. de commerce degré sup. — <i>Handelsschool hogere graad</i>	2			3	5
A6A2 = Ec. de commerce degré moyen — <i>Handelsschool middelbare graad</i>	2		3	9	14
A6/A3 = Ec. de commerce degré prof. — <i>Handelsschool beroepsgraad</i>		1	4	12	17
	5	2	7	30	44
POUR FILLES — VOOR MEISJES :					
A5 = Inst. supér. — <i>Handelshogeschool</i>				2	2
A6/A1 = Ecoles de degré sup. — <i>Handelssch. hogere graad</i>				3	3
A6/A2			2	5	7
A6/C1 — A6/A3 = Ecoles de degré secondaire — <i>Handelsschool middelbare graad</i>	1		12	63	76
A6/C2 = Ecoles de degré prim. — <i>Handelsschool lag. gr.</i>			1		1
	1		15	73	89

ECOLES D'ART DECORATIFS — SCHOLEN VOOR SIERKUNSTEN

E. — R.	P. — P.	C. — G.	L. — V.	Total Totaal
POUR GARÇONS — VOOR JONGENS :				
A7/1 = Ec. de degré sup. — Sch. hogere gr.			5	5
A7/2 = Degré secondaire — Middelbare graad			6	6
A7/3 = Degré professionnel — Beroepsgraad		1	6	7
		1	17	18

POUR FILLES — VOOR MEISJES :

A7/C1 = Ec. d'arts décoratifs — Scholen voor sierk.		3	7	10
A7/C3 = Idem. assim. at. d'apprent. — Id. gelijkgest. leerwerkpl.			3	3
		3	10	13

ECOLES POUR INFIRMIERS — SCHOLEN VOOR VERPLEGERS

A3/2					2	2
----------------	--	--	--	--	---	---

Educatrices, monitrices d'éducation physique. — Opvoedsters, monitrices in de lichaamsopvoeding.

ECOLES POUR INFIRMIERES — SCHOLEN VOOR VERPLEEGSTERS

A1				1	1
A2				1	1
C1/A1 = Degré sup. — Hogere graad				2	2
C1/A2 = Degré secondaire — Middelb. graad	6 (*)			29 (*)	35
	6			35	41

(*) P. dont 5 } en instance de réagrégation sur la base de l'A. du Régent du 11-7-1945.
L. dont 7 }

(*) O. waaronder 5 } waarvoor wedererkenning op grond van het B. van de Regent dd. 11-7-1945 aanhangig is.
V. waaronder 7 }

ECOLES D'ACCOUCHEUSES — SCHOLEN VOOR VROEDVROUWEN

C2		3	1	9	13
--------------	--	---	---	---	----

ECOLES DE SERVICE SOCIAL — SCHOLEN VOOR SOCIALE DIENST

POUR FILLES (éventuellement mixtes) — VOOR MEISJES (event. gemengd) :

A8/C1/A2	2	2		10	14
--------------------	---	---	--	----	----

Etat Rijk	Provinc. Provinciën	Commun. Gemeent.	Libres Vrije	Total Totaal
43	39	121	646	849

RECAPITULATION — SAMENVATTING

COURS NORMAUX — NORMAALCURSUSSEN

POUR GARÇONS — VOOR JONGENS :

D = cours normaux — Normaalcursussen

POUR FILLES — VOOR MEISJES

E. — R.	P. — P.	C. — G.	L. — V.	Total Totaal
3	3		5	11
3	3	17	37	60
6	6	17	42	71

ECOLES AGRICOLES ET HORTICOLES — LAND- EN TUINBOUWSCHOLEN

POUR GARÇONS — VOOR JONGENS :

A2 = Ecoles moyennes agricoles du degré supérieur —
*Middelbare landbouwscholen van de hogere graad*A2 = Ecoles moyennes horticoles du degré supérieur —
*Middelbare tuinbouwscholen van de hogere graad*A3 = Ecoles moyennes agricoles du degré inférieur —
*Middelbare landbouwscholen van de lagere graad*A3 = Ecoles moyennes horticoles du degré inférieur —
Middelbare tuinbouwscholen van de lagere graad

E. — R.	P. — P.	C. — G.	L. — V.	Total Totaal
3	3		1	7
2	1		3	6
3	4		18	25
	3	3	12	18
8	11	3	34	56

POUR FILLES — VOOR MEISJES :

C1 = Ecoles ménagères — *Huishoudscholen*C2 = Ecoles ménagères — *Huishoudscholen*Sections ménagères — *Huishoudafdelingen*

E. — R.	P. — P.	C. — G.	L. — V.	Total Totaal
2			9	11
2			46	50
	2		24	24
4	2		79	85

TOTAL GENERAL plein exercice — ALGEMEEN
TOTAAL volle dagtaak

61	58	141	801	1.061
----	----	-----	-----	-------

ECOLES DU SOIR ET DU DIMANCHE — AVOND- EN ZONDAGSSCHOLEN
Ecole industrielles et professionnelles — Nijverheids- en vakscholen.

	E. — R.	P. — P.	G. — G.	L. — V.	Total Totaal
POUR GARÇONS — VOOR JONGENS :					
B1 = Ec. industrielles sup. — <i>Hog. nijverheidsscholen</i>	11	3	10	7	31
B2 = Ec. industrielles moy. — <i>Midd. nijverheidsscholen</i>	13	6	75	24	118
B5 = Ec. industrielles prim. — <i>Lag. nijverheidsscholen</i>	2	3	53	35	93
B6/1 = Ec. profess. sup. — <i>Hogere vakscholen</i>				3	3
B6/2 = Ec. Profess. moy. — <i>Middelb. vakscholen</i>	4	5	10	13	32
B6/5 = Ec. profess. prim. — <i>Lagere vakscholen</i>	2	8	38	52	100
B6/4/5 = Ec. profess. assim. arts décoratifs — <i>Vaksch. gelijkgesteld sierkunsten</i>		3			3
	32	28	186	134	380

POUR FILLES — VOOR MEISJES :

B6B5			2		2
C4M = Cours prof. degré moyen — <i>Vakcurs. mid. gr.</i>	5		7	17	29
C4P = Idem degré prim. — <i>Idem lagere graad</i>		1	100	43	144
C6 = Ecoles ménagères — <i>Huishoudscholen</i>	5	1	43	50	99
	10	2	152	110	274

ECOLES DE COMMERCE — HANDELSSCHOLEN

a) **POUR GARÇONS — VOOR JONGENS :**

B3/B1 = Degré supérieur — <i>Hogere graad</i>	4		4	8	16
B3/B2 = Degré moyen — <i>Middelbare graad</i>	9	1	61	35	106
B3/B5 = Degré primaire — <i>Lagere Graad</i>			3	5	8

b) **POUR FILLES — VOOR MEISJES :**

B3/B1			1	8	1
B3/B2 = Voir plus haut <i>Zie hierboven</i>			4		12
B3/B5 = Voir plus haut <i>Zie hierboven</i>			—	3	3
	13	1	73	59	146

ECOLES D'ARTS DECORATIFS — SCHOLEN VOOR SIERKUNSTEN

a) POUR GARÇONS — VOOR JONGENS :

B4/B1 = Degré supérieur — *Hogere graad*B4/B2 = Degré moyen — *Middelbare graad*B4/B5 = Degré primaire — *Lagere graad*

b) POUR FILLES — VOOR MEISJES :

B4/C4

RECAPITULATION PARTIELLE. - GEDEELTELIJKE SAMENVATTING

				3	3
	2	2	2	6	12
				1	1
B4/C4				13	13
	2	2	2	23	29
RECAPITULATION PARTIELLE. - GEDEELTELIJKE SAMENVATTING	57	23	413	326	829

	Etat Staat	Provinc. Provinciën	Commun. Gemeent.	Libres Vrije	Total Totaal
RECAPITULATION GENERALE. — ALGEMENE SAMENVATTING :					
1) Ecoles du soir et du dimanche. — Avond- en Zondagcursussen	57	33	413	326	829
2) Ecoles de plein exercice, donc du jour. — Scholen met volle dagtaak	61	58	141	801	1.061
TOTAUX GENERAUX. — ALGEMENE TOTALEN	118	91	554	1.127	1.890

(103)

[Nº 66]

Section VII

Enseignement Artistique

Sectie VII

Kunstonderwijs

SECTION VII

ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE : FR. 71.523.000

Cette section n'exige que 1,5 % du budget de l'Instruction publique.

Peu de chose, en somme.

L'examen des postes du budget nous apprend que l'on doit prévoir un peu plus de 27 millions pour rémunérer les agents définitifs, un peu plus de 6 millions pour rémunérer les agents temporaires, plus de 2 millions 1/2 pour l'entretien des locaux, du matériel et du mobilier, 13 millions de subsides aux écoles de musique autres que les Conservatoires royaux et 10,5 millions pour les Académies et les écoles de dessin. Cela conduit à environ 60 millions.

Les boursiers des établissements d'enseignement artistique de l'Etat ou subventionnés auront à leur disposition, une somme globale de 900.000 fr., tandis que ceux des conservatoires royaux et des établissements artistiques subventionnés disposeront de 750.000 fr.

C'est un fait encourageant, d'autant que la somme de ces deux subventions dépasse celle qui concerne les boursiers de l'enseignement technique.

Le rapporteur a eu la curiosité de pointer les dépenses relatives aux Conservatoires royaux. Il a relevé ainsi :

- 1) à l'article 3, une somme de 24.084.000 pour la rémunération du personnel définitif, du personnel temporaire et des agents en disponibilité;
- 2) une somme de 472.000 fr. à l'art. 5 : allocations et indemnités diverses;
- 3) pour les dépenses d'entretien et de consommation, à l'article 7 : 1.597.000 fr.;
- 4) à l'article 8 : équipement et renouvellement 1.280.300 fr.;
- 5) à l'article 14 : Travaux et fournitures de 1er équipement : 945.000 fr.;
- 6) à l'article 15 : Autres dépenses exceptionnelles : 1.520.000 fr.

L'ensemble s'élève à 30 millions, à moins de 25.000 fr. près, soit 42 % de l'ensemble des crédits de la section 7.

Subsides.

Un membre de la Commission a pointé l'article des Subventions Conventionnelles — article 18/2 — à propos

SECTIE VII

KUNSTONDERWIJS : FR. 71.523.000

Deze afdeling vordert slechts 1,5 % van de begroting van Openbaar Onderwijs.

Eigenlijk heel weinig.

Het onderzoek van de posten der begroting leert ons dat men ietwat meer dan 27 miljoen moet voorzien om de vastaangestelde personeelsleden te bezoldigen, ietwat meer dan 6 miljoen om het tijdelijk personeel te bezoldigen, meer dan 2,5 miljoen voor het onderhoud van de lokalen, het materieel en het meubilair, 13 miljoen aan de muziekscholen andere dan de Koninklijke Conservatoria en 10,5 miljoen voor de tekenacademien en -scholen. Dit brengt ons tot ongeveer 60 miljoen.

De beursstudenten van de inrichtingen voor kunstonderwijs van de Staat of gesubsidieerde inrichtingen, zullen een globale som van 900.000 fr. te hunner beschikking hebben, terwijl die van de Koninklijke Conservatoria en de gesubsidieerde kunstonderwijsinrichtingen over 750.000 fr. zullen beschikken.

Dit is een bemoedigende vaststelling, des te meer daar de som van die twee subsidiën meer beloopt dan die voor de beursstudenten van het technisch onderwijs.

De verslaggever was zo nieuwsgierig de uitgaven betreffende de Koninklijke Conservatoria na te gaan. Zo vond hij :

- 1) in artikel 3, een som van 24.084.000 fr. voor de bezoldiging van het vastaangesteld personeel, van het tijdelijk personeel en van het ter beschikking gesteld personeel;
- 2) een som van 472.000 fr. in artikel 5: allerhande toelagen en vergoedingen;
- 3) voor de uitgaven van onderhoud en verbruik, in artikel 7 : 1.597.000 fr.;
- 4) in artikel 8 : uitrusting en vernieuwing: 1.280.300 fr.;
- 5) in artikel 14: werken en leveringen voor eerste uitrusting: 945.000 fr.;
- 6) in art. 15: andere uitzonderingsuitgaven: 1.520.000 fr.

Het geheel beloopt, op minder dan 25.000 fr. na, 30 miljoen, zegge 42 % van de gezamenlijke kredieten voor sectie VII.

Toelagen.

Een lid van de Commissie heeft het artikel der contractuele toelagen — art. 18/2 — nagegaan, naar aanleiding

des subsides aux écoles de musique autres que les conservatoires royaux.

Quand va-t-on payer les subsides ? Les communes sont, en général, dans une situation financière difficile et, faute de toucher les subsides qui leur reviennent, elles sont tenues de régler complètement de leurs deniers les traitements promis aux chargés de cours. Il n'est pas possible de faire rembourser, par le personnel, la partie que l'Etat n'a pas réglée encore.

Il y a lieu d'acter que le Département a fixé les dits subsides à 50 % des barèmes fixés par les communes. Ils seront payés à partir du 1-1-49. Mais, pour le passé, il est difficile de donner une réponse, malgré le vif désir qu'en a la Commission, qui tient à répéter que, de remboursement, il ne peut être question.

van de toelagen aan de andere **muziekscholen** dan de Koninklijke Conservatoria.

Wanneer gaat men de subsidiën uitkeren ? De gemeenten verkeren over het algemeen in een moeilijke financiële toestand en, ontvangen zij de haar toekomende subsidiën niet, dan zijn zij verplicht de aan de lesgevers beloofde wedden tot het volle bedrag met haar eigen gelden te betalen. Het is niet mogelijk door het personeel het gedeelte dat de Staat nog niet vereffend heeft te doen terugbetalen.

Er moet akte van genomen worden dat het Departement de bedoelde subsidiën vastgesteld heeft op 50 % van de door de gemeenten bepaalde weddeschalen. Zij zullen met ingang van 1-1-1949 betaald worden. Maar voor het verleden is het moeilijk een antwoord te geven, ondanks de levendige wens daartoe geuit door de Commissie die er aan houdt te herhalen dat er van terugbetaling geen sprake kan zijn.

CONSERVATOIRES, ACADEMIES ET ECOLES DE MUSIQUE

CONSERVATORIA, MUZIEKACADEMIEN EN -SCHOLEN

Origine — Oorsprong	Nombre d'écoles Aantal scholen	Nombre d'élèves Aantal leerlingen
Etat — Staat	5	2.385
Province — Provincie	—	—
Commune — Gemeente	107	22.680
Autres institutions (libres) — Andere instellingen (vrije)	10	1.462
Totaux — Totalen	122	26.527

ACADEMIES ET ECOLES DE DESSIN

TEKENACADEMIEN EN -SCHOLEN

Etat — Staat	4	930
Province — Provincie	—	—
Commune — Gemeente	56	11.388
Autres institutions (libres) — Andere instellingen (vrije)	1	50
Totaux — Totalen	61	12.368

(196)

(107)

[N° 66]

Section VIII

Beaux-Arts

Sectie VIII

Schone Kunsten

SECTION VIII

BEAUX-ARTS : FR. 104.565.500

Les crédits prévus pour cette section s'élèvent — si l'on peut dire — à 2,16% du budget de l'Instruction publique.

Ce sont les subventions qui absorbent ici l'argent — 64 % —, et non les dépenses d'administration générale (28,3 %).

Cette section englobe les Musées de l'Etat, les Archives Centrales iconographiques et la Commission des monuments et des sites, les Académies royales littéraires et la Direction générale des Beaux-Arts.

Les subventions vont :

- 1) à l'orchestre national fr. 4.750.000
- 2) au théâtre national d'expression franç. 5.000.000
- 3) au théâtre national d'expression flam. 5.000.000
- 4) aux lettres françaises 975.000
- 5) aux lettres flamandes 975.000
- 6) à l'art et à la littérature dramatique 4.500.000
- 7) à l'art lyrique national 40.250.000
dont 35.500.000 fr. aux théâtres lyriques, car il faut tenir compte de la situation critique de nos scènes lyriques;
- 8) à la peinture : 820.000 fr., ce qui est le chiffre de l'an passé, sans doute, mais il dépasse tout de même de 120.000 fr. celui de 1947;
- 9) à l'archéologie, au folklore, à la gravure, à la sculpture, etc., à raison de 780.000 fr.
- 10) Il est consacré, comme d'habitude, un demi-million à secourir des artistes et des savants dans le besoin ou à leurs familles, et pour aider les organismes philanthropiques s'occupant des mêmes artistes.

Des bourses, des prix ou des prêts, dont l'importance globale est bien près du demi-million, sont destinées à des écrivains et à des artistes.

Enfin, soulignons avec joie que 7 millions de francs sont prévus pour l'acquisition d'œuvres d'artistes belges et étrangers, ce qui fait 1.200.000 fr. de plus qu'en 1947.

Cela en vaut la peine.

Art et littérature dramatique.

On voit que le crédit de l'article 19/3 — subventions facultatives — est de 4.500.000 fr. pour 1949, en aug-

SECTIE VIII

SCHONE KUNSTEN : FR. 104.565.500

De voor deze sectie voorziene kredieten bereiken — als men dat woord mag gebruiken — 2,16% van de begroting van Openbaar Onderwijs.

Het zijn de subsidiën die hier het geld opslorpen — 64% — doch niet de uitgaven voor algemeen bestuur (28,3%).

Deze afdeling omvat de Rijksmusea, het Iconografisch centraal archief en de Commissie voor monumenten en landschappen, de Koninklijke academiën voor letterkunde en de Algemene directie van schone kunsten.

De subsidiën gaan :

- 1) naar het Nationaal orkest fr. 4.750.000
- 2) naar het Franstalig Nationaal toneel . 5.000.000
- 3) naar het Vlaamstalig Nationaal toneel 5.000.000
- 4) naar de Franstalige letteren 975.000
- 5) naar de Vlaamsstalige letteren 975.000
- 6) naar de Dramatische kunst en letterkunde 4.500.000
- 7) naar de Nationale lyrische kunst 40.250.000 waarvan 35.500.000 fr. aan de lyrische schouwburgen, want er moet rekening gehouden worden met de critische toestand van ons operatoneel;
- 8) naar de schilderkunst : 820.000 fr., weliswaar het cijfer van verleden jaar, maar het overtreft toch met 120.000 fr. dat van 1947;
- 9) naar de oudheidkunde, aan de folklore, aan de graveerkunst, aan de beeldhouwkunst, enz., naar rato van 780.000 fr.;
- 10) zoals naar gewoonte wordt een half-millioen besteed aan het verlenen van hulp aan behoeftige kunstenaars en geleerden of aan hun gezinnen en om de menslievende organismen die zich met dezelfde kunstenaars bezighouden te helpen.

Beurzen, prijzen of geldvoorschotten waarvan het globaal bedrag dicht bij een half-millioen staat, zijn bestemd voor schrijvers en kunstenaars.

Laten wij er ten slotte met vreugde op wijzen dat een som van 7 miljoen frank voorzien is voor de aanschaffing van werken van Belgische en vreemde kunstenaars, hetgeen 1.200.000 fr. meer is dan in 1947. Het is de moeite waard.

Dramatische kunst en letterkunde.

Men ziet dat het krediet van artikel 19/3 — facultatieve toelagen — voor 1949 de som van 4.500.000 fr.

mentation de plus d'un million sur celui de 1948. La majoration est due à la nécessité de soutenir davantage certains théâtres — ce qui leur permet d'améliorer la qualité des spectacles. Elle est due aussi à l'augmentation du nombre des théâtres à subventionner en 1949.

Ceci fournit à un collègue l'occasion de souligner que le théâtre provincial de Mons a un programme de 60 représentations dont 19 d'opéra; que ce théâtre voyage, si l'on peut dire; sa troupe, qui est de qualité, va jouer à Leuze, à Binche, à Péruwelz, à Charleroi, à Tournai, à La Louvière; ce théâtre remplit toutes les conditions que l'Etat met à l'octroi de ses subventions; tous les hennuyers, membres du Parlement — les autres aussi — sont d'accord pour considérer que l'Etat devrait intervenir pour une somme importante. On demande 2 millions. Il est répondu à cela que pour l'année 1948 la chose sera impossible. Mais il sera donné satisfaction pour 1949.

Si les crédits pour 1948 se révèlent insuffisant, c'est à cause des dépenses d'ordre social qui ont fait sentir, en cours d'exercice, un poids dont on avait sous-estimé l'importance.

Un commissaire pousse la question plus loin : il voudrait savoir ce qu'il y a sous le etc. qu'on trouve à la 6e ligne de la page 211 dont il vient d'être question.

Le rapporteur avoue n'avoir pas bien saisi la réponse. Il a retenu que c'est en fonction des représentations et de l'effort réellement faits et non avant la mise en œuvre du programme artistique élaboré que seront réparties les subventions dont le caractère facultatif ne doit pas être perdu de vue.

Il croit qu'à propos de théâtres communaux, le Ministre désire spécialiser les théâtres. Certains feraient de l'opéra, d'autres le genre Casino, d'autres l'opérette.

Le Ministre en parlera sans doute lors du débat relatif au budget.

Musées de provinces.

Un collègue particulièrement attaché à la bonne réputation du musée du chef-lieu de sa province, fait observer, qu'à propos des subventions en faveur de la peinture — page 211, 5 C — il est question de subventions aux publications relatives aux Beaux-Arts, aux Musées de province et aux institutions similaires, pour l'accroissement et la mise en valeur de leurs collections. Mais le libellé du § C est bien plus détaillé.

beloopt, d.i. een verhoging met meer dan één miljoen tegenover 1948. De verhoging is te wijten aan de noodzakelijkheid meer steun te verlenen aan sommige schouwburgen — hetgeen hen in staat stelt de kwaliteit van de voorstellingen te verbeteren. Zij is ook te wijten aan de toeneming van het aantal in 1949 te subsidiëren schouwburgen.

Dit biedt een collega de gelegenheid om er op te wijzen dat de provinciale schouwburg te Bergen een programma van 60 opvoeringen heeft, waaronder 19 opera's; dat die schouwburg, om zo te zeggen, reist; zijn hoogstaand gezelschap gaat spelen te Leuze, Binche, Peruvelz, Charleroi, Doornik, La Louvière; deze schouwburg voldoet aan al de voorwaarden welke de Staat stelt voor het verlenen van toelagen; al de Henegouwenaars, leden van het Parlement — de anderen ok — zijn het eens om te beschouwen dat de Staat met een belangrijke som zou moeten bijdragen. Er wordt 2 miljoen gevraagd. Daarop wordt geantwoord dat voor het jaar 1948 zulks onmogelijk is. Maar voor 1949 zal voldoening geschonken worden.

Bleken de kredieten voor 1948 ontoereikend, dan was dit wegens uitgaven van sociale aard, die in de loop van het dienstjaar zwaarder zijn gaan wegen dan men aanzankelijk gedacht had.

Een commissielid drijft de vraag verder: hij zou willen weten wat de Staat door het enz. verstaat, dat op de zesde regel van blz. 211, waarover zoeven sprake was, te vinden is.

De verslaggever geeft toe het antwoord niet heel goed te hebben begrepen. Hij heeft onthouden dat het in functie van de vertoningen en van de werkelijk geleverde inspanning is, doch niet voor het ten uitvoer brengen van het opgemaakte kunstprogramma, dat uitkering gedaan wordt van de subsidiën, waarvan de facultatieve aard niet uit het oog moet verloren worden.

Hij denkt dat, wat de gemeentelijke schouwburgen betreft, de minister de schouwburgen wil specialiseren. Sommigen zouden opera's opvoeren, andere zich met casino-voorstellingen bezighouden, nog andere operetten vertonen.

De Minister zal er wellicht over spreken ter gelegenheid van het debat over de begroting.

Musea in de provincie.

Een collega die bijzonder prijs stelt op de goede faam van het museum der hoofdplaats zijner provincie, doet opmerken dat er in verband met de toelagen ten voordele van de schilderkunst — blz. 211, 5 C — sprake is van toelagen voor publicaties betreffende de schone kunsten, de musea in de provincie en soortgelijke instellingen, voor de uitbreiding van hun verzamelingen, en om de waarde hiervan tot haar recht te laten komen. De tekst van § C is echter heel wat uitvoeriger.

A la page 212, § 6/7 de l'article 19, il y a une longue énumération des bénéficiaires, des subventions, notamment en faveur de l'archéologie, du folklore, des musées de provinces et des institutions similaires.

Dans les deux cas, les sommes sont minimes. Il s'agit de 700.000 fr. au total.

Notre collègue considère que l'accumulation des bénéficiaires (personnes et organismes) rend forcément dérisoires les subsides conférés. Le subside destiné au musée d'Arlon est dans ce cas.

Et puis, n'y a-t-il pas là un double-emploi à propos des musées de province, qui, on l'a vu, sont cités deux fois ?

En vérité, on avait donné tous les détails l'année dernière, dans le budget pour 1948. Mais on est arrivé à un budget monstrueux.

Notre collègue espère que ce subside sera augmenté.

Archives iconographiques d'art national.

Nous avons déjà dit que l'augmentation des crédits demandés pour les Beaux-Arts en 1949 — cette augmentation est de 12 millions par rapport à 1948 — provient en premier lieu — voir page 200 du budget — de l'incorporation, à la section des Beaux-Arts, des crédits affectés aux Archives iconographiques et au laboratoire des Musées de provinces.

Pourquoi, demande le même Commissaire, pourquoi la collusion — nous employons le mot utilisé par lui — pourquoi la collusion entre ces archives et la Commission royale des Monuments et des Sites ? On la retrouve pages 201/2/b et 5/b, 202/2/b et 3/b, page 205/8/b, page 206/9/20/b, 10/1/b, page 207, 2b, 3b et 5 b, page 208/14b.

Pourquoi l'augmentation massive du personnel ?

A la page 217, 3e colonne — Archives Centrales et Commissions des Monuments et des Sites, on peut lire : Agents définitifs : cadre : 38 — Effectif : 9.

Combien y a-t-il d'agents pour les archives iconographiques et combien pour la Commission des Monuments et des Sites ?

Notre collègue est invité à ne pas croire qu'il y ait une extension quelconque du rôle de la Commission des Monuments et des Sites. Son rôle est précis; il est fort bien rempli grâce à une Commission qui a toujours travaillé à titre absolument gracieux, ce qui mérite le respect et l'hommage du Département.

En vérité, aux Archives Iconographiques, il y a 2 millions de prévus pour rémunérer les agents temporaires et peu de chose pour les agents définitifs.

Op blz. 212, § 6/F van artikel 19, vindt men een zeer lange opsomming van degenen die de toelagen genieten, o.m. ten gunste van de oudheidkunde, de folklore, de musea in de provinciën en soortgelijke instellingen.

In beide gevallen betreft het geringe sommen. Het gaat nl. om 700.000 fr. in totaal.

Onze collega is van oordeel dat het grote aantal personen en instellingen, die deze toelagen genieten, de verleende subsidiën vanzelfsprekend gering maken. De toelage voor het museum te Aarlen bestemd is in dat geval.

En voorts, is er daar geen herhaling van subsidie, naar aanleiding van de musea in de provincie, die, wij hebben het gezien, tweemaal vermeld worden ?

In werkelijkheid had men al de bijzonderheden, vorig jaar, in de begroting voor 1948 gegeven. Maar men is tot een monsterachtige begroting geraakt. Onze collega hoopt dat die toelage zal verhoogd worden.

Iconografisch archief van nationale kunst.

Wij hebben reeds gezegd dat de verhoging der voor schone kunsten, in 1949, gevraagde kredieten — die verhoging beloopt 12 miljoen tegenover 1948 — in de eerste plaats voorkomt — zie blz. 200 van de begroting — van de opneming, in de afdeling « Schone Kunsten », van de tot het Iconografisch archief en het laboratorium der Bel gische musea in de provinciën bestemde kredieten.

Waarom, vraagt hetzelfde commissielid, het heimelijk verband — wij bezigen het door hem gebruikte woord — waarom het heimelijk verband tussen dit archief en de Koninklijke Commissie voor monumenten en landschappen ? Men vindt ze op bladzijden 201/2/2 en 5/b, 202/2/b en 3/b, blz. 205/8/b, blz. 206/9/2°/b, 10/1/b, blz. 207, 2b, 3b en 5b, blz. 208/14b.

Waarom de massale uitbreiding van het personeel ? Op blz. 217, 3e kolom — Centraal archief en Commissie voor monumenten en landschappen — staat te lezen : « vast aangestelde personeelsleden: kader: 38 - getalsterke: 9 ».

Hoeveel personeelsleden zijn er voor het iconografisch archief en hoeveel voor de Commissie voor monumenten en landschappen ?

Onze collega wordt verzocht niet te geloven dat er enige uitbreiding van de rol der Commissie voor monumenten en landschappen bestaat. Haar rol is duidelijk omschreven; hij wordt heel goed vervuld, dank zij een commissie die steeds volstrekt gratis gewerkt heeft, het geen de eerbied en de hulde van het Departement verdient.

In werkelijkheid is, voor het Iconografisch archief, een som van 2 miljoen voorzien, ter bezoldiging van de tijdelijke personeelsleden en heel weinig voor de vastaange stelde personeelsleden.

On est d'accord pour estimer, au Département, qu'il faudra aider plus qu'on ne l'a fait les Académies régionales, les Musées folkloriques ou historiques ou artistiques.

Bourses à des artistes.

Toujours à propos des subventions facultatives, on trouve, page 212 du budget, article 19/7 : Secours à des Artistes et à des Savants dans le besoin et à leurs familles.

Un de nos collègues voudrait connaître la répartition du crédit de 500.000 fr. prévu pour 1947.

On remarquera que cet article 19/7 porte ainsi : subventions aux organismes philanthropiques s'occupant des mêmes artistes. Pourquoi ?

Il n'est pas de règle que le Département intervienne directement auprès des bénéficiaires, car le Ministère de l'Instruction Publique n'est pas une œuvre de philanthropie. La générosité, le secours doit se faire par l'intermédiaire d'une association d'artistes professionnels, car cette association connaît mieux que quiconque le succès ou la misère des artistes.

Il y a d'ailleurs trop peu de crédit pour les secours.

Mais si quelqu'un avait connaissance d'une détresse non aidée, le Département demande de l'apprendre, pour avoir le plaisir de ne pas laisser l'artiste sans amitié ni secours.

Bourses de voyage.

En ce qui concerne l'article 20/3, page 213, relatif aux bourses de voyage, les conditions mises à leur attribution seront envoyées à l'auteur de la question.

Op het Departement is men het eens om te oordelen, dat men meer dan tot nog toe het geval was, de gewestelijke academiën, de folklore-, geschiedkundige- of kunstmusea zal moeten steunen.

Beurzen aan kunstenaars.

Steeds naar aanleiding van de facultatieve toelagen, vindt men op blz. 212 van de begroting, artikel 19/7: hulpgelden aan in nood zijnde kunstenaars en geleerden of aan hun gezinnen.

Een onzer collega's zou willen weten hoe het voor 1947 uitgetrokken krediet van 500.000 fr. verdeeld werd.

Ter opmerking diene dat dit artikel 19/7 ook vermeldt: toelagen aan menslievende organismen die zich met het lot van deze kunstenaars bezighouden. Waarom ?

Het is geen regel dat het Departement zich rechtstreeks met de belanghebbenden bemoeit, want het Ministerie van Openbaar Onderwijs is geen menslievend werk. De milddadigheid, de hulpverlening moet geschieden door bemiddeling van een vereniging van beroepskunstenaars, want deze vereniging is, beter dan wie ook, op de hoogte van het succes of de armoede van de kunstenaars.

Er is trouwens te weinig krediet voor die hulpgelden.

Doch, mocht iemand kennis hebben van een ongeholpen in nood verkerende kunstenaar of geleerde, dan vraagt het Departement daarvan op de hoogte gesteld te worden, om het genoegen te hebben de kunstenaar niet zonder vriendschap noch hulp te laten.

Reisbeurzen.

Wat het artikel 20/3 op blz. 213 betreffende de reisbeurzen aangaat, zullen de voorwaarden waaronder de toekenning gebeurt, aan de steller van de vraag gezonden worden.

40(2)

(113)

Section IX

Education Populaire

Sectie IX

Volksopleiding

SECTION IX

EDUCATION POPULAIRE : FR. 24.804.000

Il ne s'agit que de dépenses dont l'ensemble avoisine le 1/2 % du budget de l'instruction publique.

Et ce sont les subventions qui absorbent la plupart des crédits de cette section; en tout cas, à concurrence de 80 %.

Il est question ici des bibliothèques publiques, des cours pour la formation de bibliothécaires.

Par exemple, les indemnités aux bibliothécaires des bibliothèques publiques s'élèveront à 5.200.000 fr., exactement le double de leur importance au budget précédent, parce que les indemnités sont relevées, parce que le nombre de bibliothécaires diplômés augmente et aussi parce que certaines bibliothèques sont reclassées par le fait du reclassement des communes qui en sont le siège.

Autre chose : 9 millions seront consacrés, en 1949, à des subsides en espèces ou en nature pour l'acquisition de livres par les bibliothèques publiques ordinaires et assimilées ou intinérantes.

Notons aussi que les subventions aux œuvres d'enseignement post-scolaire, aux autres œuvres d'éducation populaire et aux loisirs du travailleur seront encouragées par un crédit de 4 millions, ce que fait 600.000 fr. de plus qu'en 1948.

Concours d'art dramatique.

Il s'agit de l'article 19/2, page 228, du budget : subventions facultatives.

Un commissaire demande fermement que l'égalité stricte des deux régions linguistiques du pays soit de rigueur dans le concours d'art dramatique « Grand Prix du Roi Albert Ier ».

C'est le vœu de tous les membres de la Commission. Il formera le critère pour le Département.

A propos des bibliothèques publiques, deux questions sont posées par un membre de la Commission.

Il voudrait connaître les critères qui règlent le choix des livres et pourquoi on peut accepter certains livres et en refuser d'autres.

Chacun sait que le choix de livres d'une bibliothèque publique est chose délicate. Certaines polémiques ont surgi à ce propos en Flandre. Elles étaient un peu vives et il y a lieu de le regretter, car il ne faut jamais oublier qu'une bibliothèque est accessible à tous et que, par

SECTIE IX

VOLKSOPLEIDING : FR. 24.804.000

Het gaat hier slechts om uitgaven waarvan het gezamenlijk bedrag nagenoeg 1/2 % van de begroting van Openbaar Onderwijs bedraagt.

En het zijn de toelagen die de meeste kredieten dezer afdeling oplossen, in elk geval ten belope van 80%.

Er is hier sprake van de openbare bibliotheken, van de cursussen voor de opleiding van bibliothecarissen.

Bijvoorbeeld, de vergoedingen aan de bibliothecarissen der openbare bibliotheken zullen 5.200.000 fr. belopen, juist het dubbele van hun bedrag op de vorige begroting, omdat de vergoedingen opgevoerd werden, daar het aantal gediplomeerde bibliothecarissen toeneemt en ook daar sommige bibliotheken van klasse verhoogd zijn, ten gevolge van de herklassering van de gemeente waar zij gevestigd zijn.

Iets anders: een som van 9 miljoen wordt, in 1949, besteed aan subsidiën in specie of in natura, voor het aanschaffen van boeken door de gewone openbare bibliotheken en daarmee gelijkgestelde of reizende bibliotheken.

Laten wij ook aanstippen dat de toelagen aan de werken voor naschools onderwijs, aan de andere werken voor volksopleiding en voor de vrije tijd van de arbeider met een krediet van 4 miljoen, zegge 600.000 fr. meer dan in 1948, zullen aangemoedigd worden.

Toneelprijskampen.

Het gaat hier om artikel 19/2, blz. 228 van de begroting: facultatieve toelagen.

Een commissielid vraagt met klem dat de stipte gelijkheid van de twee taalgebieden van het land zou in acht genomen worden voor de toneelprijskamp « Grote Prijs van Koning Albert -».

Dit is de wens van al de leden der Commissie. Hij zal het Departement tot maatstaf dienen.

Naar aanleiding van de openbare bibliotheken worden door een lid van de Commissie twee vragen gesteld.

Dit lid zou willen weten welke maatstaf tot grondslag dient voor de keuze van de boeken; waarom men sommige boeken mag aanvaarden en andere afwijzen.

Iedereen weet dat de keuze van de boeken voor een openbare bibliotheek een kiese zaak is. In Vlaanderen is daarvoor enige polemiek ontstaan. Zij was wel wat heftig en wij moeten het betreuren, want, er mag nooit vergeten worden dat een bibliotheek door iedereen toegankelijk

conséquent, les livres doivent pouvoir être lus par tous. Ils doivent donc avoir un but éducatif. De plus, leur prix ne doit pas être prohibitif.

Le rapporteur achève son travail en citant l'opinion d'un homme qui, en matière d'éducation populaire et de bibliothèques publiques est considéré, à juste titre, comme un fonctionnaire d'élite et une compétence indiscutée : il s'agit de M. Charles Depasse, inspecteur principal des bibliothèques publiques au Ministère de l'Instruction publique.

Dans un travail tout récent, M. Charles Depasse a rendu, à Jules Destrée, un hommage mérité :

« La loi Destrée de 1921, écrit-il, a donné de bons résultats : il y a des bibliothèques publiques un peu partout — 2.500 environ —, avec des fonds de livres appréciables — 8 millions de volumes. Le peuple lit : 13 millions de prêts en 1946-47.

« C'est une situation heureuse, car la démocratie n'est qu'un vain mot si le peuple — qui a part au Gouvernement — n'est pas suffisamment informé. »

is en dat de boeken, bijgevolg, door allen moeten kunnen gelezen worden. Zij moeten dus van opvoedende aard zijn. Buitendien mag de prijs niet buitensporig hoog zijn.

De verslaggever beëindigt zijn werk met vermelding van de mening van een man die op het gebied van volksopleiding en openbare bibliotheken terecht als een keurambtenaar en een onbetwiste bevoegdheid wordt beschouwd. Het gaat hier om de h. Charles Depasse, hoofdinspecteur der openbare bibliotheken bij het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

In een werk van jonge datum heeft de h. Depasse aan Jules Destrée een verdiende hulde gebracht :

« De wet Destrée van 1921, schrijft hij, heeft goede uitslagen opgeleverd : er zijn zowat overal openbare bibliotheken — 2.500 ongeveer — met noemenswaardige boekenfondsen — 8 miljoen boekdelen. Het volk leest : 13 miljoen uitleningen in 1946-1947.

» Dit is een gelukkige toestand, want de democratie is slechts een ijdel woord, wanneer het volk — dat aan de Regering deel heeft — niet voldoende voorzorgd wordt.»

**STATISTIQUE DU NOMBRE DES BIBLIOTHECAIRES
POUR L'EXERCICE 1947**

**STATISTIEK
VAN HET AANTAL BIBLIOTHECARISSEN
VOOR HET DIENSTJAAR 1947**

Provinces d'inspection ou ressorts Inspectieprovincies of -gebieden	A = communes de moins de 3.000 habitants			B = de 3.000 à 20.000 habitants			C = de plus de 20.000 habitants			Totaux géné- raux Alge- mene totalen	
	A = gemeenten van minder dan 3.000 inwoners			B = van 3.000 tot 20.000 inwoners			C = met meer dan 20.000 inwoners				
	Nombre de bibliothécaires diplômés			Nombre de bibliothécaires dispensés			Totaux				
	<i>Aantal gediplomeerde bibliotheekarissen</i>			<i>Aantal vrijgestelde bibliotheekarissen</i>			<i>Totalen</i>				
	Catégories			Catégories			Categorieën				
	<i>Categorieën</i>			<i>Categorieën</i>			<i>Categorieën</i>				
	A.	B.	C.	A.	B.	C.	Gedipl.	Disp.	<i>Vrijg.</i>		
Anvers — <i>Antwerpen</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Fl. occid. — <i>West-Vlaand.</i>	—	—	—	—	3	3	—	6	6	6	
Fl. orientale — <i>Oost-Vlaand.</i>	—	—	1	1	—	—	1	1	1	2	
Brabant wallon — <i>Waals Br.</i>	27	19	63	20	9	12	109	41	150	150	
Hainaut — <i>Henegouwen</i>	147	157	37	19	11	1	341	31	372	372	
Liège — <i>Luik</i>	104	78	30	47	34	15	212	96	308	308	
Limbourg — <i>Limburg</i>	—	—	—	1	—	—	—	1	1	1	
Luxembourg — <i>Luxemburg</i>	92	10	—	84	4	—	102	88	190	190	
Namur — <i>Namen</i>	55	13	1	72	12	1	69	85	154	154	
Totaux — Totalen	425	277	132	244	73	32	834	349	1.183		
SECTION FRANÇAISE — FRANSE AFDELING											
Anvers — <i>Antwerpen</i>	20	62	33	27	58	46	115	131	246	246	
Brabant — <i>Brabant</i>	51	52	14	49	43	13	117	105	222	222	
Limbourg — <i>Limburg</i>	49	33	4	44	15	1	86	60	146	146	
Fl. orientale — <i>Oost-Vlaand.</i>	23	56	23	87	67	19	102	173	275	275	
Fl. occid. — <i>West-Vlaand.</i>	31	56	19	59	53	9	106	121	227	227	
Hainaut — <i>Henegouwen</i>	2	—	2	—	—	—	4	—	4	4	
Liège — <i>Luik</i>	—	—	1	2	—	—	1	2	3	3	
Eupen-Malmédy	—	—	—	2	3	—	—	5	5	5	
Totaux { Totalen {	176	259	96	270	239	88	531	597	1.128		
Sect. fl. — <i>Vl. afd.</i> Royaume — <i>Kon.</i>	601	536	228	514	312	120	1.365	946	2.311		

LA COMMISSION VOTE :**Section I — Administration générale.**

Article 17-1 : Fonds communaux et fonds d'arrondissement des mieux doués (pages 8 et 76).

Il est proposé de porter à 6 millions le crédit prévu de 5 millions.

Cet amendement est accepté par 15 voix. Aucune voix contre. Une seule abstention.

Section II — Enseignement primaire.

Article 3-4 : Agents définitifs. Subsides-Traitements (pages 12 et 89).

L'amendement proposé vise à accroître de 10 % la somme de 2.269.301.700 fr. figurant au budget. Il s'agit donc d'augmenter de 227 millions — à 70 mille francs près — les prévisions budgétaires.

Résultat du vote : 2 membres ont répondu oui.
11 membres ont répondu non.
3 membres se sont abstenu.

Il est entendu que ce budget est établi à 225 %. Chacun sait ce que cela veut dire.

Depuis, le Gouvernement a décidé d'augmenter d'environ 5 % la rémunération du personnel comme cela a été accordé au personnel des administrations centrales.

Mais les crédits nécessaires ne sont pas dans ce budget.

Pour le personnel enseignant de l'Etat les arrêtés sont pris mais non publiés en ce moment. Ils paraîtront au « Moniteur » le plus tôt possible.

Il y a cependant une exception pour le personnel de l'Enseignement Technique à cause de la rationalisation en cours. Mais il y aura, pour ce personnel, une rétroactivité égale à celle dont profitera le personnel de l'enseignement général.

Il reste deux groupes où le législateur intervient : ceux des instituteurs et des professeurs de nos universités. Le Gouvernement examine les textes. La solution ne tardera plus.

Quant aux instituteurs, ils vont toucher une avance de 500 fr. fin décembre, à valoir sur les 5 % que le Gouvernement propose au Parlement de voter. Puis ils recevront une 2e avance de 200 fr. au début de 1949.

DE COMMISSIE STEMT :**Afdeling I — Hoofdbestuur.**

Artikel 17-1 : Gemeentelijke fondsen en arrondissementsfondsen der meestbegaafden (blz. 8 en 76).

Voorgesteld wordt het voorziene krediet van 5 miljoen op 6 miljoen te brengen.

Dit amendement wordt met 15 stemmen aangenomen. Geen enkele tegenstem. Een enkele onthouding.

Afdeling II — Lager onderwijs.

Artikel 3-4 : Vastaangestelde personeelsleden. Toelagen-wedden (blz. 12 en 89).

Het voorgestelde amendement heeft tot doel de op de begroting voorkomende som van 2.269.301.700 fr. met 10% te verhogen. Het gaat dus om de begrotingsramingen te verhogen met — op 70.000 fr. na — 227 miljoen.

Uitslag der stemming : 2 leden antwoorden ja,
11 leden antwoorden neen,
3 leden onthielden zich.

Men is het erover eens dat die begroting op 225 % is opgemaakt. Iedereen weet wat dit betekent.

Sedertdien heeft de Regering beslist de bezoldiging van het personeel met ongeveer 5 % te verhogen, zoals de verhoging die aan het personeel der hoofdbesturen werd toegekend.

Maar de nodige kredieten komen in deze begroting niet voor.

Voor het onderwijzend personeel van de Staat zijn de besluiten genomen, maar op dit ogenblik nog niet verschenen. Zij zullen zo spoedig mogelijk in het « Staatsblad » verschijnen.

Er bestaat nochtans een uitzondering voor het personeel van het technisch onderwijs, wegens de in uitvoering zijnde rationalisatie. Maar er zal voor dat personeel terugwerkende kracht toegepast worden, gelijk aan die welke het personeel van het algemeen onderwijs zal genieten.

Er blijven twee groepen waarmee de wetgever zich bemoeit : die van de onderwijzers en van de professoren onzer universiteiten. De Regering onderzoekt de teksten. De oplossing zal niet lang meer uitblijven.

Wat de onderwijzers betreft, deze gaan einde December een voorschot van 500 fr. trekken, aan te rekenen op 5 % welke de Regering het Parlement voorstelt goed te keuren. Vervolgens zouden zij een tweede voorschot van 200 fr. krijgen, begin 1949.

Article 19/1 — Subventions pédagogiques (pages 16 et 94).

Il s'agit de porter le poste de 360.000 fr. à 390.000 fr., afin d'augmenter de 30.000 fr. le crédit destiné à l'Ecole Decroly, à Uccle.

8 membres votent oui, 6 votent non et 2 s'abstiennent.

L'amendement est donc adopté.

Section V — Enseignement supérieur des sciences

- 1) Article 3/1 (pages 30 et 136). Rémunération des agents définitifs.

Amendement tendant à augmenter de 10 millions, c'est-à-dire d'environ 5 % le crédit prévu de 197.639.000 fr.

Cela est rejeté par 9 voix contre 2 et 5 abstentions.

- 2) Article 15/5. — Rééquipement des laboratoires (pages 32 et 147).

Porter à 100 millions le crédit prévu de 25 millions.

Cet amendement est adopté par 2 voix. Il y a 14 abstentions.

- 3) Article 18/1. — Subsides à divers organismes scientifiques (pages 34 et 149). Le crédit est de 600.000 fr.

On propose de le porter à 1 million.

Rejeté par 8 voix contre 2. Six membres se sont abstenus.

- 4) Article 18/2. — Academia Belgica (pages 34 et 149).

Porter de 725.000 fr. à 1 million le crédit inscrit au budget.

Accepté à l'unanimité.

- 5) Article 20/1. — Bourses d'études universitaires (pages 36 et 151).

On propose de porter le crédit de 7.500.000 fr. à 10 millions.

Cet amendement est accepté par 2 voix. Il y a 14 abstentions.

Quant au budget du Ministère de l'Instruction Publique, il est adopté par 14 voix, contre 2; il y a 1 abstention.

Le présent rapport est adopté à l'unanimité.

*Le Rapporteur,
L. MATAGNE.*

*Le Président,
P. LIBOIS.*

Artikel 19.1 : Toelagen van pædagogische aard (blz. 16 en 94).

Het gaat er om de post van 360.000 fr. op 390.000 fr. te brengen, ten einde het voor de Decroly-school te Ukkel bestemde krediet met 30.000 fr. te verhogen.

Acht leden stemmen ja, zes stemmen neen en twee onthouden zich.

Het amendement is dus aangenomen.

Afdeling V — Hoger onderwijs en wetenschappen.

- 1) Artikel 3-1 (blz. 30 en 136). Bezoldiging der vast-aangestelde personeelsleden.

Amendement dat tot doel heeft het voorziene krediet van 197.639.000 fr. met 10 miljoen, d.w.z. ongeveer 5%, te verhogen.

Dit wordt met 9 tegen 2 stemmen afgewezen, 5 onthoudingen.

- 2) Artikel 15-5. Wederuitrusting der laboratoria (blz. 32 en 147).

Het voorziene krediet van 25 miljoen op 100 miljoen brengen.

Dit amendement wordt met twee stemmen aangenomen. Er zijn 14 onthoudingen.

- 3) Artikel 18-1. Toelagen aan verschillende wetenschappelijke organismen (blz. 34 en 149).

Het krediet beloopt 600.000 fr.

Voorgesteld wordt het op één miljoen te brengen.

Afgewezen met 8 stemmen tegen 2. Zes leden onthielden zich.

- 4) Artikel 18-2. Academia Belgica (blz. 34 en 149).

Het op de begroting uitgetrokken krediet van 725.000 fr. op één miljoen frank te brengen.

Met algemene stemmen aangenomen.

- 5) Artikel 20-1. Universitaire studiebeurzen (blz. 36 en 151).

Voorgesteld wordt het krediet van 7.500.000 fr. op 10 miljoen te brengen.

Dit amendement wordt met 2 stemmen aangenomen. Er zijn 14 onthoudingen.

Wat de begroting van het Ministerie van Openbaar Onderwijs betreft, deze wordt met 14 tegen 2 stemmen aangenomen; één lid onthield zich.

Dit verslag wordt met algemene stemmen aangenomen.

*De Verslaggever,
L. MATAGNE.*

*De Voorzitter,
P. LIBOIS.*

TABLE DES MATIERES

SECTION I

MINISTÈRE PROPREMENT DIT OU ADMINISTRATION CENTRALE

1. — Importance des crédits — Leur répartition	
2. — Effectif permanent	
3. — Bref exposé financier	
4. — En Commission : Questions abordées et réponses du Département, à propos :	
a) du Fonds des mieux doués	8
b) du Cinéma scolaire	9
c) du Service National de la Jeunesse	10
d) des Colonies et Voyages Scolaires	10
e) de l'Orientation professionnelle	11
f) de l'inspection linguistique	11
g) des Relations Culturelles avec les pays étrangers	11

SECTION II

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

1. — Bref exposé financier	
2. — Au sein de la Commission :	
a) L'augmentation de 5%	
b) Bons compensatoires, allocations familiales	
c) Pensions	
d) inspection	
e) Frais de déplacement	
f) à propos des subsides-traitements	
Réponses du Département sur ces divers points	
i) inspection médicale scolaire	
j) Locaux scolaires	
k) Subventions facultatives : l'Ecole Decroly	
l) Le rapport triennal	
Questions posées et réponses du Département à propos de :	
m) la semaine pédagogique	
n) les sanctions pour abandon de poste en 1940	
p) les traitements de disponibilité des inciviques	
q) le brevet de promotion	
r) Lettre du Président de la Commission — Réponse du Cabinet du Ministre	
3. — Documentation chiffrée	
1) Diagramme et statistiques : enseignement gardien	
2) Diagramme à propos de l'obligation scolaire	
3) Diagramme à propos de la fréquentation des écoles primaires	
4) Statistiques de l'enseignement primaire	
5) Statistique des élèves normaux, retardés, avancés	

INHOUDS OPGAVE

SECTIE I

EIGENLIJK MINISTERIE OF HOOFDBESTUUR

4. — Bedrag van de kredieten — Hun indeling	4
4. — Vast personeel	4
4. — Beknopte financiële uiteenzetting	4
4. — In de Commissie : Behandelde vraagpunten en antwoorden van het Departement aangaande :	
a) het Fonds der meestbegaafden	8
b) de schoolfilm	9
c) de jeugdbewegingen	10
d) de schoolkoloniën en schoolreizen	10
e) de beroepskeuze	11
f) de taalinspectie	11
g) de culturele betrekkingen met de vreemde landen	11

SECTIE II

LAGER ONDERWIJS

16. — Beknopte financiële uiteenzetting	16
16. — In de schoot van de Commissie :	
a) verhoging met 5%	16
b) compensatiebons, kindertoeslagen	17
c) pensioenen	17
d) inspectie	19
e) verplaatsingskosten	19
f) subsidie-wedden — Antwoorden van het Departement op die verschillende punten	20
i) geneeskundig schooltoezicht	21
j) schoollokalen	22
k) niet-verplichte subsidies : Decroly-school	23
l) driejaarlijks verslag	24
Gestelde vragen en antwoorden van het Departement betreffende :	
m) de paedagogische week	24
n) de sancties voor het verlaten van post in 1940	25
p) wachtgeld der inciviken	25
q) bevorderingsbrevet	25
r) brief van de voorzitter der Commissie — Antwoord van het Kabinet van de Minister	26
3. — Beijferde documentatie	
1) Diagram en statistieken : fröbelonderwijs	29
2) Diagram betreffende de schoolplicht	32
3) Diagram betreffende de bijwoning der lagere scholen	33
4) Statistieken over het lager onderwijs	34
5) Statistiek over de normale, ten achter zijnde, vooruit zijnde leerlingen	36

SECTION III
ENSEIGNEMENT NORMAL

1. — Point de vue financier — Résumé	38
2. — En Commission : Situation du personnel enseignant laïc des écoles normales privées	38
3. — Documentation chiffrée :	
a) statistique générale de l'Enseignement Normal	39 gardien primaire moyen
b) statistique très détaillée de l'Enseignement Normal primaire et de l'Enseignement Normal moyen (de l'Etat et du Privé)	40 froëbel lager middelbaar

SECTION IV
ENSEIGNEMENT MOYEN

1. — Résumé au point de vue financier	44
2. — Remarques du rapporteur à propos du rapport pour 1948 de la Fondation universitaire	44
Population de l'enseignement moyen belge et déchets, par année d'études	46
3. — En Commission :	
a) Cours de morale	46
b) Licenciés en géographie	46
c) inspection des travaux féminins	46
d) Réforme de l'enseignement moyen	47
e) Tableau des nouvelles écoles moyennes créées depuis la libération	49
f) Transfert, à l'Etat, d'écoles gardiennes ou d'écoles primaires communales ou privées. Liste de ces écoles	50
g) Tableau des sections gardiennes et préparatoires créées par l'Etat	53
h) Services médico-sociaux	54
i) Cinéma scolaire	54
j) Les secrétaires-économies dans l'Enseignement Moyen	54
k) Personnel enseignant des sections préparatoires — Instituteurs — Régents — Leurs revendications	54
l) Transport des fonctionnaires et des élèves	55
m) Gratuité	56
n) A propos des pensionnats dans l'Enseignement Moyen	56
o) Le Fonds Vanderpoorten	57
p) Publications et abonnements	57
q) Bibliothèque des professeurs et des élèves	57
r) Tournois d'Art dramatique — Chant chorale	58
s) Journaux publiés par les élèves dans certains établissements	58

SECTIE III
NORMAALONDERWIJS

1. — Financieel uitzicht — Samenvatting	38
2. — In de Commissie : toestand van het leek onderwijzend personeel in de vrije normaalscholen	38
3. — Beelijferde documentatie :	
a) algemene statistiek van het normaalonderwijs	39 froëbel lager middelbaar
b) zeer uitvoerige statistiek over het lager en het middelbaar normaalonderwijs (Staat en particulier)	40
SECTIE IV	
MIDDELBAAR ONDERWIJS	
1. — Financieel uitzicht — Samenvatting	44
2. — Opmerkingen van de verslaggever naar aanleiding van het verslag voor 1948 van de Universitaire Stichting	44
Bevolking van het Belgisch middelbaar onderwijs en achterblijvers, per schooljaar	46
3. — In de Commissie :	
a) Cursus in zedenleer	46
b) Licentiaten in de aardrijkskunde	46
c) Inspectie der vrouwelijke handwerken	46
d) Hervorming van het middelbaar onderwijs	47
e) Tabel der sedert de bevrijding nieuw opgerichte middelbare scholen	49
f) Overdracht, naar de Staat, van gemeentelijke of particuliere bewaar- of lagere scholen — Lijst van die scholen	50
g) Tabel van de bewaarschool- en voorbereidende afdelingen door de Staat gesticht	53
h) Medisch-sociale diensten	54
i) Schoolfilmen	54
j) De secretarissen-huismeesters bij het Middelbaar Onderwijs	54
k) Onderwijzend personeel der voorbereidende afdelingen. Onderwijzers. Regenter. Hun eisen	54
l) Vervoer der ambtenaren en der leerlingen	55
m) Kosteloos onderwijs	56
n) Over de kostscholen van het Middelbaar Onderwijs	56
o) Vanderpoortenfonds	57
p) Publicaties en abonnementen	57
q) Bibliotheken der leraars en der leerlingen	57
r) Wedstrijden in toneelkunst. Koorzang	58
s) Tijdschriften in sommige inrichtingen door de leerlingen uitgegeven	58

t) Professeurs de musique et de dessin	
u) Rendement de l'Enseignement Moyen	
 4. — Documentation chiffrée	
1) Statistique des établissements d'E. M. de l'Etat à divers points de vue	
2) Statistique des sections d'études	
3) Tableau de la population de l'E.M. de l'Etat : par section, par régime linguistique et selon le sexe	
4) Petit tableau du nombre d'établissements d'E.M. tant officiel que libre	
5) Tableau donnant la population de l'E.M. tant officiel que libre	
6) Répartition, par province, du nombre d'établissements d'E.M. — l'officiel et le libre — et de leur population	
7) Renseignements résumant ceux du Rapport Triennal :	
a) régime linguistique des établissements d'E. M. de l'agglomération bruxelloise	
b) Candidats qualifiés mais dépourvus d'emplois dans l'enseignement tant en région de langue française qu'en région flamande	
8) Fonds Vanderpoorten : il s'agit de la répartition arrêtée au 16-11-48 du crédit de 300.000.000 fr. qui est prévu au budget extraordinaire pour l'exercice 1948	
9) Renseignements précis relatifs aux frais de transport du personnel du Ministère de l'Instruction publique	

SECTION V

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DES SCIENCES

1. — Résumé d'ordre financier	
2. — En Commission :	
a) Paroles prononcées par les Recteurs des Universités de Gand et de Louvain	
b) Le cas des professeurs part-time de l'ancien régime de rémunérations	
L'Academia Belgica de Rome	
3. — Documentation chiffrée	
1) Statistique de la population dans l'enseignement universitaire en les années scolaires 1947-48 et 1948-49	
2) Relevé général des inscriptions par sections d'enseignement durant l'année scolaire 1947-48. (Source : le Rapport de la Fondation Universitaire pour 1948 : Bureau des Statistiques universitaires)	

58	t) Muziek- en tekenleraren	58
59	u) Rendering van het Middelbaar Onderwijs	59
 4. — Becijferde documentatie		
61	1) Statistiek der inrichtingen van Middelbaar Onderwijs in verschillende opzichten	61
62	2) Statistiek over de studieafdelingen	62
63	3) Tabel van de bevolking van het Rijksmiddelbaaronderwijs : per afdeling, per taalregime en volgens het geslacht	63
64	4) Kleine tabel betreffende het aantal inrichtingen van Middelbaar Onderwijs, zo officiële als vrije	64
66	5) Tabel met opgave van de bevolking van het Middelbaar Onderwijs, zo officieel als vrij	66
67	6) Verdeling, per provincie, van het aantal inrichtingen van officieel en vrij middelbaar onderwijs en van hun bevolking	67
68	7) Inlichtingen als samenvatting van die van het Driejaarlijks Verslag :	
69	a) taalregime der inrichtingen voor middelbaar onderwijs in de Brusselse agglomeratie	68
70	b) geschoold candidaten, maar zonder betrekking bij het onderwijs zowel in de Franse als in de Vlaamse taalstreek	69
74	8) Vanderpoortenfonds : het betreft de verdeling tot 16-11-48 van het krediet van 300.000.000 fr., dat voorzien is op de buitengewone begroting voor 1948	70
	9) Juiste inlichtingen betreffende de vervoerkosten voor het personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs	74
	 SECTIE V	
	HOGER EN WETENSCHAPPELIJK ONDERWIJS	
78	1. — Financieel uitzicht. Samenvatting	78
79	2. — In de Commissie	
80	a) Woorden uitgesproken door de Rectors van de Universiteiten te Gent en te Leuven	79
82	b) Het geval der « part-time-professoren » van het vroegere weddestelsel	80
83	c) De Academia Belgica te Rome	82
84	3. — Becijferde documentatie	83
	1) Statistiek betreffende de bevolking van het universitaire onderwijs tijdens de jaren 1947-1948 en 1948-1949	84
	2) Algemene opgave van de inschrijvingen per onderwijsafdeling tijdens het schooljaar 1947-1948. (Bron : het Verslag van de Universitaire Stichting voor 1948 : Bureau des Statistiques Universitaires)	85

SECTION VI
**ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
 ET AGRICOLE**

1. — Bref exposé financier	88
2. — Arrêté du Régent : subside-traitement au personnel des écoles techniques agréées .	90
3. — Coordination de l'enseignement technique : deux questions précises et tendant au même but; réponses ministérielles	91
4. — Un commissaire expose quatre observations préliminaires à l'exposé qu'il annonce pour la séance publique de la discussion du budget	94
5. — Cumuls dans l'E.T.	95
6. — Documentation chiffrée	96
a) E.T. de l'Etat — Situation au 30-11-48	
b) Statistique des écoles de plein exercice par catégorie — ressortissant à l'Administration de l'enseignement technique	98
c) Statistique des écoles du soir et du dimanche	101

SECTION VII
ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

1. — Bref exposé financier	104
2. — Subsides aux écoles de musique	104
3. — Documentation chiffrée :	
a) statistique des conservatoires et écoles de musique	105
b) statistique des Académies et écoles de dessin	105

SECTION VIII
BEAUX-ARTS

1. — Bref exposé financier	108
2. — Art et littérature dramatique	108
3. — Musées de provinces	109
4. — Archives iconographiques d'Art national .	110
5. — Secours et bourses à des artistes	111
6. — Bourses de voyages	111

SECTION IX

EDUCATION POPULAIRE

1. — Exposé d'ordre financier	114
2. — Concours d'art dramatique	114
3. — A propos des bibliothèques publiques .	114
4. — Statistique du nombre de bibliothécaires par région linguistique	116

VOTES DE LA COMMISSION :

1) Sur des amendements relatifs aux sections I, II et V	117
2) Sur le budget	118
3) Sur le rapport	118

SECTIE VI
TECHNISCH- EN LANDBOUWONDERWIJS

1. — Beknopte financiële uiteenzetting	88
2. — Besluit van de Regent : toelage-wedde voor het personeel der erkende technische scholen	90
3. — Coördinatie van het technisch onderwijs : twee duidelijke vragen met hetzelfde doel; ministeriële antwoorden	91
4. — Een commissielid haalt vier punten aan die hij zal bij de openbare besprekking der begroting behandelen	94
5. — Cumulaties bij het technisch onderwijs .	95
6. — Bepijferde documentatie :	
a) Technisch onderwijs van de Saat. Toestand op 30-11-48	96
b) Statistiek betreffende de scholen met volle dagtaak — per categorie — afhangende van het Bestuur van het Technisch Onderwijs	98
c) Statistiek betreffende de avond- en Zondagscholen.	101

SECTIE VII
KUNSTONDERWIJS

1. — Beknopte financiële uiteenzetting	104
2. — Toelagen voor de muziekscholen	104
3. — Bepijferde documentatie :	
a) Statistiek betreffende de conservatoria en muziekscholen	105
b) Statistiek betreffende de Tekenacademies en -scholen	105

SECTIE VIII
SCHONE KUNSTEN

1. — Beknopte financiële uiteenzetting	108
2. — Dramatische kunst en letterkunde	108
3. — Musea en de provincie	109
4. — Iconografisch archief van nationale kunst	110
5. — Steun en beurzen voor kunstenaars	111
6. — Reisbeurzen	111

SECTIE IX

VOLKSOPLEIDING

1. — Financiële uiteenzetting	114
2. — Toneelprijskampen	114
3. — Naar aanleiding van openbare bibliotheken	114
4. — Statistiek van het aantal bibliothecarissen per taalstreek	116

STEMMINGEN VAN DE COMMISSIE .

1) Over amendementen betreffende de secties I, II en V	117
2) Over de begroting	118
3) Over het verslag	118